

Action syndicale ouvrière en Pologne

SON INFLUENCE SUR LE NIVEAU DES SALAIRES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenue publiquement dans la salle des Actes de la Faculté de Droit
le mercredi 21 Juin 1933, à 14 heures

PAR

M. Jos KARAFIN

JURY D'EXAMEN :

Président : M. NOYELLE, Professeur

Suffragants { MM. LAMPUÉ, Professeur
 LEDUC, Agrégé

PARIS

LES ÉDITIONS INTERNATIONALES

4 bis, Rue des Ecoles

1933

Droits de traduction et de reproduction réservés

THÈSE POUR LE DOCTORAT

UNIVERSITÉ DE CAEN - FACULTÉ DE DROIT

(ANNÉE SCOLAIRE 1932-1933)

Doyen : M. Henry NÉZARD (*, I ②).

Doyen honoraire : M. Eustache PILON (*, ②).

Assesseur du Doyen : M. GOMBEAUX (I ②).

Professeurs honoraires :

MM. CABOJAT (O *, I ②).

DEGOIS (I ②).

Professeurs :

MM. NÉZARD (*, I ②), Professeur de Droit administratif, chargé du Cours de Législation minière,

GOMBEAUX (I ②), Professeur de Droit civil, chargé du Cours de Droit international privé,

BRIDREY (I ②), Professeur de Droit romain, chargé du Cours d'Histoire du Droit public,

LEPARGNEUR (I ②), Professeur de Droit Commercial, chargé du Cours de Droit maritime et du Cours de Notariat et Enregistrement,

NOYELLE (I ②), Professeur d'Economie politique,

LEMONNIER (A ②), Professeur de Droit civil, chargé du Cours de Législation industrielle,

PERREAU (A ②), Professeur de Droit criminel, chargé du Cours de Droit civil approf. et comparé.

DEMONTÈS (A ②), Professeur de Droit civil,

LAMPUÈ, Professeur de Droit international public et de Droit constitutionnel, chargé du Cours de Droit administratif,

YVER, Professeur d'Histoire du Droit français et d'Histoire du Droit privé,

LEDUC, Agrégé, chargé d'un Cours d'Economie politique, du Cours d'Histoire des Doctrines économiques et du Cours de Législation financière,

BESNIER, Agrégé, chargé d'un Cours de Droit romain et du Cours d'Histoire de la Coutume de Normandie,

Mlle JACK, Chargée du Cours de Procédure civile et Voies d'exécution.

Secrétaire : M. ROUX (I ②. ③ ④), Secrétaire des Facultés de l'Université de Caen.

La Faculté n'entend donner ni approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

Action syndicale ouvrière en Pologne

SON INFLUENCE SUR LE NIVEAU DES SALAIRES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenue publiquement dans la salle des Actes de la Faculté de Droit
le mercredi 21 Juin 1933, à 14 heures

PAR

M. Jos KARAFIN

JURY D'EXAMEN :

Président : M. NOYELLE, Professeur

Suffragants { MM. LAMPUÉ, Professeur
LEDUC, Agrégé

PARIS

LES ÉDITIONS INTERNATIONALES

4 bis, Rue des Ecoles

1933

Droits de traduction et de reproduction réservés



A la mémoire de mon père

ERRATA

~~Page 9, ligne 9, au lieu de : et d'assistance lire : et de l'assistance~~

Page 42, ligne 15, *au lieu de* : suivantes *lire* : suivant

Page 48, ligne 7, *au lieu de* : En définitif, *lire* : En définitive,

Page 63, ligne 27, *au lieu de* : Mais le congrès, conscient *lire* : Mais les congrès, conscients

Même page, ligne 29, *au lieu de* : recommande *lire* : recommandent

Page 72, ligne 3, *au lieu de* : avait réussi que partiellement. Ainsi l'Affabund, (Allge- *lire* : avait à plusieurs reprises tenté de rallier les syndicats

Page 78, ligne 25, *au lieu de* : des salariés polonais. *lire* : des salariés polonais (1).

Page 101, ligne 39, *au lieu de* : (1) P. Rebond, *lire* : (1) P. Reboud,

Page 114, ligne 19, *au lieu de* : 112,23 %, *lire* : 12,23 %

Page 123, ligne 12, *au lieu de* : les cinq dernières, *lire* : les trois dernières

Page 137, ligne 32, *au lieu de* : (1) Syndicats *lire* : (1) Syndicat

Page 142, ligne 1, *au lieu de* : 866,4 pour cent *lire* : 86,4 pour cent.

INTRODUCTION

Le syndicalisme s'impose de plus en plus comme régulateur des rapports entre patrons et ouvriers et quelles que soient les opinions particulières sur son importance effective, la pensée moderne ne peut le négliger dans aucun domaine du travail. Le rôle du syndicalisme s'est surtout généralisé à partir du moment où les organisations professionnelles ont été appelées à la collaboration constante avec les pouvoirs publics en matière de protection du travail et d'assistance sociale, comme cela a lieu en Pologne.

Mais, si l'activité des syndicats se manifeste partout où les conditions ouvrières sont en cause, l'ampleur de leur initiative varie selon les problèmes qui s'y rapportent. Il y a ainsi des conditions où cette initiative ne peut pas être considérée comme décisive. Nous pensons au régime de la durée du travail, de l'hygiène de son exercice, des assurances contre les divers risques auxquels les salariés sont exposés par le fait du travail en particulier et contre tous les autres risques de la vie humaine en général.

L'œuvre protectrice visant ces problèmes agit contre les méfaits naturels du capitalisme dont les ouvriers souffrent plus que les autres groupes sociaux. Elle s'ordonne autour des perceptions morales de justice et intervient comme antithèse de l'individualisme effréné et abusif, mais ne cherche point à démolir les fondements

du régime où la concurrence est l'institution capitale. De sorte que les mesures de protection établies en faveur du travail doivent être imposées avec la même rigueur à tout le monde patronal afin de garantir à chacun l'égalité des devoirs et des droits, *conditio sine qua non* de la concurrence. Ces mesures nécessitent par suite des règles communes et uniformes relevant de l'ordre public. En un mot, c'est l'intervention de l'Etat qui s'impose. De plus, le même principe d'égalité des conditions rend parfois indispensable le besoin de fonder la protection du travail sur une base plus élargie, notamment sur un accord international. Les syndicats professionnels ne peuvent donc réagir sur ces problèmes que d'une façon indirecte.

Par contre, il y a un domaine du travail où l'Etat se déclare en principe incompétent et pour éviter de compromettre les intérêts respectifs des patrons et des salariés, s'abstient. Il abandonne le champ libre aux adversaires, Capital et Travail, en laissant se mesurer ces forces contraires, ou pour parler un langage économique, en les laissant s'adapter. Tel est le domaine du salaire auquel se rattache notre sujet et c'est là justement que les syndicats professionnels sont amenés à jouer un rôle plus décisif et plus direct.

Attendu que nous abordons une matière des plus compliquées, quelques remarques préalables présentées à titre d'observations générales, bien que superficielles, ne seront pas, nous semble-t-il, inutiles.

★ ★

Dès que le travail fût devenu libre, après avoir traversé une longue évolution historique, allant de la con-

trainte de l'esclavage et du servage jusqu'à une protection minutieuse sous le régime corporatif de l'époque médiévale, il s'adapte aux besoins économiques, dans les temps modernes, par le salaire.

Les définitions du salaire, au sens économique et juridique, nombreuses et différentes de formes, sont identiques quant au fond. C'est toujours un prix payé par l'employeur à son employé pour un effort économiquement utile et mesuré techniquement soit au temps, soit à son résultat concret, soit aussi par la combinaison de ces deux criteriums à la fois. Comme le prix de n'importe quelle marchandise — le salaire ne peut échapper aux influences provenant du marché. Il subit en réalité le contre-coup de deux marchés : celui des produits dans lequel le travail est incarné et celui du travail lui-même.

Les tendances des prix, dans l'hypothèse du marché tout-à-fait libre, de se fixer dans le sens de la demande et inversement à l'offre est une règle générale qui s'applique théoriquement dans toute son étendue au salaire ou, pour mieux dire, au taux du salaire.

Cobden a expliqué que la détermination du salaire est en liaison étroite avec l'offre et la demande du travail, dans sa célèbre formule que voici : « Lorsque deux ouvriers courent après un patron le salaire baisse ; lorsque deux patrons courent après un ouvrier le salaire augmente ». Certes, le mécanisme du salaire ainsi présenté est très simplifié. Après de plus amples informations on s'aperçoit que la rétribution du travail varie, en outre, avec nombre d'autres facteurs économiques, sociologiques et psychologiques. Il existe avant tout une relation constante entre le taux du salaire et le coût de l'existence. C'est ce qui apparaît nettement dans les diffé-

rences de salaires comparés entre les grandes villes et la province. De même, la productivité du travail, les habitudes, le genre de vie des masses ouvrières contribuent aussi incontestablement à la fixation du niveau des salaires. Mais, étant donnée l'infime mobilité des facteurs sociologiques et psychologiques, et en admettant d'autre part que le coût des vivres, à son tour, s'enchaîne au mouvement général des prix, il serait possible d'affirmer que l'offre et la demande en sont les facteurs dominants. Les variations saisonnières et celles des périodes de courte durée en sont la meilleure preuve.

Cependant, le mécanisme mystérieux du marché dissimule l'homme vivant, l'ouvrier. Pour lui, le salaire qu'il perçoit pour son travail n'est pas simplement un prix, mais le titre, et à la rigueur, le titre unique de sa quote-part du revenu national. Dès lors il est compréhensible que, poussés par la tendance naturelle de tout homme vers le meilleur ou, comme le disent les économistes, guidés par le principe hédonistique valable aussi bien pour les employés que pour les patrons, les ouvriers s'évertuent à revendiquer « une part de gâteau toujours plus belle » (1), c'est-à-dire des salaires plus élevés. Le désir des ouvriers d'accroître leur bien-être est d'autant plus justifié qu'en comparant leur « standard of life » avec le genre de vie des classes possédantes d'une part, et l'inégalité de la tâche accomplie par les différentes classes d'autre part, les prolétaires se trouvent exploités.

On pourrait aussi placer et facilement comprendre les revendications de la classe ouvrière en dehors des doctrines socialistes. Mais quand même, la conviction

(1) H. Noyelle, « A propos de la crise doctrinale du socialisme », *Revue d'Economie Politique*, 1929, pages 56-86.

inspirée par ces doctrines que l'inégalité est le vice organique du régime libéral qui attribue, par la seule force des choses, tous les avantages économiques aux propriétaires au préjudice des masses laborieuses, doit animer l'opposition contre l'injustice sociale, augmenter l'énergie des revendications des ouvriers et rendre leur mentalité combative.

Or, le prolétariat, pour améliorer sa situation, tente de réprimer le jeu naturel de l'offre et de la demande. Il s'applique alors à fausser cette allure spontanée afin de la détourner à son avantage.

Sans doute, les ouvriers sont incapables d'accroître la demande du travail, étant donné le rôle subordonné auquel ils sont voués comme étant les exécutants dans la production dont l'initiative leur échappe. En revanche, ont-ils la faculté de réagir sur la diminution momentanée de son offre. Dans les sciences économiques on désigne de pareilles tentatives comme une action ayant pour but de se créer des éléments de monopole par la voie d'ententes. En reprenant la formule de Cobden on pourrait dire que la tâche des ouvriers consiste à « faire courir » autant que possible, les patrons après eux, bien qu'ils demeurent tout près de l'usine et soient contraints de s'embaucher.

Pratiquement, l'entente des ouvriers conduit à la grève qui est le procédé traditionnel dont les masses ouvrières se sont servies de tout temps pour faire valoir leurs revendications lorsque celles-ci se heurtaient à l'intransigeance du patronat.

Il faut cependant se rendre compte que l'entente ne s'impose pas aux ouvriers comme une mesure pure et simple. S'ils veulent éviter les graves déceptions de l'échec compromettant leur état matériel et moral au

lieu de l'amélioration espérée, il faut que leur coalition soit bien organisée. Le danger redoutable pour les grévistes dérive justement de leur infériorité économique vis-à-vis de leurs adversaires. Tandis que les employeurs peuvent subir une perte même considérable causée par une interruption du travail parfois assez longue, sans que cela provoque leur ruine, les salariés n'ont d'habitude aucune autre ressource que le louage de leurs propres bras. De telle sorte que la cessation du travail apporte inéluctablement à l'ouvrier de graves sacrifices, des privations et, en fin de compte, c'est la misère qui brise la résistance des grévistes. Les ouvriers sont donc tenus de risquer le moins possible leur existence et celle de leurs familles et de ne pas les exposer aux résultats aléatoires de la cessation de leur travail. Encore faut-il estimer que les patrons eux-mêmes recourent à l'entente pour mieux combattre en commun l'agressivité des travailleurs. Il serait alors facile de conclure que le problème principal des coalitions réside dans les moyens susceptibles d'assurer aux ouvriers, durant le conflit du travail, une attitude persévérante malgré toutes les difficultés matérielles que l'abandon du travail fait surgir. C'est ici justement qu'apparaît le rôle essentiel des syndicats professionnels en matière de salaires.

★
★ ★

La façon de caractériser l'action syndicale relative aux salaires comporte des distinctions très nettes. Ainsi, pour ne tenir compte que des opinions récentes, M. Ansiaux, examinant les problèmes des salaires dans toute leur complexité réelle et arrivant en dernière analyse à constater qu'à chaque moment donné le taux des

salaires s'impose également à l'ouvrier comme au patron comme la résultante d'une multitude innombrable de coïncidences économiques et sociologiques que nous venons ci-dessus de rappeler sommairement, admet d'autre part que « si l'individu est contraint de subir « les conditions communes, le groupe ou la classe con- « tribuent incontestablement à faire ces conditions » (1).

Donc le syndicalisme, incarnation typique de l'effort collectif et de l'action solidaire des groupes et des classes, est-il capable de modifier les conditions communes, en l'espèce d'exercer une influence décisive sur le niveau du salaire ? Nous ne voulons pas anticiper sur les conclusions qui résulteront de l'examen des faits auquel nous nous livrons dans cette étude. Cependant il est possible de dire, dès à présent, qu'il ne faut pas exagérer le rôle du facteur syndicalisme en face des nécessités économiques qui prévalent très souvent. Car, tant que la propriété et l'initiative privées persistent à la base sociale, les lois de l'individualisme économique, l'âpreté au gain et la concurrence subsistent aussi. Cela fait que les efforts collectifs, si courageux qu'ils soient, ne peuvent parvenir qu'à atténuer plus ou moins la rigueur de ces lois, sans pouvoir les maîtriser entièrement.

Un autre éminent économiste, M. François Simiand, dans son grand ouvrage récemment paru, se livrant à son tour à la recherche des lois qui régissent les salaires, porte toute son attention sur la circulation monétaire. Il apprécie la monnaie comme étant le mobile le plus puissant, sinon le seul qui commande le mouvement des salaires. Et cela d'autant plus que le criterium de ce mouvement est introuvable en dehors des phénomènes mo-

(1) Ansiaux, « Traité d'Economie Politique » Paris 1923, tome II, p. 541.

nétaires, parce que la rétribution du travail est au point de vue économique uniquement un prix, donc une expression monétaire. En même temps, M. Simiand, après avoir comparé soigneusement les variations des salaires avec le mouvement des grèves en France durant le XIX^e siècle, constate le défaut de concordance parfaite entre ces deux séries des phénomènes. Par conséquent, l'éminent savant est incliné à placer le facteur syndicalisme au dernier rang des causes dont l'évolution des salaires ne dépend que dans une très faible mesure (1).

Qu'il nous soit permis d'objecter que lorsqu'il s'agit de déterminer l'action syndicale sur les salaires, les grèves n'en sont pas le seul indice ; que les organisations professionnelles, par la seule raison de leur existence permanente, exercent une pression profonde sur l'esprit des patrons en les incitant aux accords amiables avec les ouvriers, sans que ces derniers aient toujours besoin de recourir à la grève pour obtenir les majorations demandées ; que, par conséquent, il faut dans une pareille recherche tenir compte également des contrats collectifs du travail à partir du moment où ils ont été mis en vigueur ; qu'enfin les grèves ne sont pas toujours déclanchées dans le but de faire augmenter les salaires, car les ouvriers s'opposent par cette mesure, en période de dépression économique, à la baisse imminente, de sorte que les taux des salaires peuvent accuser une diminution en même temps que le nombre des grèves s'élève. Mais en tant que les coalitions parviennent à refréner ou à ralentir le mouvement en baisse, elles accomplissent à l'égard du prolétariat un rôle aussi considérable, sinon plus important, que lorsqu'elles

(1) Fr. Simiand « Le Salaire, l'Evolution sociale et la Monnaie », Paris, Alcan, 1932, tome II, pages 199-208.

réussissent à le pousser en hausse ou à précipiter son élévation.

En tout cas, l'opinion de M. Ansiaux n'est aucunement atteinte, puisque M. Simiand n'affirme nulle part que les grèves soient toujours sans résultats positifs ou à peu près. — Au contraire, M. Simiand reconnaît nettement que « si la correspondance n'est topique entre les « deux mouvements (salaires et grèves), il ne s'ensuit « pas qu'ils soient sans relation. »

Mais les questions subtiles des théories mises à part, il faudrait convenir ceci, que l'efficacité des coalitions telles qu'elles sont serait, dans une large mesure, déterminée par un ensemble d'éléments inhérents à l'organisation professionnelle elle-même.

En effet, l'action syndicale, comme nous venons de le signaler, se ramène au problème de résistance. Or, pour y aboutir trois problèmes préalables se posent pour les syndicats et du fait qu'ils sauront ou ne sauront pas les résoudre, dépendra le succès de la tâche qu'ils assument. 1° Tout d'abord, les syndicats doivent être en mesure de fortifier le sentiment de solidarité parmi la population ouvrière. En décidant les ouvriers à la participation en masse au mouvement professionnel, on neutralise par là les effets nuisibles de la concurrence qu'ils se font ordinairement les uns les autres. 2° Ils doivent constituer des fonds considérables de secours pour subventionner les sans-travails involontaires en cas d'insuffisance des allocations à la charge de l'Etat et des communes, ainsi que les volontaires, pendant les conflits du travail, et les licenciés à la suite de ces conflits. 3° Introduire dans leurs propres rangs une discipline profes-

(1) Fr. Simiand, *op. cit.*, tome II, page 208.

sionnelle inébranlable qui permettrait non seulement de lancer efficacement des appels à l'abandon collectif du travail, mais plus encore de savoir empêcher les travailleurs de faire de pareilles tentatives toutes les fois que, pour une raison ou pour une autre, la grève n'offre pas de grandes chances de réussite. La sagesse de réserve s'impose d'autant plus que les lois économiques, inextricables et mystérieuses, ne cessent pas de régner sur les marchés. Dans l'occurrence, les syndicats ouvriers, pour leur propre avantage, ne sauraient ignorer le fait que les meilleurs des patrons ne sont pas toujours libres d'accorder les majorations exigées, parce que l'entrepreneur, même s'il est monopoliste, doit être conscient de la loi de substitution. Par conséquent il ne peut guère augmenter arbitrairement son prix de revient et par suite les prix de vente, et cela sous menace d'être éliminé par la concurrence. D'ailleurs, les syndicats professionnels, et c'est bien là le trait caractéristique qui les distingue des coalitions de l'ancien type, ne visent point des conquêtes sporadiques et isolées. Effectivement, on constate, qu'au fur et à mesure de leur développement, les syndicats s'efforcent de consolider les professions respectives et par conséquent les conditions du travail dans le cadre national. C'est pourquoi les organisations centrales des ouvriers réprouvent notamment les grèves spontanées et préconisent très énergiquement l'application des conventions collectives. C'est aussi pourquoi les grandes confédérations des syndicats en Pologne (1) élèvent une protestation véhémement contre les tempéraments non modérés qui, dès le premier malentendu survenu avec les chefs d'entreprise, poussent

(1) Union des Syndicats Professionnels de Travailleurs en Pologne, Compte rendu, Varsovie 1925, pages 103-116.

les ouvriers à abandonner le travail, sans qu'ils soient capables de se rendre compte des méfaits de l'échec. Ajoutons à ceci qu'en face du patronat, lui aussi bien organisé, la question de savoir garantir aux entrepreneurs l'obéissance des syndiqués à l'égard des conventions stipulées, question de prestige, n'est pas pour les syndicats d'une moindre importance. Donc, une fois de plus, le problème de discipline syndicale s'impose nécessairement.

Il s'ensuit que l'importance des effectifs des syndicats, leur cohérence interne et leurs ressources matérielles, bref, tous les éléments de leur structure organique, décident dans la plupart des cas, et de l'ampleur et de l'issue de leur action. La structure syndicale est, si l'on peut ainsi dire, le coefficient de résistance de la classe ouvrière dans sa lutte économique contre le monde patronal. Impossible donc d'éluder ces problèmes dans une étude comme la nôtre, même si elle se borne aux questions de salaires. On essaierait à tort de passer outre les problèmes de structure pour se trouver tout-à-coup en pleine statistique des grèves et des salaires et de les comparer en espérant dégager de cette analyse une règle quelconque, surtout lorsque les données numériques sont très imparfaites et même contradictoires. Une tâche semblable ne serait pas plus avantageuse que celle d'un médecin qui, pour préciser l'état de santé de son client, se contentera d'un interrogatoire sur le rendement du travail de celui-ci, sans qu'il se donnât la peine d'ausculter le cœur et les poumons et sans appuyer le diagnostic sur les autres sensations psycho-physiologiques de la personne en question.

Au surplus, à notre avis, il est nécessaire de faire état des tendances idéologiques dont s'inspirent les associa-

tions ouvrières professionnelles. Quoique celles-ci adoptent toutes, sans distinction de nuances politiques, le même but pratique et appliquent à peu près les mêmes procédés pour l'atteindre, on remarque cependant des différences profondes dans l'intensité de l'action, suivant qu'elle se déroule sur la base de telle ou telle doctrine. Au premier abord, l'hypothèse de répercussions semblables sur le mouvement des salaires se présente comme paradoxale, mais en réalité elle ne l'est pas. Si, comme le dit l'éminent économiste et sociologue, M. Ansiaux, « l'élan des classes ouvrières vers un régime transformé » d'existence se fortifie sous l'influence puissante de « l'instruction, de la presse, du droit de suffrage, du socialisme, de l'idéal égalitaire, en un mot, qui agit sur les esprits avec les convictions religieuses, » (1) il est d'autre part incontestable que le degré de cet élan varie avec la substance des convictions quasi religieuses. Pour ne pas trop verser dans la pure abstraction, démontrons l'exactitude de cette remarque par un fait réel. Comme les statistiques polonaises le relatent (2), les conflits du travail réglés en 1925 en Pologne par un accord amiable se sont présentés de la façon suivante en comparaison avec une grève :

a) dans les syndicats chrétiens	10,3
b) — — nationalistes	7,3
c) — — socialistes	2,5

Ces chiffres sont caractéristiques. Evidemment les patrons préfèrent les syndicats jaunes aux travailleurs socialistes. Ils préféreraient même ne pas avoir chez eux, si

(1) Ansiaux, *op. cit.*, tome II, page 545.

(2) S. Rychlinski, « Les Syndicats Professionnels des Travailleurs en Pologne », Varsovie 1927, page 46.

possible, de syndiqués. En tout cas leur sympathie pour les modérés ne va décidément pas assez loin pour leur consentir des salaires plus élevés : les entrepreneurs ne sont pas des gens sentimentaux. La facilité d'entente avec les jaunes s'explique donc tout simplement par ceci qu'ils sont moins exigeants que les syndiqués rouges et nous aurons encore l'occasion de nous en convaincre au cours de ce travail.

Nous voyons ainsi que les phénomènes spirituels régissent les choses matérielles ou, comme on l'exprime de préférence, on constate ici la réaction des doctrines sur les faits. Bref, les doctrines dans lesquelles se cantonnent les groupements professionnels concurrents ne sont pas un simple débat d'opinions académiques ; ce sont les indices particuliers de l'agressivité.

★★

Nous limitons la matière traitée ici, dans l'espace, à la présentation des faits concernant l'action des syndicats ouvriers, industriels et agricoles. De cette manière nous en éliminons : a) les groupements patronaux sur lesquels nous manquons de documentations suffisantes ; b) les formations professionnelles de travailleurs intellectuels et d'employés en général. Cette dernière exclusion s'explique par deux raisons : 1° par ceci qu'au terme « salaire » on attribue le sens de rémunération du travail physique (1) ; 2° par cette autre raison que le salaire, partie intégrale de coût de la production, est plus mobile que l'appointement et plus sensible aux vicissitudes des conjonctures économiques. Il serait alors du plus

(1) Fr. Simiand, *op. cit.*, tome I, page 144.

grand intérêt de savoir comment et avec quel succès les syndicats ouvriers qui sont toujours en butte aux situations économiques changeantes et parfois délicates, parviennent à s'en dégager.

Dans le temps, notre travail se place dans l'intervalle des années comprises entre 1920 et 1932. Remarquons qu'il n'y a rien d'arbitraire dans le choix de ces limites. La guerre, l'occupation du pays et ensuite le rétablissement de l'Etat ont interrompu en Pologne la continuité du régime économique, social et législatif. De sorte que la juxtaposition des faits dûs aux milieux différents est une chose assez difficile et peu instructive. Nous reporterons cette limite sur un seul point en arrière, en jetant un coup d'œil rétrospectif sur la formation des syndicats polonais. Nous retrouverons par la suite la justification de ce recul.

PREMIERE PARTIE

La Structure des Syndicats professionnels
en Pologne

CHAPITRE I

La division syndicale et ses origines

Il y a en Pologne une question particulière qui attire l'attention dès que l'on prend, pour la première fois, connaissance du problème relatif au mouvement professionnel. C'est sa division poussée à outrance. Si l'on ne tient compte que des tendances concurrentes principales, le caractère de la division apparaît dans le tableau qui présente les effectifs des syndicats des ouvriers groupés dans les confédérations suivantes (1) :

Etat numérique à la date du 31/XII.1929

1. Fédération des Syndicats professionnels des ouvriers socialistes	262,328
2. Union Centrale des Syndicats professionnels des classes (socialistes-dissidents)	48,389
3. Union Syndicale Polonaise (nationalistes) ..	202,448
4. Quatre Associations chrétiennes	100,619
5. Fédérations diverses	40,628

Or, comment expliquer cette dispersion étrange des forces là, où un accord harmonieux devrait se manifester en raison de la communauté des intérêts à défendre ? La Revue Statistique Polonaise du Travail (2) croit en

(1) « Annuaire des Syndicats Professionnels des Travailleurs en Pologne », Ministère du Travail, Varsovie 1931, page 18.

(2) « Revue Trimestrielle de Statistique du Travail », Office Centrale de Statistique, Varsovie 1929, Fascicule I, page 115.

avoir découvert la cause essentielle, et nous donne l'explication suivante :

« Le mouvement syndical en Pologne, comme dans
« la plupart des pays européens, subit une grande in-
« fluence de la part des partis politiques ; la dispersion
« de la société polonaise entre un grand nombre de par-
« tis politiques s'y reflète aussi et s'exprime par un grand
« nombre d'associations et de fédérations syndicales
« liées, plus ou moins étroitement, aux différents partis
« politiques ».

Bien que juste en général, cette remarque serait pourtant assez curieuse si l'on estime qu'en Pologne les divers groupements professionnels ont ceci de commun qu'ils se réclament tous de l'indifférence vis-à-vis des problèmes politiques. Nous aurons encore l'occasion de revenir sur la question de l'apolitisme syndicaliste qui n'est qu'un principe purement formel imposé aux organisations professionnelles par la volonté du législateur ou par son interprète officiel. Ici, soulignons tout d'abord, que la dispersion du prolétariat en Pologne est plus étendue que partout ailleurs à l'étranger, et que le centre de son mouvement professionnel est nettement déplacé vers la droite ; et aussi que la division signalée est le trait caractéristique dont le syndicalisme polonais fut marqué dès ses origines. Mais il serait erroné de vouloir y chercher la répercussion des facteurs psychologiques spéciaux qui pourraient être impliqués à la mentalité nationale polonaise. Nous nous gardons bien de nous égarer ici dans une discussion sur la « Völkerpsychologie » et c'est pourquoi nous laissons de côté la remarque précitée de la Revue du Travail, faisant en quelque sorte allusion au déchirement traditionnel de

l'opinion publique en Pologne. Seulement, pour mieux comprendre les causes qui ont déterminé l'infiltration dans les milieux ouvriers des idéologies en général étrangères au prolétariat et qui parfois lui sont hostiles, il faut esquisser dans un rapide aperçu rétrospectif les conditions historiques dans lesquelles les organisations professionnelles des ouvriers polonais se sont formées et développées. Nous croyons que ce rapide regard jeté en arrière ne nous éloignera pas trop de notre thème direct. Car nous pourrons en même temps faire ressortir les traits propres à chacun des trois anciens tronçons de la Pologne démembrée qui, au point de vue de la structure économique, législative et par suite syndicale, ont différé et diffèrent encore les uns des autres dans une certaine mesure.

★
★ ★

En ce qui concerne l'ancien tronçon russe dénommé « Royaume de Pologne », il faut dire que c'est là que la population ouvrière était la plus nombreuse, la mieux concentrée et la plus apte à la lutte économique avec le patronat. Mais c'est là aussi que le mouvement professionnel fut, jusqu'au rétablissement de l'Etat Polonais, le plus désorganisé et désorienté par suite des entraves imposées par le régime tsariste. C'est la marche progressive de l'industrialisme qui, dans le dernier quart du XIX^e siècle, a entraîné le prolétariat urbain vers son essor. Les causes qui ont amené le progrès économique du Royaume et qui contribuèrent en même temps à la différenciation des groupes sociaux ont été très diverses. Voici les plus importantes de ces causes, à simple titre de curiosité.

1) La suppression de la ligne douanière entre la Russie et le Royaume en 1850.

2) La protection établie par le tarif de 1877 qui garantissait l'industrie naissante contre la concurrence étrangère.

3) La construction de grandes voies ferrées (Varsovie-Pétersbourg et Varsovie-Moscou et Kieff) qui ont relié les usines polonaises aux vastes débouchés du grand empire de Russie.

4) L'abolition de la corvée par la réforme paysanne de 1861 qui, avec l'affranchissement du servage de la population rurale a jeté dans la misère des centaines de milliers de paysans déshérités de tout patrimoine. Les conséquences en furent que le prolétariat rural envahit les villes en quête de travail. Dès lors la campagne polonaise devint un réservoir alimentant sans interruption d'une main-d'œuvre abondante et à très bon marché les centres industriels nationaux et étrangers (1).

Or, ces puissants facteurs ont aiguillonné l'initiative des entrepreneurs et bientôt de grandes usines surgirent, le travail se perfectionnait, la valeur de la production augmentait vite et les phalanges des salariés se multipliaient. La cadence fiévreuse du processus devient évidente lorsqu'on compare les données successives dans le tableau que nous avons dressé d'après diverses sources citées dans la référence (2).

(1) A. Woycicki, « La Classe Ouvrière dans la Grande Industrie de Pologne », page 36.

(2) Même auteur, *idem* ; Daszynska-Golinska, « Contribution à la Question Ouvrière en Pologne », Varsovie 1920, page 6 ; « Annuaire des Syndicats Professionnels », Varsovie 1925, p. 14.

Années	Valeur totale de la production industrielle en millions de roubles	Nombre des ouvriers occupés dans l'industrie
—	—	—
1850	11,0	50,000
1877	103,4	90,767
1855	186,8	140,288
1895	278,6	205,827
1905	413,9	276,747
1910	—	400,922

Ce processus devait être suivi d'une tendance manifeste vers la concentration des entreprises. On peut en juger par des chiffres relatifs à la valeur totale de la production qui augmente plus vite que ceux concernant la main-d'œuvre employée. Du reste, nous possédons quelques données approuvant expressément cette hypothèse. Ainsi la distribution des travailleurs parmi les entreprises industrielles se présentait dans le Royaume d'après le recensement effectué par l'inspection des usines et fabriques à la date du 1^{er} janvier 1906 de la façon suivante (1) :

			Nombre total d'ouvriers
Jusqu'à 100 ouvriers . .	1809 établissements		52.556
De 101 à 500 ouvriers .	320	—	73,775
De 501 à 1.000 ouvriers.	51	—	34,425
Plus de 1.000 ouvriers.	31	—	69,515

Ainsi, dans le Royaume de Pologne qui était tout récemment un pays exclusivement agricole, apparaît le capitalisme moderne et ses satellites habituels — les crises, le chômage, les bas salaires et enfin les grèves — ne tarderont pas à l'accompagner.

La première grève provoquée par la tentative de ré-

(1) A. Woycicki, *op. cit.*, pages 78-79.

duction des salaires éclata en 1882 à Varsovie chez les cheminots. La même cause déclanchera, une année plus tard, la grève dans les usines de Zyrardow. Les deux grèves furent cruellement réprimées par l'intervention à main armée de la police. Après la crise économique dont le pays fut atteint en 1884 une nouvelle série de grèves y sévit. Elles devinrent plus fréquentes, plus acharnées, ayant presque toujours de graves résultats pour les travailleurs, vu l'attitude sévère prise par le gouvernement russe pour combattre les coalitions en appliquant des mesures d'une extrême rigueur (1).

Or, les grèves ont forgé l'idée de coalitions permanentes et d'organisations professionnelles capables de consolider les efforts des ouvriers de les diriger et de les soutenir régulièrement dans la lutte avec les patrons. Mais la réalisation de cette idée se heurtait aux prohibitions établies par deux ordonnances tsaristes de 1871 et 1874. La première qualifiait la grève comme un acte criminel et l'autre défendait l'adhésion aux associations visant de mettre des entraves au libre exercice de l'initiative industrielle. Mais les coalitions, bien que illicites et persécutées, ont cependant subsisté, car elles ont été secourues matériellement par les caisses de résistance et soutenues moralement par le parti révolutionnaire, libertaire d'abord, et le Parti Socialiste Polonais dit P. P. S. ensuite, dès que celui-ci fut fondé en 1893.

Le rôle du P. P. S. dans l'histoire récente de la Pologne est considérable et il serait trop long d'en faire ici un exposé même sommaire. Mentionnons seulement que son programme et l'action révolutionnaire comportaient des revendications visant deux buts intégralement

(1) Res (F. Perl), « Histoire du mouvement Socialiste du Royaume de Pologne, Cracovie 1910, pages 330-390.

réunis. Le premier relevait de l'ordre politique et l'autre de l'ordre social. Au point de vue politique le Parti Socialiste Polonais s'inspirait de l'idée abandonnée par la bourgeoisie du Royaume après la défaite de 1863, c'est-à-dire de l'idée de renaissance de l'Etat polonais. Ainsi le P. P. S. a inscrit à son étendard un mot de ralliement pour ses militants : Reconquérir l'indépendance de la République Polonaise largement démocratique. Dans son cahier de réformes sociales il réclamait : la journée de travail de huit heures ; un salaire minimum garanti ; l'interdiction du travail de nuit ; des assurances sociales à la charge de l'Etat ; des inspecteurs du travail élus par les ouvriers ; des bureaux de placement gratuit ; le développement de l'hygiène des fabriques et des usines ; la liberté totale des coalitions ouvrières et, enfin, la socialisation graduelle des terres, des moyens de production et du transport (1). Tout modéré qu'il se présente à l'heure actuelle où les revendications concernant la protection du travail sont dans la majeure partie réalisées par la législation, en Pologne comme dans la plupart des autres pays européens, ce programme devait alors outrer la bourgeoisie polonaise. Elle s'en croyait menacée dans ses droits fondamentaux, les droits de propriété. Le zèle impitoyable des travailleurs qui ont lutté par une action tenace de grèves pour améliorer leurs conditions économiques immédiates, l'effrayait surtout.

Tels sont les faits qui ont suggéré à la classe possédante du Royaume l'idée de défense « légitime » et nécessaire contre la vague rouge de révolution qui montrait toujours plus haut sur l'horizon russe et polonais.

(1) Res (F. Perl), *op. cit.*, page 385 et les suivantes.

Telles sont aussi les circonstances qui ont conduit à la création, en 1897, d'un parti réactionnaire dit Démocratie Nationale, dont la doctrine et la pratique se ramenaient à briser l'unité du prolétariat et à affaiblir son énergie organique par une lutte fratricide. A la doctrine des classes distinctes et antagonistes le nouveau parti oppose l'idéologie de solidarité nationale basée sur une conception dérisoirement opportuniste, conception d'une autonomie dont la Démocratie Nationale a inséré le principe dans son programme et qu'elle se proposa de solliciter au gouvernement de l'Empire pour le Royaume de Pologne (1).

Pour encourager les travailleurs à abandonner des rêveries dangereuses de révolution et de socialisme et les exhorter au combat de leurs propres camarades qui y auraient résisté, les démocrates nationaux adoptèrent deux modes d'action également efficaces. Le premier consistait dans la propagande furieuse du patriotisme faussement compris, exagéré et aboutissant à l'esprit chauvin. Il faut dire que l'exaltation du sentiment patriotique, bien que semblant incapable d'enthousiasmer l'idée nationale, parce que la doctrine politique des nationalistes manquait de foi dans la grandeur de l'avenir du pays, a trouvé quand même chez les masses populaires un terrain psychologique très fécond. Ce terrain, fut-il parfaitement préparé par une longue série des mesures brutales pratiquées par les gouverneurs russes envers les Polonais, par la persécution perfide de la culture nationale, par la russification imposée au pays avec violence ? Toujours est-il que la propagande menée habilement avec effervescence et tournée principa-

(1) Woycicki, *op. cit.*, pages 138, 139

lement contre les révolutionnaires, prétendus ennemis de la patrie, obtint beaucoup de succès.

L'autre moyen d'action adapté aux besoins des circonstances résidait dans la constitution des organisations professionnelles au sein de la Ligue Nationale des ouvriers, affiliée à son tour au parti de la Démocratie Nationale. Leur programme comportant dans une large mesure les postulats d'entr'aide et de secours mutuels, s'appuyait sur la promesse solennelle des démocrates d'intervenir auprès des patrons en faveur des ouvriers.

Finalement le but des réactionnaires « divise et impéra » fut réalisé. Voici comment la division syndicaliste se présentait durant les années 1905-1908 lorsque le gouvernement tsariste se trouva forcé par la révolution d'accorder aux travailleurs certaines libertés de coalition à titre temporaire et qui furent d'ailleurs révoquées ensuite :

Syndicats associés à la Ligue Nationale	47.130	adhérents
Syndicats « apolitiques » guidés par le P. P. S.....	41.400	»
Syndicats fondés par le parti « Bund » des socialistes juifs	15.000	»
Syndicats attachés à la Sociale-Démocratie	10.000	»
Syndicats libres	1.500	»

Ajoutons encore que la Ligue des ouvriers n'a pu déployer d'autre action pratique que celle qui consistait à affronter les syndicats et les partis socialistes (1).

(1) Rychlinski, *op. cit.*, page 7.

Le mouvement professionnel dans l'ancien tronçon allemand apparaît sous un autre aspect. Tout d'abord, les syndicats y avaient une existence légale et pouvaient se développer librement sur la base de n'importe quelle doctrine. En fait, seuls, les syndicats socialistes allemands y ont existé jusqu'à la fin du siècle dernier. D'autre part, le règlement des rapports entre le capital et le travail s'y opérait d'une manière beaucoup plus paisible que dans le royaume de Pologne. Voici pourquoi : cette province a conservé son caractère par excellence agricole et cela par suite des mesures prises par le Reich pour empêcher son industrialisation. Donc la petite et la moyenne entreprise y prédominait dans l'industrie, de sorte que l'agglomération des masses ouvrières, sauf dans la Haute Silésie, n'y a pas atteint un degré considérable. Par conséquent le pays était moins fréquemment atteint par les crises économiques qui se produisaient d'ailleurs avec moins de violence. Et alors, dans des conditions d'équilibre plus durable, les conflits du travail y ont été relativement rares et toujours moins aigus que dans le Royaume.

Mais dans l'ordre des relations nationales, les deux tronçons, allemand et russe, se ressemblaient par plus d'un trait. Ici et là, les antagonismes s'accroissaient de plus en plus. Le gouvernement du Reich, dans sa fameuse politique de domination traduite par la devise du « Drang nach Osten », a assujéti les provinces polonaises à une germanisation forcée avec une énergie telle qu'elle dépassait de beaucoup les pratiques de l'Empire tsariste appliquées à l'œuvre de russification. Mais les effets des violences furent contraires à ce que visait le Reich. La dignité nationale blessée dut réveiller le sen-

timent d'opposition et de sauvegarde. Cela se manifestait en outre dans le cas du syndicalisme. Considérant les syndicats allemands comme des foyers redoutables de germanisation, les intellectuels polonais de Posnanie prirent l'initiative de constituer des organisations ouvrières distinctes, entamèrent la propagande parmi les travailleurs polonais de Westphalie, puis sur le sol natal et y réussirent. En 1902 fut créée l'Union Syndicale Polonaise englobant trois centres du mouvement professionnel, jusqu'alors séparés (1), et notamment, de Westphalie, de Posnanie et de Haute-Silésie. Mentionnons qu'à côté d'une doctrine définie d'une façon assez vague en ce qui concerne les postulats fondamentaux du prolétariat et son attitude vis-à-vis des employeurs, l'Union a su développer une action pratique correspondant aux besoins professionnels et économiques des travailleurs beaucoup mieux que celle que nous avons signalée dans la conduite démagogique de l'ancienne Ligue Nationale.

★ ★

L'état de choses dans le tronçon autrichien était différent. A défaut des antagonismes nationaux, puisqu'ici les Polonais jouissaient de la liberté culturelle dans le cadre de l'autonomie, il n'y a à noter aucune tendance marquée vers le séparatisme syndicaliste. Il est vrai que le facteur syndicaliste y avait joué un rôle très modéré, vu la faiblesse de l'industrie qui n'était relativement importante que dans deux régions : celle du textile de Bielsko et le bassin de pétrole de Galicie. Mais telles qu'elles les organisations professionnelles des ouvriers

(1). Annuaire des Syndicats Professionnels, 1925, *op. cit.*, pages 21-22.

y ont eu une existence normale, ayant été affiliées aux centrales des syndicats socialistes de Vienne. Seulement à partir de 1905 les catholiques sociaux devinrent actifs en Galicie où ils fondèrent des syndicats polonais chrétiens, mais leur influence resta jusqu'à la fin de la guerre plutôt restreinte.

★
★★

De ces brefs renseignements historiques il s'ensuit que la division du syndicalisme polonais remonte, dans sa genèse, aux circonstances particulièrement difficiles, dans lesquelles se trouva la Pologne sous le joug des puissances étrangères, et qu'elle est avant tout l'effet maladif de la surexcitation d'un sentiment populaire très délicat dont la bourgeoisie savait abuser pour ses propres fins d'ordre matériel. Bref, la division du mouvement professionnel qui n'est que la solidarité anéantie du prolétariat a pour cause directe les contrastes nationaux qui se sont manifesté dans les deux tronçons, russe et allemand.

A coup sûr, avec la restauration de l'Etat indépendant les anciens facteurs antagonistes ont partiellement disparu. Pourtant la fausse idéologie du nationalisme exagéré implantée il y a quelque trente années dans l'esprit des masses populaires et transmise par l'œuvre d'éducation aux générations nouvelles ne disparaît pas. Sans doute, dans l'état actuel on remarque quelques changements. Ainsi la Ligue Nationale n'existe plus et le parti de la Démocratie Nationale dont « les ouvriers ont bien compris les dupes » (1) a perdu tout son an-

(1) Union Syndicale Polonaise « compte rendu », Posnan, 1923.

cien crédit auprès des travailleurs, et les syndicats qui lui restent encore fidèles ne comptent présentement qu'un effectif total d'environ 10.000 adhérents. Mais à la Ligue se sont substitués des successeurs plus modernes, qui ne sont cependant pas plus tolérants envers les socialistes, même les plus modérés, comme le sont les socialistes du P. P. S. actuel. Ces successeurs, l'Union Syndicale Polonaise d'une part et les Syndicats Chrétiens d'autre part, sont tous deux les porte-paroles de l'ancienne idéologie nationaliste, réadaptée pour ainsi dire aux circonstances nouvelles. Vraiment, les faits passent et les idées restent. Elles durent en tout cas plus longtemps.

CHAPITRE II

Etat actuel des Syndicats Professionnels

Leur structure juridique

Il aurait peut-être fallu, pour sauvegarder la continuité de l'exposé, décrire ici tout d'abord les faits se référant à la division du mouvement professionnel considéré dans son état présent afin de pouvoir saisir sur-le-champ toutes les différences entre les phases particulières de l'évolution. Mais le syndicalisme, à proprement parler, n'existe dans les régions les plus étendues du territoire polonais qu'à partir du moment où l'Etat restauré lui a concédé la liberté d'agir ouvertement. Et on sait qu'entre les associations reconnues par la loi d'une part et les coalitions éphémères de fait d'autre part il y a des différences profondes qui les séparent en deux mondes opposés. Dans de telles circonstances il serait alors plus logique et plus convenable pour la clarté de l'étude de faire préalablement un tableau des principes sur lesquels l'existence légale de ces associations est actuellement assise en Pologne.

★
★ ★

Le régime juridique des syndicats professionnels des ouvriers est réglé en Pologne par le décret du Chef de

l'Etat qui fut promulgué le 8 février 1919 (*Journal des lois de l'Etat Polonais* du 8/II/1919, N° 15 pos. 209).

Le décret est bref. Il ne contient que 19 art. dont nous reproduisons ici, en abrégé, seulement les dispositions les plus caractéristiques et intéressant notre sujet.

L'art. I décide que seules sont soumises au présent décret les associations ouvrières qui ont pour but la défense et la protection des intérêts économiques et culturels des travailleurs appartenant à une même profession ainsi qu'à des professions similaires ou rapprochées.

Ce serait donc l'article essentiel du décret en tant qu'il détermine explicitement le but légal que doivent poursuivre les associations agissant en qualité de syndicat professionnel et qu'il désigne implicitement, d'une manière définitive, le milieu social où les syndicats sont autorisés à recruter leurs membres.

L'article II stipule l'obligation pour tout syndicat de faire effectuer son enregistrement par les organes compétents du Ministère du Travail et de l'Assistance Sociale.

La procédure de l'enregistrement, étant plutôt un enrégimentement ou une légalisation des statuts, constitue le sujet des articles III, IV et V. Pour obtenir l'enregistrement le syndicat est tenu de soumettre à l'inspection du travail de la région où le syndicat a son siège social les statuts signés par trois fondateurs au moins. Les statuts doivent spécifier les fins que se propose l'association, les modes d'action et les principes de son organisation. Si les statuts prévoient la création de sections et de filiales, la demande d'enregistrement doit être obligatoirement déposée à l'inspection principale du travail à Varsovie.

Une fois l'enregistrement obtenu, les filiales et les sections du syndicat sont dispensées d'un enregistrement distinct.

Les syndicats particuliers (Art. XI) jouissent du droit de se coaliser. Les fédérations sont soumises aux mêmes règles d'enregistrement que les syndicats particuliers.

L'enregistrement ne peut être refusé que lorsque les statuts dépassent les limites assignées aux syndicats par le décret, ou bien lorsqu'ils sont en contradiction avec les lois en vigueur. Le refus doit être motivé et appel peut en être interjeté devant le tribunal civil.

L'article VI reconnaît aux syndicats régulièrement enregistrés la pleine personnalité juridique. En particulier ils peuvent acquérir des immeubles, recevoir des dons et legs sans les restrictions prévues par le code civil en vigueur. Ils sont aussi investis du droit d'ester en justice. Le décret les autorise en outre à conclure des conventions collectives de travail.

Notons à cette occasion que le régime des contrats collectifs de travail n'a été établi jusqu'à présent en Pologne que pour l'agriculture, en vertu de la loi du 1^{er} septembre 1919 (*Journal des Droits*, n° 65 du 14/VIII 1919) et pour la profession des concierges auxquels le même régime juridique est appliqué par la loi du 23 janvier 1920 (*Journal des Droits*, n° 8 1920). C'est seulement sur le territoire de l'ancien tronçon prussien (Posnanie, Poméranie et Haute-Silésie) que toutes les professions profitent d'une procédure bien réglée des contrats collectifs, conformément à la loi allemande du 23 décembre 1918 (1). Cependant le manque d'un régime uniforme et précis, comme l'on peut en juger d'après les compte-

(1) S. Wloszczewski, « Contrats Collectifs dans les établissements de travail », Posnan 1932.

rendus des syndicats, des rapports des inspecteurs du travail et des statistiques, n'empêche pas la pratique des conventions collectives de se généraliser et de donner des résultats satisfaisants.

L'art. VII autorise les syndicats à régler d'une manière coercitive la responsabilité matérielle et disciplinaire des membres qui ne remplissent pas leurs obligations envers les syndicats.

Les autres dispositions du décret les plus caractéristiques sont, nous semble-t-il, celles que contient l'art. XV. Cet article, notamment, accorde aux syndicats le droit d'être représentés aux corps consultatifs créés auprès du Ministère du Travail et de l'Assistance Sociale et il ajoute que ces délégués seront considérés comme « les représentants des intérêts de la classe ouvrière ».

C'est par là que le législateur polonais a engagé les syndicats professionnels à coopérer avec les autorités compétentes à l'œuvre protectrice du travail et aux réformes sociales. Et il faut souligner que cet engagement leur est fait non seulement en tant qu'associations particulières, mais comme représentants qualifiés de toute la population ouvrière.

L'art. XIV engage la responsabilité des syndicats pour violation de la loi. Le cas échéant, le syndicat peut être poursuivi en justice et puni soit d'une amende, soit d'une suspension temporaire de son fonctionnement soit enfin de sa dissolution définitive.

Aux termes de l'article XIII les syndicats sont obligés de communiquer leurs compte-rendus annuels à l'Inspection du Travail.

Mentionnons encore que le décret n'est pas applicable aux associations de fonctionnaires dont les statuts sont soumis au Conseil des Ministres (Art. XIX).

Telles sont en résumé les dispositions principales de la loi provisoire sur la formation et le fonctionnement des syndicats ouvriers en Pologne.

Certainement il est facile d'y trouver des lacunes et des confusions qui laissent la porte largement ouverte à des controverses indéfinies sur son interprétation. Mais envisagé dans son ensemble, le décret témoigne de l'esprit de grande tolérance que le législateur a manifesté à l'égard du mouvement ouvrier. Cependant la loi, même la meilleure, ne vaut pas mieux que ne vaut son application pratique. Or, les choses vues sous cet angle ne sont pas, du moins n'ont pas toujours été, tout à fait satisfaisantes.

Les difficultés qui ont surgi pour les syndicats se ramènent à trois catégories suivantes les causes qui les ont provoquées et notamment : 1° les prescriptions imprécises du décret ; 2° les divergences entre les règlements ; 3° les fluctuations politiques.

1° Les inconvénients résultant de l'imprécision du décret

Il est démontré par les faits combien il est difficile aux syndicats d'adopter un but et des modes d'action qui, sans être en contradiction avec l'idée du législateur, n'ont cependant pas pu trouver un appui suffisamment fort dans les termes vagues de l'article premier. En effet, cet article a limité l'activité des groupements professionnels à des fins qui visent les problèmes économiques et culturels des syndiqués. Il semble alors que les syndicats, en s'appliquant à améliorer les conditions du travail, doivent ou peuvent s'occuper en particulier des questions de salaire, de durée et d'hygiène du travail, etc. Ils peuvent également s'assigner un but économique compris en dehors des relations directes avec le tra-

vail, dans la mesure où l'action corrélative est propre à relever le niveau matériel et culturel des ouvriers.

Mais la question se pose de savoir si le but légal assigné aux syndicats est celui qui peut avoir seulement pour effet un avantage direct immédiat dans les sphères matérielles et intellectuelles de la vie ouvrière ou bien si sera encore tolérée au même titre toute activité en général jugée efficace pour provoquer, même dans un avenir assez éloigné, une amélioration dans l'état économique des salariés. Dans ce cas il fallait admettre que l'action syndicale ayant pour base la doctrine socialiste et tendant par conséquent à la transformation graduelle du régime actuel de propriété, qui par hypothèse est la cause intégrale de tous les maux des salariés, serait aussi conforme au but défini par le décret et resterait alors dans la légalité.

Et justement, c'est autour de ces problèmes que se sont déroulés les plus graves différends entre la plupart des syndicats et les autorités publiques durant de longues années. Ainsi en 1922 et en 1923 le tribunal civil, sur la demande des organes administratifs, a rendu un verdict de dissolution de plusieurs syndicats à Varsovie en le motivant par le fait que ces organisations s'étaient écartées de leur but professionnel et avaient entamé une action politique dangereuse pour l'Etat et dépassant les limites tracées par le décret du 8 février 1919 (1). En même temps le Ministère du Travail de son côté, devint moins tolérant vis-à-vis des syndicats inspirés des idées marxistes en leur refusant l'enregistrement ou bien en supprimant de leurs statuts tous les passages donnant la preuve d'une tendance de lutte des classes. C'est seu-

(1) Commission Centrale, Compte rendu, *op. cit.*, 1925, p. 136.

lement après de longues démarches des délégués des syndicats socialistes auprès du gouvernement qu'un accord a pu survenir, en 1925, et depuis lors les syndicats jouissent d'une liberté relative en ce qui concerne la composition de leurs statuts. Grâce à cet accord, certaines formules rappelant de loin l'idéologie de classes opposées pouvaient se glisser dans les statuts. Ajoutons que les statuts se rassemblent en général et voici comment les formules en question sont exposées :

« Le syndicat a pour but : 1° la défense des intérêts
« professionnels et économiques des travailleurs de
« l'industrie... et la protection des efforts qui n'étant pas
« en contradiction avec les lois ont pour objet l'amé-
« lioration des conditions du travail et des salaires ;
« 2° animer le sentiment de solidarité professionnelle
« et de classe ; 3° assurer aux ouvriers une influence
« toujours plus considérable sur les rapports de pro-
« duction ; 4° la tendance vers la socialisation de moyens
« de production et enfin l'aide morale et matérielle aux
« membres du syndicat (1) ».

Un autre article (5) caractérise la position politique ou pour mieux dire apolitique du syndicat et définit les rapports de celui-ci avec le mouvement ouvrier en général :

« Le syndicat est une organisation impartiale et il agit
« d'une façon indépendante en s'inspirant des principes
« de défense des intérêts professionnels de la classe ou-
« vrière ».

On remarque que ces deux articles ne concordent pas parfaitement. Il serait par exemple difficile de concilier

(1) Statuts et Règlements du Syndicat Central des Imprimeurs et des Professions similaires, Varsovie, 1929.

les aspirations transformatrices allant vers le socialisme avec une attitude complètement impartiale devant tous les problèmes qui ne sont pas du domaine professionnel. On ne saurait pas non plus bien concevoir le principe de solidarité de la classe ouvrière à côté d'un autre principe qui déclare l'indépendance, donc le séparatisme de chaque syndicat particulier.

Sans doute ce sont des contradictions déterminées par le compromis où se sont mêlés les postulats divergents de part et d'autre. En tout cas ces deux articles sont la fente par laquelle la doctrine socialiste peut s'infiltrer légalement dans le mouvement professionnel en Pologne.

2° Divergences entre règlements

Bien que l'article XVII ait abrogé toutes les prescriptions anciennes qui avaient jusqu'alors réglé les problèmes professionnels, l'application du décret se heurtait et se heurte encore, dans certaines régions, aux règlements soit antérieurs, soit postérieurs au décret. Ainsi en Galicie ont persisté les anciens règlements dont l'administration locale s'est servie contre le libre développement du syndicalisme. En vertu de ces règlements notamment, le syndicat, qu'il soit une association autonome ou une section d'une organisation déjà existante, ne pouvait se constituer qu'après une autorisation préalable du woiewoda. Il arrivait alors que les syndicats centraux ayant des statuts en règle ne pouvaient fonder de sections régionales par suite du refus d'enregistrement ou bien par suite de la nécessité de subir une procédure très longue et compliquée. Or, pour mettre fin à cette anomalie juridique, il fallait promulguer une loi spéciale

supprimant une fois pour toutes cette procédure archaïque, ce qui fut fait par la loi du 4 juillet 1923 (1).

Un autre règlement a contrarié l'application de la loi sur la liberté syndicale dans les régions de l'Est. C'est le règlement provisoire de 1919 du Commissaire Général établi pour le territoire de l'Est, d'après lequel l'adhésion aux associations de tout ordre est interdite aux mineurs de 21 ans. Les autorités administratives de cette province ont profité du règlement pour restreindre le mouvement professionnel en écartant les masses ouvrières les plus nombreuses et les plus énergiques. Ces pratiques se sont prolongées jusqu'en 1929 et ont tenu en échec le décret du 8/II 1919, la loi du 4/VII 1923 et les statuts légaux des syndicats qui ne comportent aucune réserve en ce qui concerne l'âge des membres des associations professionnelles. Enfin, en 1929, à la suite d'une intervention très énergique de la Direction Centrale des syndicats confédérés, le Ministère du Travail se trouva obligé de se mettre d'accord avec le Ministère de l'Intérieur pour dompter le zèle excessif du fonctionarisme conservateur hostile aux problèmes ouvriers. Et depuis lors seulement la liberté de coalition est en principe restituée sur ce territoire ou plus exactement inaugurée (1).

3° Fluctuations politiques

Nous avons déjà signalé l'impossibilité de fait, dans l'état de notre législation actuelle, de tracer une ligne de

(1) Journal des lois de la République Polonaise 1923, N° 76, pos. 54.

(1) Inspectorat Principal du Travail, Lettre du 9/IV 1929, adressée à la Commission Centrale des Syndicats. Compte-rendu de ladite Commission de 1929, page 240.

démarcation qui délimiterait sans équivoque ni confusion ce que les syndicats peuvent faire légalement et ce qu'ils ne peuvent pas faire. La même action, par exemple une préparation de grève ou une résolution du Congrès rédigée d'une façon plus ou moins âpre pour la politique courante, etc., sera considérée suivant les circonstances du moment et selon l'opinion du gouvernement, comme tolérable ou comme illicite. La défaite des organisations varsoviennes en 1922 et en 1923, c'est-à-dire dans la période qui suit l'assassinat du premier Président de la République, M. Narutowicz, et qui fut aussi la période où la réaction sévissait dans le pays, démontre clairement combien la régularité du fonctionnement des syndicats dépend des fluctuations politiques. Mais si les autorités centrales se gardent souvent de trop attaquer les syndicats pour ne pas révolter l'opinion des masses populaires, en province, en revanche, l'action syndicale est constamment exposée aux aléas des tendances politiques du Starosta (Chef d'arrondissement) et de son humeur. On retrouve dans les comptes rendus des syndicats une documentation abondante sur les effets lamentables de cette soi-disant application de lois. En voici quelques exemples : un des starostas suspend le fonctionnement de l'organisation pour une conduite prétendue « immorale », un autre se montrant soucieux de la sécurité des membres du syndicat clôt son local qui ne correspond pas à la technique ou aux besoins d'hygiène et empêche d'y faire les réparations superflues ou nécessaires ; un troisième refuse une audience aux délégués du syndicat dissous, pour ces graves motifs que lui, le starosta, a des affaires beaucoup plus pressantes à expédier et que les ouvriers peuvent attendre à peu près 2 ans (1) etc., etc. Or, dans un esprit tout à fait objectif et

(1) Commission Centrale, Compte rendu 1929, pages 233-234.

impartial, on ne peut qualifier autrement ces mesures que de simples chicanes. La situation en serait d'autant plus désavantageuse que l'appel aux autorités supérieures n'est pas toujours efficace vu la procédure des enquêtes retardées dans les multiples rouages de la lourde machine administrative.

En définitif, si l'on veut faire un tableau des effets concrets de l'action syndicale, on est obligé de tenir compte de cette circonstance que les syndicats ont été absorbés par une lutte opiniâtre pour leur existence toujours relative.

Notons cependant comme un fait rassurant, qu'à partir de 1927 la situation sous ce rapport s'améliore de plus en plus. Les regrettables pratiques administratives deviennent plus rares et l'intervention des autorités centrales en faveur d'une juste application des lois est toujours plus énergique. Nous reproduisons ci-après un document officiel approuvant hautement cette assertion. C'est un communiqué de l'Inspectorat Général du Travail que nous avons mentionné plus haut (1).

« Inspectorat Principal du Travail. N° 3081/GIP du
« 9/IV 1929. En réponse à la lettre de la Commission
« du 12 /XII 1928 nous vous informons que par suite
« d'un avis apporté au Ministre de l'Intérieur par le
« Ministre du Travail et de l'Assistance Sociale, l'Art. VI
« de l'arrêté du Commissaire Général pour les régions
« de l'Est (2) ne sera plus appliqué aux filiales des syn-
« dicats professionnels qui se constituent sur le terri-
« toire de ces régions en vertu de la loi du 4 juillet 1923.
« A ce sujet le Ministre de l'Intérieur a ordonné les ins-
« tructions nécessaires » (3).

(1) Voir page 46.

(2) L'Art. VI refuse aux mineurs de 21 ans le droit d'être membres des associations.

(3) Commission Centrale. Compte rendu 1929, *op. cit.*, page 240.

CHAPITRE III

Structure Organique des Syndicats

Nous examinons, dans ce chapitre, le problème de la structure syndicale sous le triple point de vue :

- a) les effectifs des syndicats ;
- b) la décomposition du mouvement professionnel et les questions de tactique et de discipline ;
- c) les effets de la division syndicale.

a) Les effectifs syndicaux et leurs modes d'évaluation

Nous avons reproduit, dans le premier chapitre, quelques données devant caractériser, pour un moment donné, l'importance numérique des principales organisations professionnelles des ouvriers considérées l'une par rapport à l'autre. Ce que nous désirons savoir ici, c'est avant tout le degré de participation des ouvriers au mouvement syndical. Or, pour le connaître, il faudrait tout simplement trouver le quotient entre le nombre total de travailleurs en Pologne et l'ensemble des effectifs de leurs organisations professionnelles. Malheureusement, il n'y a rien de moins précis que cette simple opération arithmétique et cela pour des raisons que nous allons expliquer.

Mais examinons d'abord quelles sont les sources de nos renseignements statistiques. Le matériel numérique

concernant les problèmes du travail en Pologne, est recueilli et élaboré régulièrement par l'Office Central de la Statistique, qui publie, en outre, une revue trimestrielle du Travail que nous avons déjà citée maintes fois. Depuis la fin de l'année 1928 la Revue mensuelle « Conjonctures Economiques » (*Konjunktura Gospodarcza*) consacre partiellement ses colonnes aux mêmes questions. Elle est éditée à Varsovie par l'Institut des Recherches sur le Mouvement des Affaires et des Prix. Le Ministère du Travail et de l'Assistance Sociale s'occupe spécialement des problèmes purement syndicalistes ; il tâche d'en donner un aperçu synthétique dans son Annuaire, également cité par nous plus haut. C'est à cette source que nous nous référons de préférence pour ce chapitre, en complétant au besoin les informations de l'Annuaire ministériel par des données que nous avons pu trouver dans les comptes rendus des syndicats.

Pour se procurer les données le Ministère du Travail procède chaque année à des enquêtes auxquelles les syndicats particuliers sont tenus de répondre d'une façon très détaillée. Mais ces enquêtes, faute de sanction pour la régularité de leur accomplissement, restent inefficaces du fait que les organisations professionnelles ignorant fréquemment leur devoir, bien que seulement moral, laissent l'appel du Ministère souvent sans réponse.

Notons que l'abstention est très importante. Ainsi le manque de réponses fut en 1925 de 11,5 pour cent, en 1927 de 34,2 pour cent, en 1928 de 48 pour cent et en 1929 de 26,7 pour cent (1). Evidemment on ne saurait négliger cette regrettable et même intolérable défaillance des organisations ouvrières, même si l'on est d'accord avec

(1) Annuaire des Syndicats, *op. cit.*, Année 1925, page 45 ; Année 1929, page 7.

la supposition du Ministère que ces syndicats indisciplinés comptent pour la plupart parmi ceux qui sont le moins développés et le moins actifs.

S'agit-il de la valeur des données fournies par les fiches d'enquêtes, il faut soulever qu'elles aussi appellent de graves réserves. Un examen, même superficiel, des documents fait ressortir que les syndicats sont souvent très embarrassés lorsqu'il leur arrive de se livrer à l'évaluation de leurs propres forces. Pour la démonstration du désarroi qui règne dans ce domaine, en voici quelques exemples.

L'Union Syndicale Polonaise, dans son compte rendu pour les années 1927-1929, s'est trouvée dans l'impossibilité d'établir le nombre des participants à son syndicat des boulangers à Varsovie, bien que cette organisation fût fondée depuis 1922 (1). D'autre part, le syndicat socialiste des travailleurs agricoles reproche à la même Union d'avoir communiqué un effectif de son syndicat agricole, pour les régions de Posnanie et Poméranie, très exagéré. Aux dires du syndicat socialiste notamment, le nombre indiqué par l'Union serait égal à la totalité de la main-d'œuvre occupée dans l'agriculture de ces deux provinces (2). Or, si cette observation est vraie, il en faudrait déduire que dans cette branche économique tellement éparpillée, la participation au syndicalisme, et encore au syndicalisme jaune, est de cent pour cent, ce qui *a priori* est inadmissible, d'autant plus que le syndicat socialiste, lui aussi, compte là-bas nombre de partisans. De sorte que l'authenticité des données rappor-

(1) Union Syndicale Polonaise « 28^e année du Travail », *op. cit.*, page 118.

(2) Syndicat des Travailleurs Agricoles de la République Polonaise, Compte rendu, Varsovie 1929, page 38.

tées par l'Union semble être sérieusement compromise. Mais nous ne devons pas ajouter foi aux dires d'un syndicat plus qu'à un autre, qu'il soit rouge ou jaune. En étudiant les différentes documentations sans parti pris, nous pouvons constater qu'à l'égard du syndicat socialiste des travailleurs agricoles des reproches non moins graves doivent être adressés. Nous dressons ci-après un tableau comportant le nombre des membres de cette dernière organisation établi d'après les informations relatées par le syndicat lui-même, par la Commission Centrale des Syndicats socialistes confédérés et par le Ministère du Travail. Mentionnons que ces diverses données proviennent toujours d'une seule source initiale, notamment du syndicat qui les utilise pour ses propres fins et les transmet à l'usage de sa commission centrale et du Ministère du Travail. On sera donc très étonné de constater les écarts que voici :

EFFECTIFS DU SYNDICAT DES TRAVAILLEURS AGRICOLES
(SOCIALISTES)

d'après les relations rapportées par :

Années	le syndicat (1)	la Commission (2) centrale	le Ministère(3) du Travail
1925	49,277	39,812	76,012
1926	56,942	59,837	—
1927	56,396	59,300	56,819
1928	55,734	44,602	34,120

Laquelle de ces rubriques correspond donc à la réalité ? Peut-être aucune.

(1) Syndicats des Travailleurs Agricoles, *op. cit.*, page 3.

(2) Commission Centrale, Compte rendu 1929, *op. cit.*, pages 336-7.

(3) Annuaire du Syndicat, *op. cit.*, 1925, page 77 et 1929.

Le Ministère du Travail n'accorde sans doute pas une grande confiance aux chiffres qui lui parviennent des enquêtes. Mais il manque de moyens propres pour les contrôler et les corriger. Cependant le Ministère tente de rapprocher les données autant que possible de la réalité en se livrant pour cela aux calculs forfaitaires dont le mode est le suivant. En admettant que la comptabilité des syndicats soit toujours mieux tenue que leur statistique, le Ministère du Travail arrive, en divisant les sommes totales de cotisations par le taux respectif de celles-ci, à établir une rubrique spéciale dite des membres payants. Seulement cette méthode comporte un grand inconvénient déterminé par le fait que les taux des cotisations sont très diversifiés. Ils varient habituellement suivant les catégories d'ouvriers et selon le montant du gain. Ainsi le syndicat des mineurs affilié à l'Union Polonaise applique des taux de cotisation allant de 0,20 jusqu'à 1,50 zlotys par semaine avec 5 classes de gradation. Chez les métallurgistes les taux varient entre 0,50 et 2 zlotys par semaine et ainsi de suite (1). Il est donc impossible de dégager par cette méthode à forfait une image fidèle du véritable état de choses.

En définitive, lorsqu'on aborde le problème d'évaluations des effectifs des syndicats polonais, on est astreint à nager en pleine mer d'hypothèses.

C'est avec ces réserves que nous nous permettons de présenter les renseignements suivants.

A la date du 1^{er} Janvier 1930 le nombre approximatif des salariés était évalué en Pologne à 3.670.000 personnes y compris les fonctionnaires. Cette armée du travail se serait composée de :

(1) Union Syndicale Polonaise, « La 28^e année du Travail », *op. cit.*, page 125.

a) travailleurs agricoles	1.400,000
b) ouvriers occupés dans l'industrie, commerce, transport (chemins de fer exceptés), service domestique et travail à domicile.	1.500,000
c) salariés intellectuels	250,000
d) fonctionnaires d'Etat, cheminots compris.	430,000
e) employés des communes (1)	90.000

La participation au mouvement professionnel se serait révélée de la façon suivante (2) :

a) Les ouvriers de l'agriculture et de la sylviculture s'étaient groupés en 4 organisations centrales et 1,239 sections locales dont les effectifs totaux se chiffèrent à 172.271 membres. Par rapport à l'ensemble de cette catégorie de salariés, le degré de participation au syndicalisme était donc de 12 pour cent.

b) Dans l'industrie, le commerce, etc. les syndicats ouvriers comptaient 350.102 membres actifs inscrits aux registres de 117 formations centrales et de 3.258 filiations locales. Ici le degré de participation était de $1.500.000 : 320.102 = 23$ pour cent.

c) Les employés de l'économie privée (travailleurs intellectuels) possédaient 92 syndicats comptant 1.033 sections avec un chiffre total de membres de 79,317. Par conséquent, le pourcentage de participation s'élevait chez les employés privés à 32.

d) Chez les fonctionnaires l'idée de solidarité professionnelle est, du moins dans quelques services publics, la plus vigoureuse et voilà comment leur rattachement au syndicalisme s'est manifesté :

(1) Annuaire des Syndicats, *op. cit.*, année 1931, page 11.

(2) *Idem*, pages 32, 33, 61, 63, 75 et 80.

	Org.	Cent.	Sections	Membres
1) Les Cheminots possédèrent.	7		735	155,712
2) Les Postiers	3		273	28,625
3) Les Professeurs et Institu- teurs	9		786	61,702
4) Employés des Administra- tions publiques	8		213	14,730
5) Les Employés des Com- munes	2		306	14,381
6) Les Employés divers	19		398	24,620
En total	48		2711	299,770

Le degré moyen de participation au syndicalisme était alors le plus élevé chez les fonctionnaires (57,7 pour cent).

Tel serait l'aspect le plus général et sommaire du syndicalisme polonais reflété, nous ignorons avec quel degré d'exactitude, par la photographie statistique à un instant que nous avons indiqué.

Peut-être, ces données nécessitent-elles des commentaires. Il serait surtout désirable de rechercher les raisons expliquant pourquoi le sentiment de solidarité professionnelle est si faible chez les travailleurs en comparaison avec certains groupements de fonctionnaires. Mais nous nous en abstenons pour ne pas multiplier les raisonnements hypothétiques étant donnée la relativité des chiffres que nous venons de reproduire. Cependant nous nous y référerons lorsque nous le jugerons utile et toujours sous réserve des citations qu'elles imposent.

Si la composition des syndicats présentée sous l'angle statique nous offre un intérêt considérable, il serait d'autant plus important d'en envisager le dynamisme, c'est-à-dire le mouvement des formations.

C'est à cette fin que nous dressons ci-dessous deux tableaux qui offrent un aspect du développement graduel des grandes confédérations ouvrières.

Relevé des effectifs des syndicats affiliés aux Centrales les plus importantes ⁽¹⁾

Centrales	1925	1926	1927	1928	1929	1930
	Membres payants					
Total.....	761.283	699.897	658.175	630.319	714.931	730.275
Fédération des syndicats socialistes.	216.084	217.567	229.366	237.197	205.416	173.275
Union Syndicale Polonaise	221.330	152.718	163.056	125.897	124.504	150.334
Syndicats Chrétiens	73.824	66.101	56.720	59.778	59.210	44.776
Union Centrale des Syndicats prof. de Classes.	—	—	—	16.380	36.151	64.625
Fédération Générale du Travail.	—	—	—	—	4.196	38.197
3 fédérations des travailleurs intellectuels.	82.102	90.543	33.703	39.494	39.199	41.198
Syndicats divers.	167.943	172.968	175.330	151.573	247.255	218.243

(1) L. Dabrowski : Les syndicats professionnels en Pologne, dans la Revue statistique du Travail, 1932, pages 255-289.

Pour la période antérieure à 1925, nous ne possédons de données plus ou moins exactes que pour les syndicats adhérant à la fédération socialiste.

Le développement de ces organisations, qui jouent un rôle primordial dans le mouvement professionnel en Pologne, est caractérisé par le tableau suivant (1).

Année	Nombre de syndicats particuliers		Nombre de filiales	Effectifs totaux
	Centraux	régionaux et locaux		
1919	7	60	653	255.469
1920	14	35	792	397.986
1921	19	22	911	445.774
1922	21	15	1.129	377.351
1923	22	13	1.708	377.938
1924	21	10	1.210	300.221
1925	24	3	1.230	222.615
1926	25	2	1.427	249.536
1927	25	4	1.590	271.475
1928	27	3	1.753	272.317

La décroissance des effectifs à partir de 1922 serait due à l'application de l'échelle mobile, dans les contrats collectifs du travail, qui a introduit un règlement automatique des salaires conformément aux variations du coût de la vie (2). Quantité de travailleurs supposant que dès lors l'action des syndicats est devenue inutile ont abandonné les cadres syndicaux. Mais la stabilisation de la monnaie et des prix a réduit l'importance du

(1) Commission Centrale, *op. cit.*, 1929, page 301.

(2) Voir *infra*, 3^e partie, chapitre II.

système de l'échelle mobile et provoqué un revirement de l'opinion des ouvriers en faveur du mouvement professionnel (1). Cela explique le relèvement des effectifs de la fédération à partir de 1926. D'autre part, le fléchissement constaté d'après le premier tableau à partir de 1928 doit être, cette fois, interprété par le fait de la scission dont la fédération fut affectée en 1927, comme nous le signalons un peu plus loin.

On remarque qu'à côté des fluctuations quantitatives, dans ladite fédération s'est manifestée une tendance continue à la centralisation du mouvement. Cette évolution qualitative apparaît dans la diminution du nombre des unités autonomes, régionales et locales, qui ont été absorbées par les syndicats centraux.

Les différences dans les chiffres relevés par les deux tableaux tiennent au fait que le premier présente les évaluations théoriques du nombre des membres payant et l'autre le nombre des membres enregistrés.

b) Décomposition du mouvement, questions de tactique et de discipline

Assurément, les 261 syndicats centraux englobant plus de 900.000 salariés dans les 8.241 sections locales créent une image d'ensemble très imposante, et la grandeur du mouvement en découle en toute évidence, bien que les chiffres rapportés par le Ministère du Travail soient, sur beaucoup de points, fort relatifs. Regardons maintenant de près comment le syndicalisme ouvrier se décompose, quelles sont ses courants distincts les plus vigoureux, à quelles inspirations idéologiques ils obéissent et enfin de quelles formes organiques ils sont revêtus.

Dans la mosaïque multicolore des tendances du mou-

(1) Commission Centrale, *op. cit.*, 1925, page 204.

vement professionnel, la Fédération des Syndicats Ouvriers (Związek Stowarzyszen Zawodowych) occupe la première place. Elle fut créée le 25 mars 1919 à la conférence réunie à Varsovie par les délégués des associations locales. L'acte solennel de sa naissance fut émis un peu plus tard par la deuxième conférence des délégués des diverses régions, tenue également à Varsovie le 12 juillet 1919. C'est cet acte qui a posé le fondement sur lequel a résidé jusqu'ici le programme de la fédération, qui se résume comme suit.

Partant des intérêts antagonistes qui ont créé une profonde contradiction entre la bourgeoisie et le prolétariat et admettant que cette contradiction ne se laissera supprimer autrement que par le triomphe de la révolution victorieuse, la conférence de Varsovie recommande aux syndicats de s'inspirer de l'idée de lutte des classes, seule capable de conduire finalement au renversement du régime actuel, basé sur la contrainte et l'exploitation, pour lui substituer un nouvel ordre social de justice et d'égalité de fait. S'agit-il de l'action directe en faveur des intérêts immédiats du travail ? La conférence reconnaît aux syndicats la faculté d'agir en qualité d'association autonome dans une indépendance totale des partis politiques, mais elle déclare ensuite que :

« Les syndicats sont néanmoins tenus de prendre part
« aux problèmes importants touchant la vie politique de
« la classe ouvrière, en y agissant soit séparément, soit
« de concert avec les partis socialistes » (1).

Ces inspirations débordent largement les plans d'action professionnelle qui seront précisés plus tard dans les statuts et adoptés en accord avec l'opinion officielle

(1) Compte rendu de la Commission Centrale, 1920, Lublin, pages 6-7.

des pouvoirs publics. Nous savons, d'autre part, que cet engagement dans le sens politique coûtera aux syndicats beaucoup d'ennuis et facilitera, en 1922 et en 1923, la tâche du gouvernement réactionnaire pour se défaire des organisations qui sont devenues pour lui indésirables. Nous savons aussi que depuis lors, les syndicats sont contraints de demeurer sous l'enseigne neutre et de déclarer leur indifférence politique. En réalité pourtant, l'idée prêchant le cumul du but professionnel et des fins politiques reste toujours à la base de l'activité syndicaliste conformément aux principes énoncés par la conférence varsovienne. Les congrès ultérieurs approuveront la position prise par la deuxième conférence et accentueront par des termes encore plus nets et catégoriques le rôle des syndicats en tant qu'organisations par excellence politiques. De plus, ils suggéreront aux syndicats l'opportunité d'obéir aux directives des partis socialistes. Ainsi le premier congrès convoqué à Varsovie le 14 mars 1920 a déclaré ceci :

« Les associations professionnelles, bien qu'organiquement indépendantes et autonomes, se reconnaissent comme étant une partie intégrale du mouvement ouvrier qui tend vers l'affranchissement du prolétariat de l'exploitation capitaliste. Elle constate également que leur but fondamental consiste à préparer la classe ouvrière à la lutte pour le nouvel ordre de telle sorte qu'elle puisse reprendre entre ses mains la direction économique dans le régime à venir » (1).

Le troisième congrès revenant sur la même matière expose l'idée de consolidation des efforts syndicaux sur un vaste plan politique et préconise aux associations professionnelles, « pourvu qu'elles sachent sauvegarder leur

(1) Commission Centrale. Compte rendu, *op. cit.*, 1929, page 13.

« caractère autonome », une collaboration constante et étroite avec les partis socialistes (1).

Si l'on fait abstraction du but final assigné aux syndicats par la pensée socialiste, il faut admettre que même placée dans les limites beaucoup plus restreintes, mais d'autant plus précises, des problèmes actuels du travail, l'action syndicale ne peut pas se retrancher derrière un plan purement professionnel. Car « aux yeux des syndiqués », comme l'a parfaitement exprimé un auteur français (2), « est professionnel non seulement l'intérêt immédiat du salaire ou du temps de travail, mais aussi « ce besoin plus éloigné que nous avons d'ordre public, « d'active production, de paix internationale, etc. ».

Les syndicats ne sauraient donc s'abstenir de toute tentative visant à modifier la législation et à réagir sur l'attitude du gouvernement pour obtenir, par ces moyens, un concours pour la réalisation de leurs buts. La mise en valeur de ces moyens accessoires suppose ainsi une aptitude à l'action politique. Cette action accompagnant les buts professionnels est d'autant plus compréhensible que dans les sociétés différenciées chacun des groupes cherche, par l'enjeu politique, à faire pencher la balance de son côté.

Néanmoins, l'extension du programme au delà des questions courantes et fragmentaires du travail, si justifiée qu'elle soit, a engendré pour la Fédération un inconvénient de premier ordre. Elle est notamment la cause directe des dissentiments qui naissent et se développent sans cesse au sein de la Fédération elle-même. Des passages précités il résulte que les congrès ont adopté

(1) Commission Centrale. Compte rendu, *op. cit.*, 1929, page 374.

(2) Maxime Leroy « Les Techniques Nouvelles du Syndicalisme », page 109.

un principe qui doit garantir aux syndicats fédérés le libre choix de leur propre ligne de conduite, sans qu'ils soient assujettis à un parti politique quelconque ou même sans qu'ils soient liés avec lui de façon plus ou moins étroite. — Tel est le postulat. En fait, la Fédération est dominée par la majorité appartenant au P. P. S. Mais le P. P. S. n'est pas cependant, en Pologne, le seul interprète du marxisme ni des aspirations des travailleurs en général. Du côté gauche se dresse contre lui le communisme, parvenant à séduire les organisations locales et comptant, en outre, des partisans plus ou moins nombreux dans beaucoup de syndicats centraux. — Cet élément révolutionnaire, n'ayant pas la faculté de s'isoler pour se constituer séparément, étant données les prohibitions existantes en Pologne envers les tendances communistes, crée un ferment qui empêche constamment la Fédération de se consolider sur le programme du P. P. S., bien que les chefs dirigeants de ce dernier s'emploient avec une extrême énergie à contrecarrer la propagande révolutionnaire des extrémistes.

D'autre part le P. P. S., lui-même, comme tout parti politique, ne peut pas se dégager des nuances divergentes qui alimentent les germes des controverses internes et l'exposent à des vicissitudes à propos de la politique courante. Le cas le plus éclatant de l'instabilité de conduite du parti, c'est la scission survenue en 1927, lorsque le coup d'Etat de mai 1926 divisa enfin ce parti en opposants et partisans du nouveau régime politique. Les dissidents se déclarant solidaires avec le Maréchal Pilsudski fondèrent un nouveau parti socialiste dit P. P. S.-Fraction Révolutionnaire. Du point de vue syndical, le trait le plus remarquable de cet événement, c'est que la scission du parti entraîna, la même année, la scis-

sion de la Fédération. Effectivement, nombre de syndicats professionnels influencés par les socialistes fidèles au Maréchal, se détachèrent de la Fédération en se coalisant dans la nouvelle « Union des syndicats professionnels des classes ».

Au point de vue de la structure, la Fédération est marquée par ce signe caractéristique qu'elle s'efforce par tous les moyens possibles de centraliser le mouvement et de coordonner les efforts. Pour cela elle tend à réduire le nombre des syndicats parallèles et à supprimer l'autonomie des organisations régionales et locales en les confondant dans les unités organiques créées pour chaque métier dans les cadres nationaux. Elle opère la fusion des syndicats faibles, qu'elle considère comme incapables d'une active indépendance, avec les organisations similaires mieux développées. Elle tâche aussi de combattre les particularismes nationaux en appliquant, là où il est possible, la même méthode de fusion et de concentration envers les unités distinctes qui, dans le domaine d'une même profession, ont été constituées côte à côte par divers groupes nationaux. Pour faire valoir ses ordres, la Fédération ne s'arrête pas devant des mesures très rigoureuses et décisives allant jusqu'à l'exclusion des rebelles.

Quant à l'action directe sur les salaires, c'est la grève qui, en principe, est considérée comme étant le moyen le plus efficace. Mais le congrès, conscient du danger que l'application des grèves sans réserve implique pour les ouvriers, recommande aux syndicats de ne s'en servir qu'en cas d'extrême nécessité, lorsque tous les modes d'action plus paisibles ont abouti à un échec (1). D'autre

(1) Commission Centrale. Compte rendu, 1929, page 374.

part, pour refréner les propensions offensives des organisations locales habituellement mal avisées sur la conjoncture et sur les possibilités réelles et pour épargner ainsi aux travailleurs des sacrifices inutiles de grèves perdues, les congrès ont assujetti ces organisations à l'obligation de demander à la direction centrale de leur syndicat une autorisation, toutes les fois qu'elles se préparent à proclamer la grève (1). Dans le cas où la grève peut affecter un nombre considérable d'ouvriers ou bien une industrie particulièrement importante pour les intérêts généraux, un avis préalable doit être demandé à la Commission Centrale qui est l'organe exécutif de la Fédération (2).

L'organisation coupable d'infraction à ces mesures de discipline professionnelle peut être en conséquence privée de tout secours matériel et moral durant le conflit du travail qu'elle a intenté sous sa propre responsabilité (3).

En somme, la Fédération cherche, dans le contact avec la réalité des faits, une ligne de conduite beaucoup plus modérée que cela pourrait résulter de son offensive prise contre le régime en vigueur, et bien qu'elle essaie de rallier ses membres à la lutte pour l'avenir socialiste. C'est cette doctrine de transformations graduelles, de réformisme et d'action objective et prudente, qui, nonobstant les attaques menées incessamment contre elle de gauche et de droite, est la plus écoutée parmi les travailleurs en Pologne.

(1) Commission Centrale, *op. cit.*, 1929, page 114.

(2) *Idem*, pages 374, etc. et compte rendu 1925, page 125.

(3) *Idem*, compte rendu 1925, page 244.



D'un tout autre esprit est imprégnée l'Union Syndicale Polonaise, qui, d'après ses effectifs, occupe la deuxième place dans le mouvement professionnel et la première dans celui du syndicalisme jaune en Pologne. A vrai dire, il est assez difficile de dégager des écrits de l'Union un ensemble de principes nets qui permettraient de définir sa doctrine et ses modes d'action.

D'abord, essayons de déduire le but du syndicalisme et, en particulier, le but de l'Union.

L'Union, pour apprendre sa vocation et son devoir, paraît se placer sur le terrain de l'idée métaphysique de dignité divine de l'homme et sur une conception éthique d'incompatibilité du bonheur et de la justice sociale avec l'humble existence que des millions d'ouvriers, las de la lourde besogne et de l'extrême misère, sont contraints de mener à côté de la richesse et de l'opulence des privilégiés.

C'est au nom des principes moraux et pour contribuer à l'harmonie et à la prospérité de la Nation, que l'Union Syndicale déclare s'employer à la défense des conditions du travail, qui, pour les salariés, seraient particulièrement difficiles et onéreuses en Pologne. Pourquoi ? Parce qu'en Pologne les patrons sont arrogants, avares et oppressifs, il leur manque cette vertu de « vivre et laisser vivre » que l'Union croit constater et qu'elle admire chez les employeurs dans les pays de l'Europe occidentale. Et l'Union se livre à la recherche et à la démonstration d'une foule de causes qui ont abaissé la moralité et endurci le cœur des patrons polonais. Ce seraient les influences destructives de guerre et d'après guerre, les mauvais exemples des anciens oppresseurs de la Po-

logne, etc., etc. En un mot, la source du mal est enfin découverte ; elle se retrouve dans le domaine psychologique et dans des causes passagères et occasionnelles. L'Union ne voit, ou ne veut distinguer aucune contradiction formelle entre patrons et ouvriers, aucune opposition d'intérêts déterminée par le régime de la propriété privée, du capitalisme et de l'industrialisme. Au contraire, elle admet et avec une sincère conviction, semble-t-il, que les patrons et les travailleurs sont les deux collaborateurs d'un but commun. Il faut simplement que la bonne foi et la bienveillance des premiers se fortifient, et alors le niveau matériel des seconds augmentera, et voilà les graves problèmes sociaux résolus ! Mais pour y aboutir un énorme travail d'éducation reste à faire : une éducation chrétienne, nationale, politique, législative et même économique s'impose, parce que les gens d'affaires manquent surtout de culture économique ; voilà le chemin à parcourir pour réformer radicalement la société. — Jusque-là, l'Union justifie son existence et son action pour défendre les salaires contre les abus du patronat ignorant et ingrat. Sur un seul point elle dévie de l'allure prise vers la pleine métaphysique et semble avoir les yeux ouverts sur les choses réelles, beaucoup plus compliquées et moins consolantes. Elle s'avise qu'une des causes de l'exploitation et des « abus », c'est la grande abondance de la main-d'œuvre excédant les possibilités de son emploi. — A plus forte raison le travail demande-t-il à être protégé.

Tel serait son but qui, ainsi formulé, laisse déjà entrevoir les moyens d'action.

En même temps l'Union s'efforce de démontrer la supériorité de son idéologie et essaie de discréditer toutes les autres. Elle se refuse à tout contact avec le parti de

la Démocratie Nationale qui prétend englober tout le monde polonais « depuis les princes et les comtes jusqu'aux ouvriers » (1). Cet universalisme politique doit faire oublier inévitablement les intérêts distincts du travail. D'autre part elle se reconnaît de plus proches affinités avec le mouvement chrétien, mais celui-ci, pris par les ambitions locales et anéanti par les désaccords entre les chefs, reste divisé et incapable d'une action positive efficace. C'est pourquoi :

« A l'égard des associations chrétiennes, l'Union Syndicale Polonaise était toujours sincère en appréciant « que celles-ci ne sont pas fondées pour les avantages « des travailleurs, car tel était déjà le but de l'Union, « mais comme une basse-cour des aspirations et velléités politiques de leurs chefs » (2).

Mais l'Union dirige ses attaques les plus violentes contre le socialisme. Elle déclare que :

« En qualité d'une organisation professionnelle ouvrière, fidèle au programme national et chrétien, nous « ne pouvons pas avoir des relations étroites avec les « syndicats se basant sur les principes socialistes hostiles à l'Etat et à l'Eglise » (3). Et encore :

« Le socialisme — c'est l'hypocrisie, c'est un parasite « qui ronge l'homme pour pouvoir vivre... ; c'est une « rêverie des choses irréalisables. Nous sommes donc « fermes envers les socialistes polonais ; nous n'avons « rien de commun avec eux. Au contraire, tout nous sépare en deux éléments opposés qui ne peuvent pas « demeurer l'un auprès de l'autre » (4).

(1) Union syndicale Polonaise « La 28^e année du Travail », *op. cit.*, page 99.

(2) *Idem*, page 96.

(3) *Idem*, page 94.

(4) *Idem*, page 84.

Remarquons que cette haine sacrée pour le socialisme est d'une date toute récente. Tout récemment encore, en 1920 et en 1923, l'Union, suivant ses propres dires, avait à maintes reprises proposé aux syndicats socialistes une entente sur un plan d'action commun, mais la Fédération socialiste préféra combattre l'Union pour ses tendances réactionnaires et surtout pour son nationalisme intempéré et refusa toute proposition d'accord durable avec elle (1). Et justement, malgré les ententes provisoires et locales *ad hoc*, créées ça et là, la lutte entre les deux adversaires idéologiques se prolonge et c'est l'Union qui, peu à peu, perd ses influences parmi les ouvriers industriels en faveur du socialisme. La haine serait plutôt une conséquence de la concurrence.

Les modes organiques de l'Union ne diffèrent pas beaucoup de ceux de la Fédération. L'Union laisse cependant à ses organisations locales plus de liberté et d'autonomie que cette dernière.

Les méthodes d'action, en ce qui les concerne, ne diffèrent pas beaucoup ou même ne diffèrent pas du tout dans l'Union Syndicale par rapport à la Fédération socialiste. Les actions collectives de grèves et de règlements des tarifs d'une part, et les interventions individuelles d'aide juridique et de secours pécuniaire personnel, d'autre part, sont les modes pratiqués également par l'une et par l'autre formation syndicale pour la défense et la protection des travailleurs. Il est pourtant assez caractéristique que l'Union, dans ses comptes rendus, ne pose jamais le problème des grèves et ne donne aucune directive en cette matière à ses membres. Mais si les modes d'action sont, en principe, semblables chez les

(1) Commission Centrale. Compte rendu 1925, *op. cit.*, pages 158-161.

adversaires, c'est l'ampleur et l'intensité de leur application qui révèlent des différences.

Ainsi, les 16 syndicats de l'Union, administrant 88 commissions régionales et 3.489 sections locales avec un total effectif d'environ 290.000 adhérents, sont intervenus durant les trois années de 1927, 1928 et 1929, pour régler les conflits du travail, dans 110,890 cas, dont 102 conflits ont abouti à la grève et 645 se sont terminés par stipulation de contrats collectifs.

Cependant la Fédération, groupant d'après ses tableaux de 1928, 31 unités autonomes auxquelles sont assujetties 1.753 sections locales avec un effectif beaucoup plus soigneusement évalué que celui de l'Union Polonaise et égal à près de 272.000 membres, a exercé, pendant deux années seulement, de 1927 et 1928, et exclusivement dans le domaine des salaires, 2.331 actions qui se sont déroulées dans 46.898 entreprises concernant 2.231.310 ouvriers. Les conflits ont provoqué 655 grèves dans 2.318 établissements de travail en affectant 455.225 ouvriers, tandis que dans 44.580 autres entreprises l'accord visant 1.776.085 travailleurs fut réalisé par transaction à l'amiable.

La comparaison de ces données ne demande aucun commentaire. Il en ressort clairement que les syndicats fédérés se portent à la bataille avec le patronat plus souvent et plus fermement que les travailleurs unis sous le drapeau jaune de la solidarité nationaliste.

Pour achever l'esquisse de cette formation jaune, ajoutons encore que l'Union est très désireuse de bonne renommée d'une organisation loyale, et soucieuse d'être en règle avec ses statuts. C'est donc pour ne pas se compromettre et pour écarter toute équivoque qu'elle déclare avoir confié des démarches politiques au parti polonais

des travailleurs nationaux, qui serait l'annexe ou l'appendice de l'Union. De plus, selon ses propres dires, l'Union « n'impose » jamais à ses membres-électeurs les candidats de son parti à la diète et au sénat, autrement, elle se trouverait en contradiction avec l'article des statuts qui lui prescrit la neutralité politique. Or, dans de telles conditions tout ce que l'Union peut faire pour appuyer son parti, c'est de « recommander » ses candidats. Peut-être théoriquement y a-t-il quelque différence entre le vote imposé et le vote simplement recommandé, mais pratiquement il n'y en a aucune étant donné que le vote est en Pologne, comme dans les autres pays démocratiques, tout à fait discret. Si donc l'Union déplore les résultats lamentables des élections pour son parti, il semble que ce n'est pas l'abstention ni la trahison de ses électeurs qui en sont la cause, mais ce serait plutôt la conséquence fâcheuse de l'exagération des propres forces et des possibilités réelles.

★ ★

i

Le troisième courant, dans l'ordre d'importance, c'est le mouvement professionnel chrétien. Ayant adopté la doctrine du « Rerum Novarum » de Léon XIII, les démocrates chrétiens sont infiniment plus subtils que les apôtres de l'Union Polonaise, et plus qu'eux voués à la diffusion de sentiments moraux et à prêcher les dogmes de modération et de tempérament parmi les masses religieuses de Pologne. Si néanmoins leur influence est restée jusqu'ici distancée par celle de l'Union Polonaise, c'est peut-être la conséquence des désaccords qui existent entre leurs chefs et qui ont contribué à la division du mouvement en quelques groupements distincts et indépendants les uns des autres.



La quatrième place, d'après le nombre de partisans, doit être assignée à la nouvelle « Union des Syndicats de Classes ». Issue des rangs socialistes, cette union porte un drapeau rouge avec quelques devises marxistes, fort décoloré par le réactif de l'opportunisme politique. Et c'est justement cette question politique qui la met en opposition irréductible avec toutes les autres formations professionnelles. Il faut dire cependant que « l'Union des classes » manifeste une grande capacité d'expansion, si l'on considère que durant deux années et quelques mois seulement son effectif est passé de 11.000 membres à près de soixante mille.

Outre ces quatre grands courants, le terrain professionnel est irrigué par quantité de petits ruisseaux et ruisselets dont chacun pris séparément est sans grande importance, mais qui dans l'ensemble jouent déjà un rôle quelconque qu'on ne saurait négliger, parce qu'ils accablent le mouvement et contribuent à y augmenter le chaos.

Parmi ces derniers, méritent d'être mentionnés : 1) l'union syndicale « Travail » qui, d'une tendance plus à gauche, s'est détachée de l'Union Syndicale Polonaise. Ce groupement compte à peu près 10.000 membres employés principalement dans les textiles de Lodz.

2) L'union syndicale « Travail Polonais » patronnée par le parti réactionnaire de la démocratie nationale. Son effectif ne dépasse pas 9.000 syndiqués (à la date du 1^{er} janvier 1930).

3) Quelques syndicats allemands des mineurs et métallurgistes en Haute-Silésie qui bénéficient d'un droit exceptionnel d'adhérer aux centrales professionnelles du

Reich conformément à la convention de Genève. Mentionnons que la fédération des syndicats professionnels avait réussi que partiellement. Ainsi l'Affabund, (Allgemein-allemands de Haute-Silésie à ses organisations et n'y avait réussi que partiellement. Ainsi l'Affabund, Allgemeiner freier Angestelltenbund) de Katowice a donné après de longues hésitations son adhésion à ladite fédération, cependant que sa liaison avec le Reich restait, comme auparavant, maintenue.

Dans ce tableau nous n'avons pas fait place aux organisations autonomes des travailleurs intellectuels et des fonctionnaires, parce que directement ces formations n'ont aucun rapport avec les problèmes qui nous intéressent ici. Quoique, d'autre part, on pourrait soutenir que chaque nouvelle manifestation de séparatisme dût fatalement réagir sur l'ensemble du mouvement et diminuer son énergie virtuelle. Signalons que dans ce domaine, règne aussi une grande diversité des doctrines.

Examinons maintenant de la façon la plus concrète possible comment ces tendances réciproquement hostiles s'entre-croisent et quels sont leurs points d'intersection.

L'entrecroisement des syndicats concurrents dans les professions particulières

à la date du 1. I. 1930

Professions particulières	Fédération des syndicats profes- sionnels (socialistes)	Union syndicale polonaise	Syndicats chrétiens	Union centre des syndicats des classes (Dissid.)	Fédérations diverses
Agriculture et sylviculture	34,120	126,809	11,184		
Industrie des mines	16,650	19,292	manque de données		7,739
Métallurgie	14,592	14,608	id.	6,346	7,707
Industrie du textile	20,555	600	19,064	2,245	8,126
— Chimique	7,977	—			
Tanneries et industries de chaussures ..	4,201	2,157			
Industrie du vêtement	12,275	2,440			
— de l'alimentation	4,629	—			
Ind. du bois et du bâtiment	15,659	7,106		3,905	
Imprimeries	5,561	—		6,366	
Transports et Automobiles	7,140	—		1,701	
Industries diverses	12,928	17,466		—	3,589
Insttit. d'utilité publique	12,977	4,840		1,782	
Concierges et domestiques	—	—	19397	12,786	
Cheminots	66,076	68,000	manque de données	10,631	62,362
Employés	12,548	3,257	644	506	140,000
Fonctionnaires (cheminots exceptés) ...	—	—	—	—	(environ)

On peut donc constater que la concurrence syndicale existe dans la plupart des professions.

c) **Les effets de la division**

L'esquisse si brièvement ébauchée fait ressortir, au moins dans leurs grands traits, le caractère et les causes de la division que nous avons annoncée dès les premières pages de cet essai. Il en résulte que le mouvement professionnel en Pologne s'est différencié en premier lieu sur les questions se rattachant d'une façon fondamentale à la structure sociale. En d'autres termes, la division est tout d'abord marquée par la ligne magistrale qui tranche à la fois les aspirations des masses populaires dont une partie tend vers l'avenir socialiste et l'autre préfère chercher une résolution de tous ses problèmes dans la réalité existante. Mais la division avance à mesure qu'augmente la complexité de la vie sociale. Toute une gamme de divergences surgies des difficultés économiques, des questions concernant le régime politique, des conceptions morales, des sentiments religieux et des contrastes nationaux contribuent à la déterminer et à l'approfondir. La division du mouvement syndicaliste est donc fonction de l'ensemble intégral de contradictions qui germent dans la société.

Les divergences idéologiques révélées ne sont pas purement apparentes. L'opposition est si profondément tranchée qu'elle empêche les masses laborieuses de s'unir pour suivre, et d'une façon durable, une action solidaire.

D'autre part, ces divers organismes, pour les raisons qu'ils opèrent tous dans le même milieu et se disputent le même terrain social, ne sont pas capables non plus de renoncer complètement aux relations quelles qu'elles soient, et agir chacun dans son cercle complètement isolé. La tendance vers l'expansion les pousse iné-

luctablement à la concurrence, et ils doivent à la longue chercher à s'éliminer les uns les autres.

En somme, les organisations professionnelles en Pologne, dispersées et rivalisantes, s'entrechoquant dans l'émulation constante et se livrant çà et là à des attaques réciproques et rancunières dont, évidemment, elles ne peuvent ressortir qu'avec une énergie fort neutralisée, se présentent à la rude épreuve de lutte contre le commun adversaire économique, avec une capacité de résistance gravement affaiblie. On n'exagérera donc pas en concluant que les effets de la division syndicaliste se répercutent pernicieusement sur les intérêts du salariat et, avant tout, sur l'élément fondamental de discipline qui est le pivot de la structure organique de l'être collectif.

Est-il besoin de démontrer la réalité de cette supposition par une série de preuves tangibles et de se référer à des faits concrets ? Or, dans l'histoire récente du syndicalisme polonais, il ne manque pas d'exemples où un groupement professionnel a contrecarré l'action de son soi-disant rival par suite de refus de soutien, ou même l'a anéantie par son opposition déclarée ou latente. Sans doute, nombreux ont été les cas où une situation particulièrement grave a imposé aux organisations rivalisantes l'obligation de se mettre d'accord. Ainsi, nous ne citons qu'un seul exemple de ces derniers jours, la réduction des salaires de 15 %, annoncée tout récemment dans l'industrie polonaise des mines, a provoqué une entente de tous les syndicats de mineurs qui, sans distinction de tendances politiques, se sont coalisés pour proclamer une grève de protestation dans les bassins houillers de Dombrowa, de Haute-Silésie et de Cracovie (1).

(1) *Le Populaire*, N° 3.676, du 2 mars 1933.

Mais justement, le fait qu'un événement tellement grave de conséquences pour les masses ouvrières de plusieurs régions doit se produire pour que les syndicats se décident à unir leurs efforts, laisse juger de ce qui se passe d'habitude dans leurs rapports. Du reste, on en trouve des démonstrations générales beaucoup plus convaincantes que les preuves fragmentaires fournies par des cas isolés qui sont tantôt affirmatives et tantôt négatives. Une de ces démonstrations sera celle que l'on peut dégager de l'état financier des syndicats. Ainsi, les enquêtes ministérielles que nous avons mentionnées plus haut, bien qu'elles soient incomplètes même sur ce point, fournissent une preuve suffisante que les budgets des syndicats sont dans une large mesure absorbés par l'effet de la division du mouvement.

Voici un exemple tiré des comptes de gestion des quatre principaux groupements syndicaux pour l'année 1929. Nous y constaterons, dans la répartition des principales dépenses, les traces de la concurrence et des besoins qu'elles engendrent.

Relevé des principales catégories de dépenses en 1000 zlotys pour l'année 1929

Spécification des dépenses	Fédération des syndicats professionnels	Union syndicale polonaise	Union des syndicats professionnels de classes	Syndicats chrétiens	Total
I^{er} groupe : Secours et action directe					
1. Allocations :					
a) de grève	85,0	6,0	0,9	96,2	188,1
b) de chômage	298,4	10,0	6,2	—	314,6
c) autres allocations	734,4	25,7	144,1	2,3	906,5
2. Aide juridique	108,6	285,2	19,2	10,2	423,2
3. Placement des travailleurs	9,4	8,2	0,2	3,4	21,2
Total du I ^{er} groupe	1.235,5	335,1	170,6	112,1	1.853,6
II^e groupe : Dépenses secondaires					
4. Administration	1.521,7	441,5	131,8	19,3	2.114,3
5. Cotisations versées aux Centrales	97,8	177,6	10,2	5,1	290,7
6. Propagande	201,4	76,5	11,9	3,6	293,4
7. Périodiques	353,0	62,7	34,5	3,4	453,6
8. Congrès et conférences	176,4	67,0	56,4	7,4	307,2
Total du II ^e groupe	2.350,3	825,3	244,8	38,8	3.459,2

Ainsi les dépenses secondaires, c'est-à-dire celles qui sont les moins utiles pour les syndiqués, s'élèvent à 190 pour cent des frais de secours et d'action directe. La cause de cette disproportion est toute simple : c'est le déchirement du syndicalisme. En effet, plus le séparatisme et la concurrence seront étendus, plus nombreux seront les bureaux à faire fonctionner dans le centre et dans la province, plus effervescente sera la propagande qui est l'arme de la concurrence, plus diversifiées seront les périodiques correspondant aux besoins des groupements particuliers et plus fréquents aussi seront les congrès et les conférences. Il est superflu d'ajouter que des frais improductifs tellement accrus pèsent lourdement sur l'efficacité de l'action professionnelle qui, en plus de solidarité et de discipline, demande encore de l'argent et surtout de l'argent. Ces conditions sont d'autant plus défavorables que les syndicats polonais sont toujours aux prises avec les difficultés financières et qu'ils arrivent à peine à équilibrer leur budget. Il faut, en outre, tenir compte de la situation matérielle misérable des ouvriers pour lesquels les cotisations, si minimes soient-elles, sont toujours un problème difficile à résoudre. Le Ministère du Travail voit même dans ce problème un obstacle qui entrave l'accès aux syndicats des grandes masses des salariés polonais.

Tels sont les inconvénients de la division, en ce qui concerne l'état de choses matériel. On pourrait les déceler également dans l'ordre psychologique et moral. Certes, la faiblesse de participation, qui ne dépasse pas pour tous les ouvriers industriels et agricoles 18 pour cent, peut être justifiée dans une certaine mesure par des causes indiquées par le Ministère du Travail. Mais elle ne

(1) Annuaire des Syndicats, 1932.

trouve pas son explication unique et exclusive dans ce fait que les masses hésitent devant les charges des cotisations. Les travailleurs ont encore beaucoup de raisons de mépriser l'odieux spectacle de la lutte acharnée qui se déroule entre les groupements ; le spectacle où chacun des compétiteurs tente par une critique intempérée et souvent malhonnête de discréditer d'abord et de détruire ensuite tous ses rivaux afin d'établir pour lui seul le monopole d'être l'interprète fidèle et le défenseur ardent du salariat. L'ouvrier moyen, non seulement hésite dans le choix du parti et du programme, mais il ne saurait pas s'affranchir d'une amère désaffection et d'une discrète réserve envers toutes les idées et doctrines dont il conteste la vérité absolue et la conviction sincère, en contemplant leur concurrence déchaînée.

Notons que l'inclination vers l'abstinence apparaît encore dans le fait que les masses ouvrières en s'esquivant des syndicats s'adressent très souvent aux inspecteurs du travail lorsqu'elles cherchent un accord avec les patrons. Voici quelques chiffres illustrant la portée de l'intervention des inspecteurs dans les conflits du travail.

INTERVENTION DES INSPECTEURS DU TRAVAIL (1)
CONTRATS COLLECTIFS CONCLUS PAR L'INTERMÉDIAIRE
DES INSPECTEURS

1921	628
1922	749
1923	1.190
1924	673
1925	229
1926	443
1927	523

(1) Rapports des Inspecteurs du Travail, Varsovie, 1923-1927.

On prétend que les inspecteurs du travail, en se chargeant librement des fonctions d'arbitrage et de conciliation entre patrons et ouvriers, s'accablent au détriment de leurs propres fonctions normales qui consistent à contrôler l'application des lois protectrices du travail. Peut-être cela est-il vrai. Il se peut aussi qu'il manque parfois aux inspecteurs la compétence de fait pour accomplir dûment le rôle d'arbitres. De sorte que les syndicats ont de bonnes raisons de protester contre cette substitution spontanée et indésirable des inspecteurs du travail aux organisations professionnelles. Mais il fallait répondre à ces dernières : « Eh bien, cessez de vous déchirer mutuellement par les attaques violentes que vous vous livrez les unes les autres, comprimez vos dépenses improductives et élargissez par contre l'œuvre de secours effectif, et alors vous gagnerez la sympathie et l'adhésion des larges masses pour la plus grande satisfaction du salariat et aussi des inspecteurs du travail ».

★
★★

En terminant la première partie de notre travail, nous voudrions nous référer à des remarques faites dans l'introduction. Nous avons dit que dans les conditions économiques qui s'établissent par-dessus la volonté des patrons et des travailleurs, il arrive souvent que les syndicats ne peuvent rien ou ne peuvent pas grand-chose. C'est la relativité du facteur syndicaliste. Si donc les militants syndicalistes sont parfois déçus des résultats insignifiants apportés par l'action organisée des ouvriers, il faut rappeler que dans les rapports de la production il y a cer-

taines limites qu'on ne peut pas dépasser. En économie il y a des lois naturelles ou historiques, c'est-à-dire relatives. Mais il n'y a jamais de miracles. On peut s'attendre d'autant moins à des miracles de la part des organismes collectifs qu'ils sont encore loin d'avoir un fonctionnement régulier et satisfaisant. Et tel est le cas des organismes professionnels des travailleurs polonais. Cependant leur action s'est déroulée avec une force et avec une efficacité qu'on ne peut pas négliger.

DEUXIEME PARTIE

Le mouvement général des salaires
en Pologne

CHAPITRE I

Les taux des salaires nominaux

Plus haut nous avons défini le salaire, d'après M. Simiand, comme une notion monétaire. C'est dire que la quantité d'unités monétaires accordée à l'ouvrier en échange de son travail, serait la mesure déterminant le niveau de la rétribution du facteur-travail dans le processus productif de la vie économique. Or, la monnaie, criterium unique de la valeur du travail ainsi que de tous autres services et des biens économiques, est affectée d'une grave infériorité vis-à-vis des mesures physiques : du mètre, du kilogramme, etc. Elle manque notamment de stabilité. Il s'agit du pouvoir d'achat de la monnaie qui varie toujours ou presque toujours dans les deux sens et dont les fluctuations s'expriment par les vicissitudes des cours du change à l'extérieur et par l'instabilité des prix des marchandises à l'intérieur de chaque pays. Ces variations, qui atteignent parfois des proportions fantastiques, apparaissent, d'une manière frappante, aux époques d'inflationnisme lorsque le gouvernement, pour faire face aux dépenses urgentes de l'Etat, et à défaut de ressources normales provenant de l'impôt

ou de l'emprunt, c'est-à-dire de l'impôt immédiat et de l'impôt futur, est obligé de recourir à la fabrication du papier-monnaie inconvertible, mis ensuite en circulation avec un cours forcé. Il arrive alors, et on peut admettre comme un phénomène général, que l'effondrement de la monnaie nationale provoquant un rebondissement des prix et des cours des changes entraîne par la suite une augmentation des salaires qui tendent à s'adapter ainsi à l'état des rapports nouveaux dans la vie économique ébranlée. Mais l'accroissement n'est pour la plupart du temps que nominal tandis qu'en réalité, par comparaison avec son pouvoir d'achat, le salaire tombe très souvent au-dessous de son point de départ. En l'occurrence il serait donc très difficile sinon impossible de juger de l'importance effective du relèvement d'après les données statistiques immédiates.

Cette première remarque est ici d'autant plus opportune que la Pologne, en fait d'inflation, a traversé des périodes de graves troubles monétaires durant les années auxquelles se réfèrent nos présentes considérations, notamment dans l'intervalle compris entre 1918 et 1923 à l'époque des marks, et puis au cours de la dépréciation du zloty survenue pendant le deuxième semestre de 1925 et qui dura jusqu'à la nouvelle revalorisation de l'unité monétaire, effectuée vers le milieu de 1926.

Effectivement, quelle serait la portée pratique ou même théorique d'une observation constatant, par exemple, que le salaire moyen en usage à Varsovie pendant l'année 1918, en augmentant de plus en plus au cours des années suivantes, s'est élevé au deuxième semestre de 1923 à un chiffre de marks supérieur à celui de 1918 d'environ 3.500.000 pour cent ? Est-ce que, de cette

constatation, il serait possible de se faire une idée quelconque du véritable état matériel des travailleurs qui bénéficiaient de ces majorations inouïes ? Est-ce que l'ouvrier, devenu soudain millionnaire ou même milliardaire a pu du moins conserver son misérable standard of life d'autrefois, ou au contraire, ne devait-il pas de plus en plus serrer sa ceinture pour calmer sa faim, car la capacité de consommation du prolétariat diminuait fatalement au fur et à mesure que ses millions de marks dévalorisés augmentaient en nombre. Voilà le pivot du problème. Certainement de ce point de vue le problème devient plus social qu'économique, parce qu'il demande à ce qu'il soit tenu compte du degré de bien-être des masses ouvrières et non seulement du niveau auquel se fixait en numéraire l'équilibre de l'offre et de la demande du travail. Mais d'autre part le trait social de la question est ici inséparable de sa contenance économique, si l'on veut avoir une idée nette et exacte de ce qu'on appelle généralement « le mouvement des salaires ». Et justement quand nous consultons les prix des vivres nous apprenons que leur évolution fut dans le même laps de temps beaucoup plus vertigineuse que celle des salaires (1). De sorte que le salaire tel que le détermine M. Simiand d'une part et la situation ouvrière d'autre part, en d'autres termes, le salaire nominal et le salaire réel ont alors évolué en Pologne simultanément mais dans des sens opposés.

Ainsi la fausseté des évaluations fondées exclusive-

(1) D'après les données citées par M. Szturm-de-Sztrem dans la Revue Internationale du Travail, Vol. X 1924, pages 413 et les suivantes.

ment sur l'unité monétaire dépréciée et dans beaucoup de cas même sur la monnaie soi-disant saine, en tout cas l'insuffisance des calculs de ce genre pour les fins que nous nous assignons ici, serait indiscutable. En procédant ainsi on aurait affaire à des données hétérogènes comportant des différences non seulement quantitatives mais également qualitatives : le billet de 100 marks de l'année 1918 n'avait rien de commun comme unité monétaire, que la dénomination, avec le billet de 100 marks de 1919, 1920, etc.

Il importe donc, pour ne pas être dupe des apparences purement numériques, de savoir se servir tout d'abord des méthodes permettant d'éliminer les écarts anormaux et parfois énormes qui sont dûs aux effets de l'inflation. En ce qui concerne la statistique officielle de Pologne, celle-ci applique une pareille méthode à partir de 1921, en ramenant le salaire, dans ses tableaux rétrospectifs, à la parité du zloty de 1927. Bien entendu, cette mesure commune et prétendue stable de l'unité or introduite dans l'observation, a quelque chose d'artificiel. Les statisticiens corrigent, retouchent ou même transforment convenablement l'aspect de la réalité reflétée par le miroir numérique en espérant arriver par là à mieux découvrir les tendances de cette réalité. Est-ce qu'ils y réussissent ? C'est une question assez délicate qui demande à être éclaircie toutes les fois qu'elle se pose.

Voyons donc tout d'abord comment le mouvement des salaires se présentait d'après les évaluations ainsi effectuées. Ayant choisi pour base, comme nous l'avons mentionné, le salaire de 1927 et le supposant égal à 100,

l'office central de la statistique a établi les nombres-indices suivants du taux des salaires nominaux :

1923	51,0	1928	109,9
1924	119,3	1929	119,3
1925	119,0	1930	120,9 (1)
1926	85,6	1931	118,7 (2)
1927	100,0		

Avant d'aborder l'exposé des faits qui ont entraîné l'allure des salaires en hausse ou leur fléchissement subit, il est nécessaire de nous renseigner sur la question de savoir si les indices cités sont vraiment susceptibles d'élucider la dynamique des rapports entre ouvriers et patrons dans le domaine de la rétribution du travail. Autrement dit, il faut apprendre au premier chef quel est le volume et le degré de la régularité des observations dont la statistique s'inspire et s'autorise à exprimer, à l'aide des chiffres abstraits, le processus économico-social du salaire envisagé dans son mouvement permanent. En un mot, il s'agit d'apprécier avant tout la soli-

(1) Office Central de la Statistique Polonaise, Statistique du Travail, X^e année, Fascicule 2, pages 114 et les suivantes.

(2) *Idem*, année 1932, Fascicule 1, page 1.

Dernièrement on a établi en Pologne les indices des salaires nominaux pour les années 1914-1931, en prenant pour base de comparaison le salaire de 1914. Ces indices se présentent comme suit :

1914 : 100	1923 : 47,2
1915 : 95,1	1924 : 110,5
1916 : 100,3	1925 : 110,2
1917 : 108,4	1926 : 79,3
1918 : 173,9	1927 : 92,6
1919 : 124,8	1928 : 101,8
1920 : 62,8	1929 : 110,5
1921 : 35,6	1930 : 111,9
1922 : 39,6	1931 : 109,9

Revue Statistique du Travail, 1932, page 8.

dité de la structure des nombres-indices. — C'est un point très important pour notre étude et il demande à être examiné de près —.

Comme le signale la Revue Statistique du Travail, les indices ont à la base de leur construction les taux des salaires enregistrés au cours des années 1921-1931 « dans toutes les industries » où le salaire était réglé soit en vertu des conventions collectives du travail, soit par décisions unilatérales des syndicats patronaux. La Revue relate d'autre part qu'on a fait rentrer dans les évaluations à partir de 1923 les données concernant les centres industriels les plus importants. Sont choisis notamment :

- 1) Pour l'industrie des mines de houille — les bassins de Dombrowa, de Cracovie et de Haute-Silésie ;
- 2) Pour l'industrie pétrolière — Boryslaw et Drohobycz ;
- 3) Pour l'industrie minérale — les cimentiers du département de Kielce ;
- 4) Pour l'industrie des métaux — Varsovie et Poznan ;
- 5) Pour l'industrie du textile — Lodz ;
- 6) Pour l'industrie des tanneries — Varsovie ;
- 7) Pour l'industrie de l'alimentation — a) les sucreries des régions centrales et de Poznan ; b) les boulangeries de Varsovie ;
- 8) Pour l'industrie métallurgique — Haute-Silésie ;
- 9) Pour l'industrie du bâtiment — Varsovie, Cracovie, Lodz, et Poznan ;
- 10) Pour l'industrie polygraphique — Varsovie, Cracovie, Lodz et Poznan (1).

De cette énumération il s'ensuit que le choix des fon-

(1) Revue Trimestrielle de la Statistique du Travail, Varsovie, 1930, Fascicule 2.

dements sur lesquels l'office central appuie la structure des nombres-indices n'est nullement arbitraire en estimant que toutes les régions soumises à l'étude sont caractérisées par un haut degré de concentration de leurs industries respectives, et où, par conséquent, la vie économique et parallèlement le syndicalisme manifestent une activité particulièrement intense. Cependant il est à regretter que la statistique polonaise n'ait pas su élargir les cadres de ses observations relatives aux indices des salaires pour y englober également les moyennes et les petites entreprises restant à la rigueur en dehors du mouvement syndical et où l'application des contrats collectifs du travail est assez rare. Une telle extension de l'étude rapprocherait sans doute considérablement les nombres-indices de la réalité en les rendant plus représentatifs et généraux. En tout cas, nous trouvons que la Revue du Travail exagère en révélant qu'on a tenu compte de « toutes les industries » pratiquant les conventions collectives. Ainsi on a laissé dans l'ombre tantôt de grandes régions industrielles comme, par exemple les régions de l'industrie textile de Bialystok et de Bielsko, tantôt d'importantes branches économiques comme l'agriculture, l'industrie du bois, du vêtement, de l'utilité publique, etc. Et notons que dans tous ces domaines de production le contrat collectif de travail est très répandu.

Il y a encore une circonstance qui inspire une réserve à propos des nombres-indices. Ces derniers, portant sur les taux des salaires et non pas sur les gains effectifs des ouvriers, sont admissibles comme expression des tendances changeantes des prix du travail payés au temps. Remarquons qu'avec le progrès de la mécanisation et de la division du travail se généralise le salaire à for-

fait (1). Mais, dans le système adopté par l'Office de la Statistique, les salaires aux pièces ne trouvent pas une expression suffisante, parce que ceux-ci varient non seulement avec les taux, mais également avec le système compliqué des primes qu'on ajoute au rendement minimum du travail. Les modifications peuvent aller jusqu'à transformer profondément la structure du salaire sans que l'on puisse saisir cela avec les nombres-indices. Mais en admettant les nombres-indices tels qu'ils sont, il faudrait encore, avant de les mettre à la base de nos recherches, voir s'ils représentent plus ou moins exactement les variations que les salaires ont subies dans les industries particulières.

A cette fin nous reproduisons le tableau détaillé des données relatives à chacune des dix branches industrielles soumises par la statistique à des observations régulières. A côté de ces données nous juxtaposons les indices généraux, dans l'intention de découvrir si les tendances du mouvement sont partout solidaires ou contradictoires.

(1) Commission d'Enquêtes, Comptes rendus, publication du Conseil des Ministres, Varsovie, 1928, tome III, page 43.

Nombres-indices des taux des salaires nominaux. Moyennes annuelles (1)

Année	Moyenne	Mines de houille	Métallurgie (Haute-Silésie)	Industrie pétrolière	Industrie des métaux	Industrie minérale	Industrie textile	Industrie des peaux et cuirs	Industrie alimentaire	Industrie du bâtiment	Industrie polygraphique
1923	51,0	56,9	90,3	52,8	60,7	48,5	45,8	50,2	36,7	52,4	39,0
1924	119,3	121,0	131,3	103,1	119,4	120,6	124,3	123,5	103,7	135,3	113,3
1925	119,0	110,1	116,5	107,5	121,0	116,5	125,5	137,1	117,1	136,7	133,1
1926	85,6	82,5	80,9	82,8	88,0	82,9	85,4	93,7	89,6	89,5	94,8
1927	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1928	109,9	108,8	116,4	105,6	113,2	110,5	107,0	106,3	106,1	128,1	105,7
1929	119,3	122,7	125,6	111,1	121,5	120,5	113,9	110,3	112,4	148,8	110,2
1930	120,9	129,3	127,5	107,5	122,2	122,2	113,9	110,3	111,9	149,6	108,8
1931	118,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

(1) Statistique du travail, 10^e année, fascicule 2, page 114.

On remarque que d'après ce tableau il y a dans la plupart un synchronisme et une concordance des mouvements projetés avec des creux et des crêtes parallèles. Seules les années 1925 et 1930 ont subi, semble-t-il, un changement plus profond dans la formation des salaires, ce qui a diversifié les tendances qui parfois s'écartaient assez loin de l'indice total.

Celui-ci, évalué à 119,0 pour l'année 1925 par rapport à l'indice 119,3 de l'année précédente et révélant ainsi une légère diminution générale, ne peut guère refléter l'image exacte de l'état de choses réel. Cette diminution n'a affecté que 3 industries sur les 10 mises à l'étude : la production de houille, la métallurgie et l'industrie minière, en même temps que dans les sept autres branches industrielles le mouvement vers la hausse a subsisté. De même, l'indice 120,9 fixé pour l'année 1930, par comparaison au nombre 119,3 de l'année 1929, traduit mal l'état stationnaire dans l'industrie textile et dans celle des peaux et des cuirs. Il est encore moins propice pour la présentation des tendances fermes vers la baisse qui se sont manifestées dans la production pétrolière, l'industrie polygraphique et celle de l'alimentation.

Certes, on pourrait dire qu'en 1925 et en 1930, une dérogation à la règle de solidarité des salaires fut provoquée par le fait de la crise dont la Pologne fut atteinte en 1925, lors de l'effondrement du zloty, et en 1930 à la veille de la dépression mondiale ; que la crise ne frappe pas avec une violence égale et simultanée toutes les entreprises ; que celles d'entre elles qui sont moins sensibles aux brusques changements de la conjoncture continuent encore leur marche à peu près normale tandis que les autres, plus exposées aux fluctuations économiques, sont atteintes par la stagnation dès le début

de la crise. De telle manière que jusqu'au moment où la crise s'étend, une étrange inégalité des affaires, des profits, de la demande de travail et par conséquent des salaires peut apparaître dans les entreprises et même dans les branches industrielles particulières (1). Il serait donc impossible d'établir une moyenne exprimant à la fois toute la diversité des tendances du moment transitoire. Nous croyons pourtant qu'une simple moyenne arithmétique serait plus applicable aux circonstances des séries très dispersées et asymétriques. Cette moyenne est toujours plus sûre et représentative (2). En effet, les nombres-indices généraux, établis d'après cette simple méthode, donnent un autre aspect du mouvement :

1923	53,33
1924	119,55
1925	122,11
1926	86,21
1927	100,00
1928	110,77
1929	119,70
1930	120,32

Ici l'écart signalé plus haut dans l'indice de l'année 1925 a disparu et celui de l'année 1930 est dans une large mesure neutralisé.

Une remarque s'impose encore à propos de ces évaluations moyennes. Elles sont fondées sur l'hypothèse que tous les termes des séries ont la même fréquence. Cela aurait lieu évidemment dans le cas où la distri-

(1) Lescure, « Des Crises générales et périodiques de surproduction », pages 386 et les suivantes.

(2) Aftalion, « Cours de Statistique », Paris, les Presses Universitaires, page 17.

bution de la main-d'œuvre se produirait par quantités égales entre toutes les branches industrielles, ce qui est *a priori* impossible. Malheureusement on manque de données suffisantes pour vérifier les écarts possibles et y introduire des correctifs éventuels. Ajoutons que la Revue du Travail de son côté ne donne aucune indication sur ce sujet. En somme, les nombres-indices n'ont qu'une valeur très relative et ne sont acceptables pour nous orienter sur la succession des faits que dans les très grandes lignes. Mais peut-être cela nous suffira-t-il, en tenant compte de ce qu'au mouvement général des salaires nous ne saurons opposer un aperçu de l'action syndicale que très sommaire, considérée, elle aussi, dans ses grandes lignes. Sans doute, ce n'est pas une conclusion consolante qu'on pourrait dégager de cette constatation. Au moins sauvegarderons-nous ainsi la proportion entre les parties différentes de ce travail. D'autre part, si le matériel statistique, fragmentaire et jamais trop certain, nous empêche d'aller au fond du problème, il n'empêchera pas, en laissant de côté les détails et en se basant sur certaines tendances découvertes, de généraliser les conclusions définitives.

★
★★

CHAPITRE II

Les taux des salaires réels

Jusqu'ici nous avons traité du salaire du point de vue de sa formation nominale, en nous efforçant de donner un rapide aperçu des variations successives des prix du travail définis en monnaie-or. Le manque de relations constantes entre cette expression formelle du salaire

et son attribut substantiel, son pouvoir d'achat, nous est déjà connu d'un fait particulier signalé plus haut. Il importe maintenant de savoir comment le processus s'est développé sous ce deuxième rapport qui prévaut, parce que, en fin de compte, c'est la somme globale des biens que le salaire peut procurer, qui intéresse l'ouvrier et c'est cela qui stimule son énergie pour revendiquer des taux plus élevés et lutter pour les obtenir.

Pour discerner ce second mouvement, la statistique nous offre les indices des salaires réels. Ces indices sont une combinaison des deux éléments, du taux du salaire nominal et de l'indice des prix de détail de certains objets « de première nécessité », c'est-à-dire d'un minimum de biens matériels surtout, estimés indispensables pour l'existence humaine dans des conditions sociales relativement déterminées. Remarquons qu'aux indices soi-disant réels, autant qu'ils roulent sur la courbe des taux nominaux, s'appliquent toutes les réserves énoncées à l'égard de ces derniers.

Dans l'évaluation moyenne pour les dix industries en question ces indices se présentent comme suit (1) :

(1) Par rapport au salaire de 1914, pris comme mesure de comparaison, les indices se présentent comme suit :

1914 — 100,0	1923 — 68,2
1915 — 68,3	1924 — 82,8
1916 — 51,9	1925 — 80,2
1917 — 55,4	1926 — 74,3
1918 — 48,0	1927 — 78,4
1919 — 52,0	1928 — 83,5
1920 — 60,9	1929 — 88,7
1921 — 50,4	1930 — 95,2
1922 — 53,1	1931 — 103,7

Voir *supra*, 89.

Année	1923	Indice	87,0
—	1924	—	105,6
—	1925	—	102,2
—	1926	—	94,7
—	1927	—	100,0
—	1928	—	106,4
—	1929	—	113,1
—	1930	—	121,4
—	1931	—	132,2

Quant à la composition de ces moyennes, un trait remarquable y attire tout d'abord notre attention. C'est qu'elles ont notamment confondu et dissimulé des différences considérables. Ainsi, pour ne révéler que les deux exemples les plus caractéristiques, la moyenne de 1923 est le quotient d'une série dont le terme le plus bas s'est chiffré à 62,3 pour l'industrie de l'alimentation, alors qu'à son autre extrémité cette série porte le nombre 158,7 pour la métallurgie. De même, en 1930, l'indice 108,1 de l'industrie pétrolière s'oppose à celui de 150,2 pour le bâtiment, rangé de l'autre côté de la bascule.

Nous ne perdons pas de vue que les taux particuliers ne sont comparables qu'en ce qui concerne l'ampleur et le rythme de leurs variations. Mais indépendamment de la valeur effective que les taux expriment et qui, sous le voile de l'abstraction des nombres-indices, se dérobe à la vue, il est évident que les salaires réels se sont fixés dans les différentes industries à des niveaux inégaux. Si nous traçons leurs courbes, nous apercevrons que, partant d'un point commun choisi arbitrairement, dans les salaires de 1927, ces courbes se ramifient et passent, dans leur évolution par divers points sur les coordonnées en s'écartant notablement les unes des autres.

La disproportion constatée dans l'ampleur des deux mouvements ne peut être autrement expliquée que par l'influence du coût de la vie dont la variabilité s'est répercutée sur les taux des salaires des diverses régions. Or, si cette interprétation est vraie et, d'ailleurs, il faut l'admettre sans réserves, parce qu'ici aucun autre facteur ne pouvait pas intervenir pour faire écarter le mouvement des salaires réels de celui des salaires nominaux, une conclusion significative s'en dégage. C'est que la fameuse tendance imputée aux salaires à osciller autour d'un certain minimum coïncidant avec le coût de subsistance incompressible ; cette tendance dont la première formule a été donnée par Turgot dans les termes suivants : « L'ouvrier est condamné par la fatalité des lois économiques à ne pas gagner jamais rien au delà de sa subsistance (1) », confirmée et précisée ensuite par Ricardo et baptisée par Lassalle comme « loi d'airain », serait gravement compromise par les données concrètes. — Car bien qu'en général les ouvriers soient en Pologne mal rémunérés, les salaires ainsi espacés peuvent se couvrir avec un genre de vie relativement avancé dans un cas, et descendre en même temps au-dessous d'un minimum nécessaire dans l'autre cas. Qu'on ne dise pas que la loi d'airain, réfutée par l'unanimité des économistes dans son interprétation primitive du minimum physiologiquement nécessaire, y puisse être justifiée dans sa seconde formule d'un minimum sociologique correspondant à l'ensemble des besoins, qui varient suivant les milieux sociaux auxquels telle ou telle catégorie d'ouvriers appartient. Certes, il se peut que les travailleurs électriciens soient plus élevés sur l'échelle sociale que leurs camarades de l'alimentation et cela

(1) Leroy-Beaulieu, « La Question Ouvrière », *op. cit.*, page 55.

en raison d'aptitudes plus sérieuses, de connaissances plus profondes, donc d'une intelligence plus vive, que ce premier genre de production exige des ouvriers que dans le métier de boulanger, par exemple. Cela réagirait sur la fixation des niveaux respectifs des besoins et, par répercussion, sur les tarifs des salaires. C'est bien possible. Mais dès que nous passons à la vérification de cette hypothèse sur l'exemple d'un seul groupe homogène d'ouvriers, nous apprenons qu'elle ne cadre pas très bien avec les faits. Tenons-nous en, dans cette démonstration, à l'exemple de l'industrie de l'alimentation où le mouvement du salaire réel se présente ainsi :

1923	62,3	1927	100,0
1924	91,2	1928	102,8
1925	101,6	1929	106,6
1926	99,3	1930	112,3

On y distingue une ascension presque continue et l'indice 112,3 du point d'arrivée dépasse celui du point de départ 62,3 de plus de 80 %. Il est cependant peu probable que l'ensemble des besoins ait pu si rapidement augmenter chez cette catégorie d'ouvriers et devenir la cause initiale du mouvement de leurs salaires vers une hausse à peu près ininterrompue, en faisant abstraction de la courte période transitoire de l'année 1926.

Quelle que soit donc la cause propre de cette élévation, il semble impossible de la conformer à la loi d'airain. Cependant cette loi, tant de fois critiquée et discréditée une fois de plus dans l'exemple qui précède, exprime néanmoins une tendance réelle dont nous retrouvons, en outre, la preuve dans les relations existant entre les taux des salaires et le coût de la vie (1).

(1) M. Ansiaux qui refute la loi de Ricardo-Lassale comme une règle absolue, reconnaît néanmoins la réalité des tendances que cette loi exprime :

Seulement cette tendance est de notre temps en grande partie faussée. Elle est contrecarrée par l'action des autres tendances, plus fortes et plus persévérantes, qui lui sont opposées. Quelle est alors la nature de ces dernières ?

On est incité (1) à y voir les conséquences du jeu de l'offre et de la demande, bien entendu, lorsqu'il se produit favorablement pour les travailleurs. Cette supposition s'accorde pourtant mal avec notre cas pris dans l'industrie de l'alimentation où ni l'offre ni surtout la demande de travail ne pouvaient guère varier beaucoup, étant donné le moindre degré d'élasticité de cette production. Sans doute, un autre genre de demande y agissait. C'est la demande que mentionne ingénieusement un auteur polonais (2) en révélant la particularité du sa-

« Le bon sens nous crie que le salaire ne peut tomber indéfiniment. Au moins faut-il qu'il permette à l'ouvrier de manger et de réparer ses forces dans une mesure suffisante pour pouvoir accomplir quelque travail. Il y a plus. L'ouvrier est, en règle générale, mû par un sentiment élémentaire et irrésistible d'altruisme familial. Le peu qu'il gagne, il le partage avec les siens. Sa capacité de travail ne peut donc être entretenue que si les membres de sa famille, eux aussi, reçoivent l'indispensable de l'alimentation. Et ce minimum purement physiologique comprend en outre logement et habillement sommaires ». (Traité d'économie politique, t. II, page 531).

Il démontre en outre que les taux des salaires subissent l'influence du coût de la vie :

« Nombreuses, en effet, sont les preuves que l'observation du présent et du passé fournit de la réalité et de la force de cette influence. L'un des faits les plus typiques et les plus constants à citer à cet égard, c'est la différence des salaires des villes et des campagnes. Pour des travaux identiques, la rémunération varie suivant les prix des denrées usuelles de consommation ouvrière et le taux des loyers modiques. La différence des salaires de l'homme et de la femme s'explique aussi en partie par la raison que l'homme est plus souvent soutien de ménage que la femme », (*idem*, pages 539-540).

(1) P. Rebond, « Précis d'Economie Politique », tome II, pages 457 et 458, Paris, 1929.

(2) Daszynska-Golinska, « Contribution à la Question Ouvrière en Pologne », *Op. cit.*, page 23.

laire qui le caractérise parfaitement comme un des canaux par lesquels se distribuent les revenus dans les sociétés modernes. Cette particularité consiste dans ce fait que les ouvriers ne peuvent jamais obtenir de majorations sans qu'ils ne soient contraints de les demander. C'est grâce à la demande de majorations, soutenue par l'action énergique des syndicats, que le salaire réel pouvait s'élever et se maintenir, dans l'industrie de l'alimentation, à un niveau qui ne résultait naturellement pas de la loi d'airain.

La remarque faite incidemment à propos de la loi d'airain soutient notre thèse sur l'importance du syndicalisme. Mais voilà une autre observation, plus générale et mieux fondée peut-être que la précédente et qui, cette fois, milite en sens opposé et nous montre le syndicalisme comme un facteur social qui n'est pas toujours tout-puissant à côté des fatalités économiques.

Pour mieux saisir la cadence des deux mouvements, des salaires nominaux et des salaires réels, présentons ici leurs écarts en pourcentage qui se sont produits au cours de chaque année par rapport à l'année précédente.

ECARTS EN POURCENTAGE DES TAUX DES SALAIRES

Années	I Nominaux	II Réels
1924	+ 124,17 %	+ 14,47 %
1925	+ 2,14 %	+ 0,19 %
1926	— 41,64 %	— 8,98 %
1927	+ 16, %	+ 3,83 %
1928	+ 10,77 %	+ 7,27 %
1929	+ 8,07 %	+ 5,79 %
1930	+ 0,05 %	+ 6,64 %
1931	— 1,85 %	+ 8,89 %

La confrontation est très concluante et, sans trop réfléchir, on conçoit que les deux courants, bien qu'engagés dans la même direction, aient été distancés par l'action des différents mobiles d'une force motrice évidemment inégale. — Tel qu'il se présente du côté gauche, le salaire a subi principalement l'influence des phénomènes monétaires. Cependant la situation changeante du salaire en ce qui concerne son pouvoir d'achat dépendait d'un autre facteur, du coût de l'entretien dominé par le mouvement des prix de détail. Surtout de ce côté-là, on sentait profondément la réaction des prix des produits agricoles en conséquence du fait que les bas salaires des ouvriers polonais sont nécessairement absorbés dans leur majeure partie par les frais d'alimentation. Somme toute, les syndicats que nous supposons par hypothèse vaillants et actifs sont quand même ballottés entre les forces économiques, sans pouvoir y résister et remporter des conquêtes désirables. Et il arrive que luttant courageusement, les syndicats, après avoir enregistré des succès considérables dans les nouveaux tarifs, les voient ensuite tomber dans le vide de l'inflation ou dans l'abîme de la vie chère. Par contre, la défaite des tarifs provoquée par une conjoncture mauvaise n'engendre pas toujours pour l'ouvrier des conséquences fatales comme on pourrait le croire. Rappelons ici les circonstances de l'année 1926. La baisse des prix de détail a fait récupérer dans une large mesure ce que l'ouvrier a perdu sur le taux de son salaire nominal. Il y a donc des spontanéités en face desquelles l'effort des syndicats ne compte pas beaucoup.

Telles seront les premières impressions suggérées par un simple rapprochement des tableaux. Mais sur certains points la succession du mouvement paraît telle-

ment disproportionnée et les différences entre les deux grandeurs, tarif nominal et taux réels, si démesurées que les vagues remarques qui précèdent ne semblent pas propres à expliquer d'une façon suffisamment claire et satisfaisante ces mystérieux dynamismes. Surtout la comparaison des indices de 1924 intrigue et donne à réfléchir. On se demande comment il se fait qu'au cours d'une seule année le tarif ait pu augmenter en étalon-or de plus de 124 % et n'avoir que les répercussions très insignifiantes sur le niveau général du salaire réel. — On sait que cette période a coïncidé avec la réalisation des grandes réformes du système monétaire en Pologne. Serait-on donc amené à rattacher ce rapide passage du mouvement et le dédoublement signalé dans les résultats de l'ascension aux effets directs de l'assainissement du pays sous le rapport financier ? Insister sur cette réponse sommaire est inutile, car elle comporte un paradoxe économique de nature à effacer l'image et à rendre ses détails encore plus obscurs et inintelligibles.

En effet, il faudrait, au contraire, s'attendre à ceci que la stabilisation monétaire eût pour effet immédiat une consolidation des valeurs, des biens et des services et que leurs rapports réciproques, c'est-à-dire leurs prix respectifs, fussent enfin équilibrés par l'introduction d'une monnaie saine et stable.

Seul un examen substantiel et minutieux des faits nous permettrait de voir clair dans l'enchaînement des causes et des effets qui échappent au premier abord.

L'écart relevé par les indices de 1924 doit être considéré comme un effet inévitable de l'inflation antérieure, qui avait poussé les cours des changes toujours en avant avec plus de rapidité que les prix de gros qui ne sont suivis, à leur tour, par les prix de détail que de loin.

La fougue de la spéculation qui précipitait la chute du mark polonais et accomplissait le rôle d'un puissant levier des prix, s'est apaisée un peu à la fin de l'année 1923 avec l'avènement du ministère Wladyslaw Grabski.

L'annonce de réformes et la croyance commune à la capacité du gouvernement de les faire effectuer par une action énergique et décisive avaient des répercussions psychologiques très vigoureuses : le jeu de la spéculation s'est arrêté, mais pour peu de temps.

Le 11 janvier 1924 fut votée et promulguée la loi sur la réorganisation du trésor public et la réforme monétaire, dite « loi des pleins pouvoirs ». (Journal des Lois de la République Polonaise du 11.1.1924, N° 4, pos. 28). Cette loi fut complétée par deux arrêts du 20 janvier ayant pour objet de régler le nouveau système monétaire polonais basé sur le zloty et, en outre, de fixer le statut du nouvel Institut d'Emission qui est désormais la Banque de Pologne.

Mais avant que ces lois aient pu devenir efficaces et donner les résultats qu'on en attendait, un nouvel assaut de la spéculation se manifesta par suite de l'inflation qui prit une allure rapide à la fin de 1923. Ainsi, pendant la première moitié de janvier, le cours du dollar a passé de 6 à 10 millions de marks polonais tandis que les indices des prix de gros se relevaient de 75 % et ceux du coût d'entretien à Varsovie de 90 % même (1). Le gouvernement se décida alors à prendre une mesure extrême pour entraver la fougue de la spéculation sur la baisse du mark et y réussit après avoir sacrifié dans la bataille

(1) Rapport présenté par la Banque de Commerce à Varsovie au nom de la Chambre Nationale du Commerce au III^e Congrès de la Chambre Internationale de Commerce, tenu à Bruxelles, au mois de juin 1925, pages 11-12.

sur le marché financier presque la totalité de son stock métallique et des réserves en valeurs étrangères. Et justement, dans la seconde moitié de janvier, le cours du dollar restait le même et puis commençait même à baisser, mais les indices des prix de gros montèrent encore de 4 % et l'indice du coût d'entretien de 32 %.

L'enchérissement de la vie fut la conséquence de la disproportion qui s'est établie antérieurement entre les prix des denrées agricoles, des produits industriels et le change. Cette disproportion tendait maintenant à disparaître. Le coût d'entretien, en général exceptionnellement bas durant les années de désordre monétaire, gagne à courte haleine, par quelques coups successifs, son point habituel sur l'échelle des prix et même le dépasse. La cherté de la vie continuait encore à augmenter même quand la restauration financière était déjà achevée et le zloty devint la seule monnaie légale. Ainsi on a enregistré une élévation du coût de la vie au mois de juillet de 2,8 %, au mois d'août de 5,9 %, en septembre de 4,8 %, en octobre de 6,3 %, en novembre de 1,1 % et en décembre de 1, %, par rapport à chaque mois précédent. — La cause qui agissait comme stimulant de la hausse continue doit être, cette fois, attribuée au changement des conjonctures sur les marchés mondiaux en faveur des denrées agricoles (1).

Cette situation particulière créée cumulativement par l'inflation antérieure et une conjoncture spéciale sur les marchés indiqués devait nécessairement avoir comme conséquence du rebondissement du coût de la vie une augmentation considérable des taux des salaires, indé-

(1) Rapport de la Banque de Commerce, *op. cit.*, pages 12 et les suiv.

pendamment de l'activité des syndicats, devenue en 1924 très difficile (1). Notons que cette dernière se heurtait alors à la stagnation paralysant peu à peu l'industrie nationale dès l'introduction du zloty, qui supprima la prime de change et aggrava par suite l'exportation des produits fabriqués (2). Si donc dans les circonstances décrites et à côté du chômage qui sévissait de plus en plus le tarif du salaire réel a pu néanmoins s'élever quelque peu au-dessus de son niveau de l'année 1923, ce n'est pas entièrement le résultat de l'initiative syndicaliste qui ne pouvait pas jouer pleinement. — Cette amélioration s'est produite, pour ainsi dire, automatiquement et voici comment. Dans la période des marks, lorsque le pouvoir d'achat du papier-monnaie diminuait de jour en jour et parfois d'heure en heure, le salaire convenu à un moment donné en conformité avec la hauteur des prix des vivres, se dévalorisait quelques jours plus tard, et devenait dérisoire. Pour parer à ces inconvénients et éviter autant que possible les fréquents conflits autour de la révision des tarifs, il était admis qu'au salaire de base s'ajoutait un supplément à titre de cherté de vie et égal à l'écart des coûts du minimum de l'existence entre le mois précédent et celui de la paye. Mais ce mode de règlement ne pouvait quand même pas mettre les salariés à l'abri des pertes provoquées par l'avilissement de la valeur du mark, dans l'intervalle de temps séparant la date à laquelle avaient été établis les derniers indices du coût de la vie et la date à laquelle s'effectuait le paiement du salaire. Une marge toujours considérable, dite « impôt d'inflation », s'établissait ainsi au désavantage des ouvriers. Cependant, après la réforme

(1) Compte rendu de la Commission Centrale, *Op. cit.*, Varsovie, 1925, page 232.

(2) Rapport de la Banque de Commerce, *Op. cit.*, page 38.

monétaire, cette marge préjudiciable disparaît de plus en plus. Bien que la cherté continuât encore sa marche précipitée, les différences des prix entre les deux mois successifs, comme nous l'avons vu, varient dans les limites beaucoup plus restreintes qu'auparavant. De cette manière, le vide qui engloutissait jusqu'ici une très grande fraction du gain réel des travailleurs se comblait peu à peu, et cela avait pour effet un accroissement du taux soi-disant réel, sans que les syndicats fussent obligés d'intervenir.

Présentons encore une seule observation dont on pourra mieux déduire combien la raison du relativisme syndicaliste est parfois bien fondée. Il s'agit de l'industrie métallurgique en Haute-Silésie où les deux indices ont été, en 1923, désignés comme les plus élevés. Cette particularité s'explique sans doute par le fait bien connu que la métallurgie est ordinairement la première parmi les branches industrielles à recevoir du vent dans ses voiles, aussitôt que la prospérité s'annonce. L'année 1923 a été vraiment une période de grande prospérité pour la production polonaise, vu les profits extraordinaires que les entrepreneurs exportant leurs produits de fabrique ont tiré du change des valeurs étrangères sur les marchés nationaux. Or, cette industrie, à mesure que la situation s'améliorait, a accumulé et condensé, pour ainsi dire, la prospérité générale, puisqu'elle fournissait comme toujours toutes les autres industries. La demande de travail accrue, les salaires s'y fixèrent à des tarifs très forts. D'autre part, les prix exagérément bas du coût de la vie permettaient aux travailleurs de la métallurgie d'en obtenir un minimum d'existence dépassant notablement celui des autres catégories de salariés. Mais cette industrie est aussi la première à recevoir le choc et

à entrer en stagnation dès les premières manifestations de la crise. Ainsi, en 1924, à la suite d'un ensemble de causes défavorables dont nous avons déjà mentionné les plus caractéristiques, cette industrie traverse une période de restrictions. Les travailleurs de la métallurgie se trouvent alors dans l'impossibilité d'obtenir des majorations suffisamment élevées pour compenser la marge provoquée par le bouleversement des prix de détail. Par conséquent, leurs tarifs des salaires, bien qu'ayant augmenté nominalement en or d'environ 45 %, tombent réellement à 28 %. Donc cette perte causée par l'aggravation de la conjoncture, en 1924, ne pouvait plus être récupérée au cours des années suivantes, malgré l'action syndicale favorisée, semble-t-il, en Haute-Silésie par les grandes agglomérations des masses ouvrières. Les taux du salaire réel ont varié dans cette branche économique à partir de 1923 jusqu'en 1930 de la façon suivante : 1923 : 158,7 ; 1924 : 116,9 ; 1925 : 100,0 ; 1926 : 89,5 ; 1927 : 100,0 ; 1928 : 112,7 ; 1929 : 119,1 ; 1930 : 128,1.

CHAPITRE III

Les salaires d'après leur évaluation absolue

Après nous être attaché à la démonstration des salaires dans leur mouvement chiffré, il convient de dévoiler les nombres-indices pour apprendre ce qu'ils représentent en expression normale. Cela nous amène à la recherche des données sur les gains effectifs des ouvriers.

On trouve des renseignements précieux sur ce sujet dans les rapports de la Commission d'Enquête instituée par Ordonnance du Président de la République le 26 décembre 1926 et chargée des études sur les conditions et les prix de revient de la production dans plusieurs branches de l'industrie polonaise.

Les comptes rendus de la Commission, pour les années 1925, 1926 et 1927, sont unanimes pour estimer que dans toutes les entreprises contrôlées les salaires se sont maintenus à un niveau exceptionnellement bas. Très rares sont les cas où le gain obtenu pour une journée normale de travail suffit à l'ouvrier à couvrir les frais du minimum de l'existence de sa famille. Les gains moyens des mineurs atteignent à peine 80 % du minimum, et pour le bassin de Dombrowa cette moyenne ne dépasse pas 75 % (1).

Dans les hauts fourneaux, la situation est à peu près la

(1) Commission d'Enquête, *Op. cit.*, T. V, p. 64.

même (1). Dans les moulins, les travailleurs n'arrivent à gagner que 50 % de ce dont ils ont besoin d'après le barème du minimum de l'existence (2). Dans les sucreries, par exemple, 10 % seulement des ouvriers ont gagné plus que le minimum de l'existence, tandis que 18 % gagnent de 75 à 100 % du minimum, 25 % arrivent à un salaire allant de 50 à 75 % du minimum, 35 % n'ont que 25 à 50 % du minimum et 12 % des ouvriers gagnent moins de 25 % de ce minimum (3).

Le tableau suivant dressé d'après les rapports de la Commission d'Enquête révèle quel a été, en 1927, le niveau des salaires estimés en chiffres ronds (4) :

(1) Commission d'Enquête, *Op. cit.*, T. XIII, p. 142.

(2) *Idem*, T. VII, p. 74.

(3) *Idem*, T. IX, p. 64.

(4) Commission Centrale des Syndicats professionnels, *Compte-rendu*, 1929, p. 138.

Industries	Pourcentage des ouvriers dont le gain mensuel en zlotys s'est élevé en 1927 : (1 zloty = 2,85 francs français)					
	Jusqu'à 100 zlotys	101 à 150	151 à 200	201 à 300	301 à 500	plus de 500
1. Mines de houille	15,8	25,6	25,4	27,5	5,1	0,6
2. Hauts fourneaux	10,7	18,2	20,2	32,6	16,2	2,1
3. Briqueteries	80,0	17,0	3.			
4. Fabriques de ciment	50,0	30,0		20.		
5. Fabriques d'engrais artificiels	70,2	27,4	1,4	1,5	0,5	
6. Scieries	72,3	17,7	6,3	3,5	0,2	
7. Sucrieries	47.	25.	18.		10.	

Nous observons que d'après les données plus récentes, celles notamment qui se rapportent au début de l'année 1932, les gains effectifs des ouvriers n'ont pas subi de changements considérables. Les recherches de la statistique polonaise relatives à 969 entreprises occupant plus de deux cent mille ouvriers dans 11 branches de l'industrie transformatrice ci-après énumérées, font ressortir qu'en janvier 1932 le salaire moyen d'un ouvrier s'élevait à 32,70 zlotys par semaine de travail d'une durée de 39,4 heures environ.

Dans les industries particulières, les gains des ouvriers se sont présentés comme suit (1) :

Industrie	Semaine de travail d'une durée en heures	Gain moyen payé à un ouvrier en zlotys
1. du Bois	40,6	23,14
2. des Vêtements	34,8	23,66
3. des Minéraux	40,9	24,13
4. des Textiles	36,1	27,44
5. des Papiers	41,0	31,98
6. de l'Alimentation	41,2	37,08
7. des Peaux et Cuirs	40,6	37,76
8. Chimique	42,9	39,47
9. des Métaux	40,9	41,31
10. du Bâtiment	42,1	52,20
11. Polygraphique	42,6	53,25

Rappelons qu'à ce mois correspond un indice général des taux des salaires nominaux de 108,0.

La Commission d'enquête constatant la faiblesse générale des salaires en Pologne, révèle une grande diffé-

(1) D'après les données de la Statistique du Travail, 1932, p. 209.

renciation de leurs niveaux qui montent au-dessus des moyennes rapportées, dans les grandes entreprises ayant un outillage moderne, et descendent au-dessous de ces limites, dans les établissements où le travail n'est pas encore entièrement mécanisé. Cela tient au fait que l'augmentation du rendement de l'entreprise cause une importante diminution des frais généraux et permet par suite de mieux rémunérer le travail. D'autre part, le système des primes favorise la productivité de l'ouvrier. En définitive, l'entreprise produisant en grandes quantités et exploitant rationnellement d'après les règles de la technique moderne arrive à un coût de revient plus avantageux, bien que les salaires qu'elle pratique soient relativement élevés. La Commission d'enquête a démontré nettement ces relations par des faits réels que voici :

Dans les fabriques de ciment à fourneaux perfectionnés, l'élément travail ne dépasse pas 4,15 pour cent du prix total de revient, tandis que dans des cimentiers primitifs, ce rapport est de 112,23 %, en s'élevant même dans un cas particulier à 36 %.

Dans les briqueteries à main, le salaire atteint 45 % du prix de revient, alors que dans les briqueteries mécanisées le même élément est réduit à 29,2 %.

Dans les petites sucreries, le même rapport est de 11,6 % et tombe à 7 % dans les usines plus importantes (1).

L'analyse du coût global de la production polonaise de la houille, comparé avec quelques pays étrangers, présente un autre aspect sur les causes essentielles de la faiblesse des salaires en Pologne (2).

(1) Commission d'enquête, *op. cit.*, T. III, p. 41 ; T. II, p. 45 ; T. IX, p. 71 et 86.

(2) D'après le tableau reproduit par la Commission centrale des Syndicats fédérés dans son rapport de 1929, *op. cit.*, p. 151.

Pays	En pourcentage du prix de revient global			
	Année	Salaire	Matières premières	Frais généraux
Angleterre	1926	71,3	10,3	18,4
Belgique	1924	67,9	18,7	13,4
Pays-Bas (Mines « Wilhelmine »)	1926	59,7	20,8	19,5
Allemagne (Bassin de la Ruhr)	1924	59,0	21,0	20,0
U. S. S. R. (Bassin de Donietz)	1925/ 1926	57,2	26,8	16,0
Pologne	1926	40,9	23,2	35,9

L'hypertrophie des éléments secondaires (administration et frais généraux) constatée au détriment des salaires dans la structure du coût de revient n'est pas le cas exclusif de la production minière. Malheureusement, c'est le cas prépondérant en Pologne, et la Commission d'enquête et après elle les syndicats professionnels, ne se lassent pas de reprocher aux industriels le système vicieux de leurs appareils de production. Mais ce sont des choses qui ne se laissent pas modifier radicalement au gré des recommandations économiques d'un jour à l'autre. Sans doute, l'effroyable crise que la Pologne comme le reste du monde traverse présentement imposera la nécessité de réformer la production.

Aussi, les syndicats ouvriers persistant dans la mesure du possible contre la compression des salaires, contribuent de leur côté à faire restreindre les dépenses administratives des entreprises. Et peut-être ainsi se créerait une marge dont les travailleurs parviendront à profiter sous forme de relèvement des salaires, lors de la reprise des affaires.

Pour illustrer le fait du bas niveau des salaires en Pologne, comparons-les avec ceux de quelques autres pays

Salaire réels comparés pour l'année 1927
Varsovie 100 (1).

Varsovie	100
Vienne	110
Rome	118
Prague	126
Milan	141
Paris	144
Berlin	182
Stockholm	251
Londres	272
Philadelphie	485

(1) Revue Internationale du Travail, T. XVIII, p. 687.

CHAPITRE IV

Le mouvement des salaires et les conjonctures économiques

Il serait certainement imprudent de refuser aux organisations professionnelles, même si elles restaient presque passives, toute part d'influence sur les faits qui ont régi ce mouvement. Car on ne saurait nier que leur présence en qualité d'avant-garde permanente, toujours prête à appeler la classe ouvrière à la défense de ses positions lorsqu'elles sont menacées par une agression excessive des employeurs, est un mobile psychologique suffisamment fort pour modérer les tentatives tournées contre les intérêts des travailleurs. Mais de l'analyse qui précède il résulte clairement que le syndicalisme n'était pas, en 1924, la seule cause de la tendance des salaires à la hausse, et, peut-être ne l'a-t-il jamais été.

Il serait désirable de donner ici un aperçu synthétique aussi bref que possible des conjonctures économiques en Pologne de 1923 à 1931 et d'y souligner les facteurs principaux se référant directement aux variations des salaires.

Le problème examiné sous ce rapport nous permettra de déduire si le salaire s'adapte ou non à l'état du marché, dans quelle mesure il s'en écarte et cesse d'être fonction primordiale de l'offre et de la demande du travail.

Plaçons-nous dans l'hypothèse où le mécanisme du marché fonctionne en pleine liberté (les patrons et les ouvriers discutent le contrat du travail sans que les syndicats y puissent effectuer la moindre ingérance), où les grèves et l'assurance-chômage n'interviennent pas. Dans ce cas, les ouvriers seraient tenus d'accepter bon gré mal gré les conditions établies et offertes en conformité avec certaines tendances qu'on appelle la conjoncture économique. Supposons encore que ces conditions, en ce qui concerne le salaire, soient exactement celles qui ont trouvé leur expression dans les nombres-indices cités plus haut. Demandons-nous maintenant : comment se manifestent les tendances des conjonctures auxquelles la formation des salaires doit obéir ?

Il s'agit évidemment des fluctuations des affaires, de leur essor et de leurs ralentissements successifs qui se traduisent par quantité de faits économiques observés et évalués dans les nombres-indices dont les composantes essentielles sont les suivantes : prix de gros, chômage, crédit, circulation monétaire, rendement des chemins de fer, etc. (1).

Pour notre démonstration, nous ne retenons que les deux premiers éléments — les prix de gros et le chômage, qui ont tous deux les plus étroites relations avec le niveau des salaires. Les prix des marchandises notamment, renseignant le producteur sur les limites maximales du coût de revient, lui indiquent le montant de la rétribution qu'il peut attribuer au travail. D'autre part, le chômage représentant les réserves de la main-d'œuvre non occupée est le baromètre de l'offre du travail. Il

(1) P. Reboud, *Op. cit.*, tome II, pages 349 à 352.

sert, par conséquent, de correctif modifiant les taux des salaires déterminés par le marché des produits.

Supposant que le salaire se règle automatiquement par le mécanisme de l'offre et de la demande, il faudrait admettre que le mouvement des salaires eût une tendance à s'accorder avec le mouvement général des prix de gros et à évoluer dans des proportions inverses du chômage.

Si donc on arrivait à démontrer que ces relations se maintiennent à la longue, il serait permis de conclure :

1° à la dépendance complète des taux des salaires par rapport aux changements de la conjoncture économique ;

2° à l'inefficacité totale de tous les facteurs non économiques qui tentent d'y intervenir.

Ceci supposé, il serait tout-à-fait compréhensible que le rapport entre l'indice des salaires et celui des prix de gros dût se traduire par la formule :

S. (salaire)

P. (prix)

donnant un quotient presque constant et cela en raison même de l'étroite dépendance entre les deux grandeurs de la division. Car à chaque relèvement du taux des salaires correspond, par hypothèse, une augmentation préalable du niveau général des prix et vice versa. En définitive, tout changement qui peut survenir dans l'état des prix ou des salaires n'aurait aucun effet sur la division dont le résultat manifeste ainsi une tendance à rester le même. Le quotient sera considéré comme un coefficient à peu près invariable qui caractériserait en quelque sorte, pour le pays tout entier, les rapports entre la

production et le facteur-travail, c'est-à-dire les rapports concernant la demande de travail.

S

Cependant le quotient : — est une grandeur mobile,

P

parce que le terme « S » subit encore la réaction du chômage, étant, comme nous l'avons mentionné, le correctif des relations entre l'état du marché des produits et les salaires. Le chômage apparaît comme l'indice de l'offre du travail. Finalement, le quotient résultant de la

S

formule — doit s'écarter dans le sens opposé au chômage.

P

Voyons maintenant si nos considérations théoriques se confirment dans la réalité des faits :

Tableau analytique du mouvement des prix de gros, des salaires et du chômage

Années	Indices des prix de gros	Indices des salaires nominaux	Quotient $\frac{S}{P}$ 1927 = 100	Nombre des chômeurs en 1000	Indices du chômage 1927 = 100
1922	71,3	42,8	60,0	161	71,2
1923	81,0	51,0	62,6	103	45,6
1924	102,6	119,3	116,3	164	72,5
1925	105,6	119,0	112,7	262	116,0
1926	88,7	85,6	96,5	374	165,5
1927	100,0	100,0	100,0	226	100,0
1928	101,0	109,9	108,8	175	78,3
1929	95,0	119,3	125,6	173	77,5
1930	82,4	120,9	146,7	298	131,9
1931	70,5	118,7	168,4	400	177,0
1932					
I.	63,9	108,0	169	338	149,6
III.	63,8	104,1	163,2	360	159,3
V.	66,1	104,2	157,6	307	135,8
VI.	61,8	103,5	167,5	264	116,8

Dans cette démonstration, nous ne trouvons ni la concordance supposée des prix et des salaires, d'une part, ni la régularité des rapports contraires entre les salaires et le chômage d'autre part. N'insistons pas sur les faits antérieurs à 1927 où l'instabilité monétaire avait constamment rompu l'équilibre économique, en contrariant l'action régulatrice de l'offre et de la demande sur la formation des salaires. Mais depuis 1927 jusqu'au milieu de 1932, le quotient $\frac{S}{P}$ s'est élevé d'environ 70 %, alors que le « S » — salaire n'a guère, entre temps, de beaucoup changé. C'est donc le « P » qui a dû décroître fortement. En somme, les prix de gros tombent sensiblement, en même temps que le chômage sévit en affectant des masses de plus en plus nombreuses, sans avoir des effets remarquables sur le taux des salaires.

Il semble pourtant qu'une certaine objection peut être formulée contre notre méthode de démonstration. Celle notamment qui met en question l'opportunité de l'indice général des prix. Car cet indice se compose de deux éléments distincts qui, comme preuve probante, n'ont pas pour nous une égale valeur : 1° des prix des produits industriels, 2° des prix notés sur le marché des denrées agricoles. Certes, entre le marché des marchandises fabriquées et celui des céréales existe incontestablement une sorte de relation réciproque. En Pologne surtout, où l'agriculture domine, l'altération de la conjoncture du marché agricole ne peut se produire sans que cela ne provoque des répercussions sur les prix des objets fabriqués, parce que la campagne en réglant ses achats, évidemment, d'après ses revenus, contribue plus que les autres facteurs à modifier l'offre et la demande gé-

nérale, comme principale consommatrice de la production nationale. Mais il n'en résulte pas du tout qu'entre les deux séries de prix une simultanéité des variations et une concordance régulière doivent exister.

En effet, au cours des dernières années, l'agriculture fut plus sévèrement frappée par la crise que l'industrie. Par suite, les prix des produits agricoles sont tombés plus bas que ceux des articles industriels, et les deux courbes des prix s'éloignent davantage l'une de l'autre dans leur chute simultanée. D'ailleurs, nous envisageons ici les salaires relativement à l'industrie. Il serait alors plus exact d'appliquer à la démonstration l'indice des prix des produits industriels et non pas l'indice général.

Après les modifications indiquées, le tableau se présente comme suit :

Années	Indices des prix de gros		Quotient S calculé sur $\bar{P}$ les indices des prix des produits industriels 1927 = 100	Indices du chômage
	des articles fabriqués	des denrées agricoles		
1927	100	100	100	100
1928	104,2	97,2	105,5	78,3
1929	103,3	85,7	115,5	77,5
1930	94,1	68,4	128,5	131,9
1931	79,4	59,7	149,5	177,0
1932 ... I.	74,4	51,8	141,2	149,6
III.	71,6	51,1	145,4	159,3
V.	70,0	61,4	150,1	135,8
VI.	68,0	53,7	152,2	116,8

Ici les indices des prix des produits industriels descendent sur une pente moins rapide. Mais le léger ralentissement de la baisse n'a pas défiguré l'image de l'ensemble. Les résultats définitifs, à la fin de la période envisagée, sont à peu près les mêmes : les salaires sont restés

presque stationnaires, les prix ont perdu 32 pour cent
S
de leur valeur établie en 1927, le quotient — a augmenté
P
et le chômage aussi.

Voilà les constatations définitives. Il est ainsi bien évident que, dans sa formation, le salaire manifeste une tendance très marquée à s'affranchir de l'action du marché et de l'influence du chômage.

Quels sont donc les facteurs qui s'y interposent ?

D'abord, c'est l'assurance qui est un cran d'arrêt contre la pression excessive du chômage sur le niveau de la rétribution de ceux qui travaillent. Les offices d'assurances ont délivré aux sans-travail pendant les cinq dernières années et demie (1) 308.716.576 zlotys d'allocations de chômage aux ouvriers et 65.964.009 zlotys aux travailleurs intellectuels. C'est cependant trop peu pour satisfaire tous les chômeurs, et par suite l'offre de travail augmente rapidement, comme le démontrent les données suivantes concernant l'activité des bureaux de placement durant les six premiers mois de l'année 1932 :

DEMANDE D'EMPLOI A LA FIN DE CHAQUE MOIS

I	II	III	IV	V	VI
338.434	350.145	360.031	339.773	306.801	264.147
PLACEMENT AU COURS DU MOIS					
12.995	12.878	14.550	25.355	32.726	31.327

(2)

(1) Pendant les années 1929, 1930 et 1931 et le premier semestre de 1932, Statistique du Travail, 1932, page 427.

(2) *Idem*, pages 196 et 297.

Mais malgré tout, les taux des salaires se sont maintenus presque à leur ancien niveau. En tout cas, ils ont baissé entre temps beaucoup moins que cela aurait dû théoriquement résulter de la conjoncture. L'explication de ce phénomène se retrouve, en dernière analyse, dans le syndicalisme. La grève ou même une simple menace de grève, les contrats collectifs du travail conclus pour une longue échéance, l'arbitrage et toute autre intervention entre patrons et ouvriers agissent contre les tendances à la baisse.



La crise actuelle se prolongeant et affectant gravement le monde tout entier a remis à l'ordre du jour des controverses aiguës autour des doctrines libéralistes. La question de savoir quelles sont les répercussions du mouvement syndicaliste et de l'intervention en faveur des sans-travail sur les rapports économiques, a été surtout très discutée au cours des dernières années.

En France, un des plus remarquables adeptes du néolibéralisme orthodoxe, M. Rueff, a soutenu dans une thèse qui eut un grand retentissement que l'intervention, tellement avantageuse pour les ouvriers, va à l'encontre des intérêts généraux. Sur les arguments empruntés aux faits récents de l'Angleterre, il a érigé une théorie dite du chômage perpétuel. Le savant économiste démontre notamment, par des méthodes statistiques, que l'action des syndicats d'une part et l'assurance-chômage d'autre part, empêchent les salaires de suivre la baisse des prix de gros, que l'immobilisation des salaires rend impossible la réadaptation du mécanisme économique troublé

par la crise et engendre par suite le chômage perpétuel (1).

Telle est la thèse qui a été cependant très sévèrement critiquée. En particulier, elle est réfutée par M. le professeur Henri Noyelle (2) et par M. Roger Picard (3).

A vrai dire, tout ce débat d'opinions savantes dépasse notre sujet. Seulement, nous avons fait dans le présent chapitre quelques observations qui approuvent la thèse de M. Rueff en ce qui concerne la tendance des salaires à se stabiliser sous l'action syndicale et sous l'influence des allocations-chômage. Mais cela ne veut pas dire que nous devons approuver la théorie de M. Rueff jusqu'au bout et que ses conclusions définitives trouvent une confirmation dans la réalité de l'économie polonaise. C'est donc pour dissiper toute confusion possible, dans la façon d'interpréter les faits exposés, que nous croyons utile de compléter le chapitre par les remarques suivantes.

En Pologne, la disparité signalée entre les salaires et les prix de gros, n'a aucune importance pratique pour le redressement de l'équilibre, parce que les bas salaires pratiqués en Pologne ne constituent qu'un faible élément du coût de revient global de la production.

La statistique a révélé que dans 38 branches industrielles, en 1929 et en 1930, les frais de la main-d'œuvre ont varié entre 2 et 37 % par rapport à la valeur de leur production respective (4).

(1) J. Rueff, « L'Assurance-chômage, cause du chômage permanent », *Revue d'Economie Politique*, 1931, pages 211-251.

(2) H. Noyelle, « Droits des chômeurs et la loi économique », *Rev. Econ. Intern.*, 1932, p. 235-267.

(3) Picard Roger, *Rev. d'Econ. Polit.*, 1931, p. 1568-1588.

(4) *Statistique du Travail*, 1932, p. 169-170.

Ces variations se sont présentées ainsi :

entre 2 et 10 % dans 8 branches,
entre 10 et 15 % dans 14 branches,
entre 15 et 20 % dans 6 branches,
entre 20 et 30 % dans 6 branches,
entre 30 et 37 % dans 3 branches.

Les industries les plus importantes pour la consommation immédiate, telles que l'industrie de l'alimentation, des textiles, des cuirs, des vêtements et chaussures, etc. se sont placées dans les deux premiers groupes. Approximativement on peut admettre que la moyenne de ce rapport oscille autour du pourcentage de 15 %.

Supposons maintenant, d'accord avec M. Rueff, qu'en l'absence des syndicats et à défaut de l'assurance-chômage, les salaires, par une tendance naturelle, doivent nécessairement s'ajuster aux pris de gros. Dans cette hypothèse, les salaires auraient dû se fixer en Pologne, en 1932, à un niveau inférieur de 32 % à celui de 1927, c'est-à-dire au niveau auquel se sont alors arrêtés les prix de gros. Mais cette baisse des salaires si formidable pour les travailleurs n'amènera pas le salut qu'attend le néolibéralisme, car atteignant à peine 5 pour cent du coût global de revient (32 % de l'élément travail qui s'élève en moyenne à 15 % de la valeur de la production), elle est insuffisante pour rétablir l'ordre normal dans la vie déséquilibrée. Cela est incontestable, lorsqu'on considère que la baisse des prix se produisant dans des limites même beaucoup plus amples ne contribue aucunement à accroître la demande des marchandises. Et pour le redressement économique, il s'agit justement de stimuler la demande.

Admettons néanmoins que les observations de M. Rueff

soient fondées. Il faut et il suffit donc d'imposer aux ouvriers certains sacrifices pour remédier aux maux économiques. Mais alors, répétons-le après M. Noyelle (1), deux questions se posent :

« Combien de temps faudra-t-il pour que, par la baisse des salaires, l'économie revienne à l'équilibre ? »

« Et à quel niveau les salaires devront-ils s'abaisser pour que cet équilibre se réalise ? »

Le problème doit être encore examiné d'un autre point de vue.

Le salaire, comme le dit M. Picard, « est bien un élément du prix de revient. Mais il est aussi autre chose qu'un prix, qu'un élément purement mathématique dans une équation de l'équilibre. Il est un revenu correspondant aux nécessités vitales de certains hommes, à la satisfaction des besoins primaires et acquis » (2).

Bref, le travail doit suffire à l'ouvrier pour son entretien. Il faut, par conséquent, mettre le salaire en relation avec les prix de détail qui ne suivent nulle part la courbe des prix de gros. En Pologne, le coût de la vie a diminué en 1932 par rapport à 1927 de 15 à 20 %, alors que les prix de gros se sont abaissés de 32 %.

Pourtant, avec les taux des salaires à peu près les mêmes qu'en 1927, et bien que la vie soit devenue meilleur marché, l'état matériel des masses ouvrières s'est aggravé. Cet état a été provoqué par le chômage partiel. La semaine de travail ne dépasse pas en moyenne 40 heures et n'est évidemment payée que pour cette durée de travail. D'ailleurs, nous savons que même en 1927 l'ouvrier moyen ne pouvait pas arriver à gagner le minimum nécessaire à son existence. Pour entretenir sa fa-

(1) H. Noyelle, *Revue Economique Internationale*, p. 251.

(2) *Rev. d'Econ. Pol.*, p. 1.578.

mille l'ouvrier est toujours obligé d'envoyer à l'usine sa femme et ses enfants mineurs.

Dans ces conditions, appliquer aux salaires des compressions excessives et laisser en même temps les prix de détail suivre leur marche ralentie, c'est réduire les masses ouvrières à la famine. Au lieu de travailler pour rien, l'ouvrier préférera vivre pour rien, si misérable que soit cette existence. Il préférera alors être en chômage qui procure des allocations allant de 30 à 50 % du salaire, et donne encore, parfois, d'autres avantages, par exemple, une suspension temporaire du paiement du loyer.

Et dans ces conditions hypothétiques, les abus du chômage, qui jusqu'à présent ne pouvaient être reprochés aux travailleurs polonais, commenceront à sévir, malgré toute la rigueur des prescriptions et du contrôle. Evidemment, contre « la dole » il reste une mesure radicale : supprimer l'assurance, comme le préconise M. Rueff, en réclamant la révocation des mesures qui immobilisent les salaires (1). C'est bien le pivot de sa thèse.

Mais les ouvriers consentiront-ils à mourir de faim dans l'attente tranquille des jours plus heureux, quand le capitalisme gravement atteint, sera régénéré ?

M. Noyelle remarque avec une mordante ironie :
« Reste à savoir si certaines fluctuations dues à certaines
« circonstances n'entraînent pas des répercussions so-
« ciales d'une telle gravité que les ouvriers seraient ex-
« cusables de se révolter faute de comprendre qu'ils ont
« le devoir de vivre au ralenti, ou même de disparaître
« par égard pour la loi économique » (2).

Justement, il est à craindre qu'avant que l'équilibre

(1) Revue d'Econ. Pol., 1931, p. 241.

(2) Noyelle, *Op. cit.*, Revue Econ. Intern., p. 251.

économique se rétablisse par des moyens ainsi suggérés, un autre équilibre soit bouleversé : l'équilibre du régime social actuel qui, lui aussi, doit être toutefois pris en considération par les néo-libéralistes, comme une des conditions nécessaires pour que leur loi économique puisse se redresser et fonctionner.

Ajoutons, pour terminer ce chapitre, qu'en Pologne, les industriels réclament depuis longtemps la « révocation des mesures favorisant le travail. » Mais là, il ne s'agit pas seulement de l'assurance-chômage. Les patrons polonais sont plus logiques. Ils exigent que les lois sur la durée du travail et toutes les charges de l'assurance sociale soient supprimées. Mais le gouvernement polonais se rend bien compte de la réalité et des nécessités sociales. Il s'efforce de majorer les fonds du secours-chômage et étend, par de nombreuses lois spéciales, le bénéfice des allocations aux sans-travail partiels pour suppléer leurs gains diminués sans aucune faute de leur part.

Passons maintenant à la démonstration de quelques détails concernant l'action des syndicats.

TROISIÈME PARTIE

Les Syndicats à l'œuvre

CHAPITRE I

Action de grève

S'agit-il de l'action syndicale de grande envergure, c'est sur les grèves que l'attention doit être spécialement portée. Il nous semble néanmoins que cette manière de voir implique une certaine erreur, parce que la grève, comme procédé d'action appliqué par les groupements professionnels pour faire triompher leurs revendications, ne mérite pas de nos jours la place qu'on lui prête habituellement dans de pareilles études, et nous verrons un peu plus tard que l'objection est bien fondée. Si malgré cela, nous faisons passer la grève au premier plan, c'est que de toutes les données dont nous disposons pour caractériser l'activité des syndicats ouvriers en Pologne, celles qui concernent les grèves sont les plus vérifiées et les plus complètes. Ajoutons que l'exception si flatteuse pour la statistique en matière de grèves ne peut pas nous surprendre, d'autant plus qu'elle est due à la force de la loi : En effet, un arrêté du Conseil des Ministres du 8 février 1921 (*Journal des Lois* de la République Polonaise du 10/11.1921, N° 16, pos. 94) a imposé aux ateliers et aux entreprises privées l'obligation de communiquer à l'inspection du travail tout cas de grève ou de lock-out. Et dès lors les inspecteurs du travail ont la faculté de transmettre à l'office de la statistique des renseignements

détaillés sur le mouvement des grèves. Nous aurons donc la satisfaction de pouvoir opérer pour une fois avec des chiffres aussi exacts que possible.

Après avoir dressé les tableaux sur le changement des conjonctures (1), il nous semble inutile de faire une esquisse du milieu économique dans lequel les grèves se sont produites. Mais il est encore un autre milieu, le milieu juridique dont on doit tenir compte également, et c'est à ce sujet que nous allons présenter quelques remarques préliminaires.

On admettra que les lois syndicales ont leur raison d'être dans la nécessité sociale de protéger le travail contre les excès de l'individualisme économique contemporain qui, s'il était libéré de tout frein, aboutirait aux abus de forces sans merci. Mais la loi s'interposant pour défendre les intérêts des plus faibles contre l'incursion égoïste des plus forts, ne suffit pas dans beaucoup de cas à elle toute seule. Il est nécessaire que les travailleurs, dans leurs rencontres de tous les jours avec les patrons, puissent tout d'abord se défendre eux-mêmes. Et justement, c'est par là, par la reconnaissance de droit des ouvriers à la défense collective de leurs intérêts, que la législation moderne a débuté dans l'œuvre protectrice du travail. Rappelons ici l'exemple de la législation française qui, en 1864, donc bien avant l'établissement du libre régime du syndicalisme et avant qu'elle ait commencé à édicter les mesures protégeant effectivement le monde ouvrier, a supprimé du code pénal les restrictions relatives aux coalitions des travailleurs. En donnant ainsi l'impulsion aux coalitions, la loi a reconnu

(1) Voir *supra*, pages 117-124.

implicitement la légitime défense que la grève peut assurer aux masses laborieuses.

En ce qui concerne la Pologne, nous savons que le décret du 8 février 1919 a passé sous silence la question de la grève. D'autre part, la liberté de coalition a été garantie par la loi constitutionnelle du 17 mars 1921 (art. 108), ce qui favorise concurremment avec ledit décret le mouvement professionnel. Cependant, la faculté de l'action par la grève est limitée par deux articles du code pénal russe de 1903 qui est actuellement en vigueur en Pologne. Ce sont les articles 367 et 368 dont voici les dispositions respectives.

Art. 367. — « Les travailleurs des usines, des fabriques, « de l'industrie minière, des ateliers de chemins de fer, « des ports ou de toute autre entreprise dont la suspension du fonctionnement peut avoir des conséquences « désavantageuses pour les intérêts de la population locale, s'ils sont responsables d'avoir abandonné le travail à la suite d'une entente collective effectuée dans « le but de forcer l'entrepreneur soit à hausser les salaires, soit à changer les autres conditions du contrat « de travail avant son expiration, seront punis d'une « peine d'emprisonnement jusqu'à six mois ».

Art. 638. — « Les personnes coupables d'avoir incité les « ouvriers à l'entente prévue par l'art. 367, bien que « n'étant pas des travailleurs, seront punies, si l'entente « est réalisée, d'un emprisonnement de 1 à 6 ans.

« Lorsque l'instigateur n'est pas un ouvrier et que l'entente n'a pas eu lieu, il sera puni d'un emprisonnement. »

Remarquons que, d'après les prescriptions provisoires relatives à l'application du code pénal de 1903 sur le ter-

ritoire de l'Etat Polonais, la peine de la réclusion dont le terme n'est pas défini dans le code peut être infligée par les tribunaux correctionnels pour un temps allant de deux semaines à six ans. La liberté des grèves ne serait donc pas absolue. Le code pénal autorise toujours le procureur à intervenir, lorsque les ouvriers tentent, par une action de grève, de se dégager du contrat de travail qui ne correspond plus à leurs besoins et à leurs intérêts vitaux. C'est surtout sur les promoteurs de la grève que pèse en l'espèce la menace de sévères sanctions. Cette menace de représailles pour la propagande de grève, n'explique-t-elle pas pourquoi les syndicats ont été astreints d'éviter dans leurs statuts toute formule sur les préparatifs de la grève et de se borner dans ce domaine seulement à secourir matériellement les grévistes ?

Il est vrai que les magistrats font rarement usage des articles 367 et 368. Cependant la statistique criminelle démontre que chaque année il y a des poursuites en justice et des condamnations prononcées pour cause de grève. Ainsi ont été notées :

en 1921	8 interventions	du procureur		
" 1922	2	"	"	"
" 1923	2	"	"	"
" 1924	2	"	"	"
" 1925	1	"	"	"
" 1926	1	"	"	"
" 1927	1	"	"	"
" 1928	1	"	"	"
" 1929	3	"	"	"
" 1930	1	"	"	"
" 1931	1	"	"	"

Citons encore une autre sorte de représailles contre les grévistes : l'intervention de la police qui est d'un usage plus fréquent que celle du procureur. Ainsi, dans le même ordre chronologique, nous pouvons noter pour chaque année respectivement 65, 44, 77, 65, 20, 59, 46, 71, 48, 32 et 38 cas où la police est intervenue.

Ces chiffres sont pourtant insuffisants pour faire ressortir l'idée de répression réellement appliquée contre les grévistes. Les rapports annuels des syndicats sont, eux aussi, loin d'être complets sur ce point ; mais les renseignements communiqués à ce sujet pour une simple orientation laissent supposer que la liberté de coalition est beaucoup plus restreinte en fait qu'en droit.

Pour illustrer ce que l'intervention de la police signifie réellement, citons quelques exemples tirés au hasard des comptes rendus des syndicats.

Pendant la grève générale proclamée le 16 octobre 1919 par les travailleurs agricoles, furent appréhendés 4750 membres de l'organisation professionnelle dont 300 personnes ont été condamnées à un emprisonnement allant d'une semaine à 1 an. La « moisson » ne fut pas moins féconde pendant la grève du mois d'octobre 1921 organisée par les mêmes syndicats dans les départements de Poznanie et de Poméranie. Plusieurs arrestations furent opérées parmi les syndiqués, contre lesquels nombre de procès furent intentés ; la peine de réclusion fut prononcée contre 157 grévistes. De même, en 1925, furent arrêtés 231 grévistes, toujours parmi les travailleurs agricoles, et contre les appréhendés 162 condamnations furent prononcées par les tribunaux correctionnels (1).

La Commission Centrale des Syndicats Fédérés dé-

(1) Syndicats des Travailleurs Agricoles, *Op. cit.*, pages 39-49.

nonce et flétrit dans ses résolutions les mesures de violence prises pour réprimer les grévistes. Voilà ce que nous lisons dans certaines de ces résolutions :

« ...Occupation par l'armée des usines à Starachowice
« et à Ostrowiec ; le massacre et la fusillade des travail-
« leurs à Lodz et à Czenstochowa ; arrestations en
« masses et cruautés exercées sur les ouvriers de Bielsko.
« (Résolution du 19 juillet 1923).

« En mars 1924, pendant la grève des mineurs, la po-
« lice tentait une fois encore par son intervention san-
« glante de contraindre les ouvriers à la reprise du tra-
« vail ».

« Dernièrement, la police a attaqué d'une manière sans
« exemple les paisibles tisserands en grève de Pabjanice
« et les mineurs du bassin de Dombrowa en assassinant
« plusieurs ouvriers ». (Résolution du 7 avril 1924) (1).

« Au début de l'année 1927, sur le territoire de Nad-
« worna, des arrestations parmi les grévistes ont été
« opérées. En même temps furent appréhendés les ou-
« vriers à Glowaczew près de Radom, pendant la grève
« dans l'industrie des cuirs. L'arrêt des membres du co-
« mité des grévistes avait pour effet d'anéantir la grève ».

« Les ouvriers meuniers à Lwow furent atteints par les
« mêmes répressions, à la fin de 1927, durant la grève ».

« En juillet 1928 eut lieu une intervention de la police
« au cours de la grève qui s'était produite à Varsovie,
« dans l'usine de M. L. Les grévistes furent torturés. »

« La même année, pendant la grève dans l'entreprise
« d'un nommé Konopacki à Szczuczyn-Niski, arrondisse-
« ment de Nowogrodek, plusieurs ouvriers furent incar-
« cérés dont quelques-uns seulement furent remis en li-

(1) Commission Centrale, Compte rendu, 1925, pages 133-148.

« berté après quelques semaines de détention, tandis
« que les autres, mis en accusation, furent consignés à
« la disposition de la justice. » (1).

La liste de semblables actes de répression pourrait être prolongée. Mais il est déjà suffisamment clair, par ce que nous venons de citer, que les travailleurs ne sont pas toujours libres de défendre leur cause économique, les bras croisés. A part la responsabilité pénale engagée par les articles cités et qui ne peut être invoquée que très rarement, les ouvriers ont à supporter des mesures vexatoires de la part de la police qui se range souvent du côté des patrons et qui, par des répressions appliquées ou simplement par une menace de répression, exerce sur les grévistes une influence déprimante, en contribuant ainsi à leur mise en échec.

N'est-il pas évident que la liberté de coalition, devant rétablir l'égalité des forces et des chances entre les antagonistes économiques, a été déjouée, dans un grand nombre de cas, certainement au préjudice des plus faibles, c'est-à-dire des travailleurs ?

Pourtant, aucune mesure répressive ne parviendra à supprimer les causes qui poussent les ouvriers à la grève. Et les grèves se produisent en immobilisant parfois des centaines d'entreprises et des centaines de milliers de bras. Voyons donc comment elles se sont déroulées.

Dans le premier tableau qui suit, nous retrouvons les renseignements les plus généraux sur les grèves en Pologne pour la période comprise entre 1921 et 1931.

A première vue, la comparaison de ces données avec la courbe des taux du salaire nominal révèle que le mouvement des salaires et le mouvement des grèves man-

(1) Compte rendu de la Commission Centrale, 1929, pages 232-243.

quent de relations régulières. De plus, elle accuse un défaut de synchronisme constant des tendances qui se manifestent dans l'un et dans l'autre cas.

Relevé composé du mouvement des grèves, du chômage et des salaires

Années	Taux des salaires		Nombre de chômeurs en 1000	Nombre de grèves	Nombre d'établissements atteints par la grève	Nombre total de grévistes en 1000	Journées de travail perdues par suite des grèves en 1000
	Nominaux	Réels					
1921	38,4	67,7	131	720	9143	479	4,118
1922	42,8	88,1	161	800	8093	607	4,630
1923	51,0	87,0	103	1263	7451	849	6,379
1924	119,3	105,6	164	915	5400	564	6,545
1925	119,0	102,2	262	532	1910	149	1,285
1926	85,6	94,7	374	590	2827	145	1,423
1927	100,0	100,0	226	623	3855	236	2,455
1928	109,9	106,4	175	776	5242	354	2,788
1929	119,3	113,1	173	505	4055	218	994
1930	120,9	121,4	298	332	1666	50	368
1931	118,7	132,2	400	359	1157	107	592

Ainsi en 1924, 1929 et 1930, le nombre des grèves et des grévistes a fort diminué par rapport à chaque année précédente, alors que les indices du salaire, nominal et réel, ont considérablement augmenté. On constate une tendance inverse en 1926 en comparaison avec l'année 1925 et en 1931 par rapport à 1930. Au contraire, les données relatives aux années 1922, 1923, 1927 et 1928 démontrent que les deux mouvements ont été engagés dans la même direction, en témoignant ainsi de la solidarité et de la simultanéité qui se sont alors établies entre l'évolution des deux courbes.

La discordance est encore plus marquée, lorsqu'on passe à l'examen des faits dans des branches industrielles particulières. C'est seulement par hasard que les

tendances dans le mouvement des grèves et des salaires coïncident, tandis qu'en général elles se seraient développées indépendamment les unes des autres.

Mais essayons d'approfondir l'analyse. La confrontation que nous venons d'entreprendre ne serait concluante que dans l'hypothèse où chaque cas de grève aurait pour cause les revendications relatives aux salaires, ce qui ne correspond pas à la réalité. Le salaire figurant, en général, en tête des problèmes amenant pour la plupart de graves différends et la suspension collective du travail, n'est cependant pas la cause exclusive qui provoque la grève.

Outre la rétribution du travail, les ouvriers ont encore une foule d'autres réclamations se rattachant directement aux problèmes du travail à propos desquelles ils se voient parfois contraints de quitter les ateliers. Ils empêchent la marche normale de l'entreprise, s'ils ne parviennent pas à l'immobiliser entièrement, jusqu'à ce que satisfaction soit donnée à leur demande concernant tantôt le salaire, tantôt la durée du travail, tantôt la reconnaissance des organisations professionnelles, etc. Il y a aussi quantité de grèves déclanchées pour des raisons politiques et pour manifester l'idée de solidarité ouvrière.

Or, parmi ces diverses causes qui ont donné l'impulsion initiale à la grève, les problèmes des salaires, en ce qui les concerne, se sont élevés (1) :

en 1923 à	92,5	pour cent
" 1924 "	46,6	" "
" 1925 "	65,1	" "
" 1926 "	75,8	" "

(1) D'après les données citées par Janina Ettinger : « Statistique du Travail », 1931, page 268 et 1932, page 423.

"	1927	à	866,4	pour cent
"	1928	"	63,1	" "
"	1929	"	29,7	" "
"	1930	"	53,3	" "
"	1931	"	83,0	" "

Donc, la prédominance des revendications de ce chef dans les grèves en 1923, 1927, 1928 et 1930 doit être interprétée en faveur de la conformité des deux mouvements, celui des taux des salaires et celui de l'action des grèves. En outre, le même élément ayant été mêlé dans une très grande proportion aux différends qui provoquèrent les grèves de 1925, 1926 et 1931, c'est-à-dire pendant les années de dépression économique, peut confirmer notre supposition que la grève est un instrument applicable aussi bien en vue d'accélérer la hausse que d'entraver la baisse des salaires (1).

Une autre démonstration affirmera encore mieux la régularité des relations entre le niveau changeant des salaires d'une part et l'intensité des grèves d'autre part. Celle-ci serait présentée par les indices dits de la « gravité des conflits du travail », établis en Pologne pour les années 1923 à 1929.

Le calcul de ces indices porte sur le nombre de grévistes et d'ouvriers lock-outés et sur la durée des grèves et des lock-outs par rapport à la totalité des journées de travail effectuées au cours de chaque année. En exprimant ainsi l'importance relative de la perte causée à l'économie nationale par les grèves, ces indices comportent deux appréciations : celle de la demande totale de travail et celle de la persistance des travailleurs dans leurs revendications. Ces deux phénomènes, le premier en règle générale et l'autre par hypothèse, auraient une

(1) Voir *supra*, introduction, page 16.

action sur le taux des salaires. « La gravité des conflits » ainsi établie sera donc de nature à donner des indications beaucoup plus précises pour nos recherches que les chiffres primitifs des grévistes et des grèves. Seulement, la méthode appliquée à définir l'effectif total du travail, par le moyen du nombre de journées-ouvrières, implique quelques réserves en ce qu'elle ne s'appuie pas sur les observations réelles, mais sur des estimations théoriques. Toutefois, nous croyons que les indices en question expriment une tendance bien probable, et voici comment ils se présentent.

INDICES DE LA GRAVITÉ DES CONFLITS DU TRAVAIL

(Pourcentage des journées de travail perdues par rapport au nombre théorique des journées effectuées (1)) :

1923	8,1
1924	9,4
1925	1,8
1926	2,0
1927	3,2
1928	3,2
1929	1,2

Sans être proportionnel aux indices des salaires des mêmes années, ces chiffres révèlent cependant une concordance des tendances, sauf pour l'année 1926 où à l'accroissement de la gravité des conflits correspond une baisse des taux moyens des salaires nominaux et réels.

Par contre, la courbe des salaires mise en comparaison avec les données relatives aux succès remportés par les grévistes ne fait pas ressortir qu'il existe de relations visibles.

(1) Janina Ettinger, *Statistique du Travail*, 1930, pages 227-237.

Ces dernières données que l'on pourrait appeler « indices de réussite des grèves », nous les avons établies comme rapport, exprimé en pourcentage, entre les grèves terminées par un succès complet ou partiel et le nombre total des grèves. Elles se présentent comme suit :

Années	Indices de réussite des grèves
1921	67,6
1922	78,2
1923	75,45
1924	64,04
1925	66,16
1926	68,98
1927	73,84
1928	74,21
1929	71,28
1930	66,46
1931	70,49

On voit que seulement, dans l'intervalle de temps compris entre 1926 et 1930, a dominé la tendance de conformité avec l'évolution de la courbe des salaires. Le manque de cette conformité pour les autres indices peut être interprété différemment. Nous nous en abstenons, faute de pouvoir entrer dans des détails. Soulignons simplement le fait que, en 1931, bien que la crise commençât alors à sévir, les conquêtes des grévistes atteignirent néanmoins un très haut degré. Le fait remarquable, c'est que durant cette année marquée par un ralentissement des affaires les ouvriers évidemment n'ont pas demandé des majorations, mais, au contraire, leur effort visa à contrecarrer la tendance à la baisse, et à prendre soin qu'il fût bien efficace.

Mais que la concordance y soit démontrée ou non,

cette question n'est pas pour nous définitive. Nous envisageons les variations des salaires principalement sous l'angle syndical. Il serait donc nécessaire d'établir quelle est la part du syndicalisme dans les grèves.

Nous ne possédons que trop peu de statistiques pouvant nous renseigner directement sur ce sujet. Ce sont notamment les chiffres communiqués par la Fédération des Syndicats socialistes (1). Ainsi, toutes les organisations adhérant à ladite fédération ont effectué :

1.	durant les années 1922-24	1191	grèves	sur un total de	2978
2.	— l'année 1925	208	—	—	532
3.	— — 1926	180	—	—	590
4.	— — 1927	237	—	—	623
5.	— — 1928	418	—	—	776

L'intervention des syndicats y serait donc très forte. Mais toute autre serait l'image rétablie d'après les statistiques portant sur les moyens de la liquidation des grèves.

(1) Commission Centrale, *Op. cit.*, 1925, page 233 ; 1929, pages 366-369.

Liquidation des grèves

Années	Intervention des syndicats professionnels		Négociations directes entre patrons et ouvriers		Intervention des inspecteurs du travail		Intervention des autorités administratives		Commissions de conciliation et d'arbitrage	
	Grèves	Grévistes en 1000	Grèves	Grévistes en 1000	Grèves	Grévistes en 1000	Grèves	Grévistes en 1000	Grèves	Grévistes en 1000
1921	443	328,5	152	79,4	300	225,5	52	94,6	21	8,4
1922	340	519,3	322	48,7	228	300,2	34	30,3	20	125,0
1923	472	679,3	593	112,3	392	443,8	59	471,4	18	14,4
1924	321	463,5	438	75,5	285	401,8	54	253,1	21	247,8
1925	133	84,5	288	47,3	152	84,3	23	16,0	8	4,6
1926	208	70,5	264	30,5	176	65,0	23	16,6	8	6,3
1927	216	152,5	260	47,7	211	155,1	45	30,8	8	86,0
1928	268	333,8	302	71,7	289	235,5	33	12,3	15	3,1
1929	172	168,7	201	28,8	184	44,0	34	19,8	4	1,4
1930	150	22,3	105	17,7	120	15,9	5	1,4	2	0,2
1931	119	41,4	165	36,6	137	30,0	17	13,2	3	1,8(1)

(1) Statistique du Travail, 1932, page 422.

Ces données sont très significatives et non moins étonnantes. On aurait pu s'attendre à une autre composition du tableau en admettant *a priori* que la grève, si elle n'identifie pas la quintessence du mouvement professionnel, serait un de ces procédés qui pousse l'action collective des travailleurs sous l'égide du syndicalisme. Sans doute, ces données ne se rapportent qu'à l'étape finale des grèves. Il est pourtant difficile de soutenir que l'ingérence des syndicats serait plus forte au début des grèves, car on ne peut pas s'imaginer que les syndicats, après avoir retiré leurs membres des ateliers, les abandonnent ensuite en les laissant se débrouiller par leurs propres moyens. C'est l'inverse qui serait plus vraisemblable. Il faut donc admettre ces données comme représentant à peu près l'initiative totale que les syndicats ont pu manifester sur le terrain des grèves. On voit que, par rapport à l'ensemble des autres facteurs qui y prennent part, la position des syndicats n'est nullement dominante. Comment donc expliquer cette faiblesse de l'intervention du syndicalisme ? Nous croyons qu'on ne saurait interpréter correctement le tableau ci-dessus qu'à l'aide des observations présentées dans notre première partie et qui visaient les effets de la division d'une part et l'insuffisance du développement du syndicalisme polonais d'autre part. Les masses des salariés restant hors des cadres professionnellement organisés, soit plus des trois quarts, peuvent profiter des avantages de l'intervention syndicaliste seulement par incidence. Mais, en général, elles sont contraintes de se débattre elles-mêmes et, là où leurs propres forces sont insuffisantes, elles cherchent à s'aider par l'intervention des inspecteurs du travail, en leur manifestant la plus grande confiance. Au besoin elles se réfèrent aux organes supé-

rieurs de l'administration publique. En somme, les renseignements fournis par la statistique des grèves démontrent une fois de plus que notre syndicalisme est pour le moment encore trop étroit et fragile pour servir de base unique à l'action professionnelle de la classe ouvrière polonaise tout entière.

On arrive à des conclusions particulièrement intéressantes en examinant les résultats des grèves classées d'après leur durée. Ces données, portant sur la durée moyenne d'une grève, nous les avons déduites des nombres respectifs des journées de travail perdues, divisés par le nombre de grévistes :

Année	Durée moyenne de jours d'une grève :		
	Gagnée entièrement	Gagnée partiellement	échouée
1927	6,3	12,1	5,2
1928	4,0	10,0	6,0
1929	7,1	12,7	1,1
1930	3,4	7,7	5,4 (1)
La moyenne pour 4 ans	5,2	10,7	4,4

Le fait que les ouvriers arrivent aux résultats les plus avantageux au terme des conflits ayant une durée relativement courte, s'explique facilement, lorsqu'on considère que les conquêtes rapidement remportées par les grévistes se sont principalement déroulées dans les branches de la production ne souffrant pas un long arrêt. Tels sont les cas des hauts fourneaux, des boulangeries, des imprimeries des périodiques, des entreprises fabriquant des produits périssables, etc. Dans d'autres

(1) Moyenne pour 96 grèves sur 99.

cas, les grèves se terminent par des transactions, si les ouvriers sont capables de persévérer dans l'effort d'opposition. Au contraire, l'échec est le résultat final le plus fréquent, et c'est le résultat d'environ trente pour cent de toutes les grèves, lorsque les travailleurs ne parviennent à déployer qu'une résistance de courte haleine.

Que l'émiettement du syndicalisme ait des répercussions néfastes sur l'issue des grèves, cela peut facilement se concevoir. Les statistiques en matière de liquidation des grèves nous en donnent un exemple éloquent. En plus des faits déjà relatés, soulignons encore un détail singulièrement curieux. C'est que l'intervention des syndicats, dans les négociations finales des grévistes avec leurs employeurs, est plus rare dans les régions de l'ouest que dans les départements du centre. Et c'est là, sur le territoire de l'ancien tronçon prussien, que la subdivision du mouvement professionnel est parmi les ouvriers la plus avancée.

Ainsi les syndicats ouvriers ont réussi, grâce à leur propre intervention, à établir l'accord terminant les grèves pendant l'année 1931 :

1° En Poznanie, en Poméranie et dans la Haute-Silésie, dans 21 cas, soit 22 pour cent du nombre total des grèves de ces provinces ;

2° En même temps, cette intervention s'est élevée à 28 pour cent dans les régions centrales (1).

Nous n'accordons pas une grande importance aux exemples fragmentaires, comme méthode de démonstration. Nous leur préférons toujours des criteriums généraux. Mais parfois une citation des faits peut être

(1) D'après les tableaux de l'Office Central de la Statistique du Travail, 1932, page 422.

utile pour expliquer justement une tendance générale. Or, les effets négatifs de la division syndicaliste, définis jusqu'ici en grande partie statistiquement, se confirment, en outre, dans les exemples particuliers qui suivent. Notons que la diversité des tendances politiques et syndicalistes s'affrontant au sein des coalitions a provoqué l'échec des ouvriers pendant les grèves à Jeziorno (après 13 semaines de persistance), à Zyrardow, à Varsovie dans l'industrie du bâtiment, dans les hauts fourneaux de la région de Sosnowice (1). Plusieurs fois l'action des travailleurs agricoles fut anéantie par suite des controverses entre les syndicats socialistes et l'Union Polonaise (2).

De l'étude qui précède, il est donc permis de conclure que le fiasco des grèves s'explique, partiellement du moins, par la dislocation syndicaliste qui a affaibli la capacité de persistance des ouvriers polonais.

(1) Commission Centrale, 1929, *Op. cit.*, pages 328 et 329.

(2) Syndicats des travailleurs agricoles, *Op. cit.*, pages 45-48.

CHAPITRE II

Conventions collectives du travail

On aurait tort de prétendre que l'essentiel dans le syndicalisme, en ce qui touche les modalités de son action, c'est la grève. Tel serait le point de vue propre à expliquer le but des anciennes coalitions qui se sont formées hors la loi. Leur force ne pouvait alors se manifester, dans les rencontres sporadiques avec le patronat, que par l'abandon collectif du travail et par le sabotage. Mais depuis que les ouvriers ont reconquis la reconnaissance juridique de leurs associations professionnelles, celles-ci se mettent à exercer une influence permanente sur les rapports du travail. Le trait remarquable caractérisant le syndicalisme moderne apparaît visiblement dans le fait du contact qui tend à s'établir d'une façon régulière entre employeurs et ouvriers, tous deux organisés.

Naturellement, les programmes syndicaux portent par principe la grève en tête des mesures préconisées. Mais on tâche pourtant d'y recourir le moins possible, car la grève est considérée très justement comme une arme à deux tranchants. D'ailleurs, nous avons cité dans notre introduction certaines données approuvant expressément ces observations. Partout, les nombres des grèves sont notablement dépassés par les conventions

collectives. Tel est même le cas des associations rouges qui sont plus que les autres inspirées de l'idée de lutte. Il est signalé, en outre, que l'action de grève est d'une façon encore plus considérable distancée par le nombre total d'interventions de toutes sortes ayant pour objet soit de régler les conflits, soit de les prévenir.

Citons encore ici une observation faite à ce sujet par la Commission Centrale des Syndicats Fédérés dans son compte rendu de 1929 :

« Il faut constater qu'en rapport avec le renforcement
« de notre organisation la majeure partie des actions
« visant les salaires ont été effectuées, au cours des
« dernières années, par voie de négociations. Seulement
« dans le cas d'opposition singulière de la part des pa-
« trons, nos syndicats ont été forcés d'aborder la
« grève » (1).

Il serait donc loisible de dire que le syndicalisme fait naître une tendance vers l'apaisement des rapports sociaux, bien que toujours tendus. Une atmosphère favorable à l'entente sur le fondement de concessions bilatérales se crée des deux côtés. Les patrons s'accoutument peu à peu à l'ingérence des syndicats. Appréciant leur influence, ils commencent à les traiter comme un adversaire digne et fort avec lequel l'entente par un compromis vaut mieux que le combat ouvert. On remarque aussi que même les patrons intempérés doivent reconnaître la supériorité des syndicats considérés du moins comme un mal nécessaire. De leur côté, les syndicats ouvriers, à mesure qu'ils s'instruisent sur la marche du mécanisme de la production et de la répartition,

(1) Commission Centrale, *Op. cit.*, page 329.

se gardent bien de se surestimer et d'aggraver les conflits par des revendications exagérées.

De part et d'autre se dégage ainsi un élément de discipline sociale apparaissant nettement dans le contrat collectif.

Finalement, le contrat collectif du travail est le procédé préférable vers lequel se tournent les syndicats ouvriers dans leur action et cela pour de multiples raisons. En particulier, les avantages du contrat collectif du travail sont les suivants :

- 1° Il nivelle et stabilise les conditions du travail ;
- 2° Il élargit les sphères d'influence des ouvriers sur les problèmes du travail ;
- 3° Il réagit positivement, comme mesure éducative, sur les masses ouvrières en développant leur sentiment de solidarité professionnelle.

1° Le contrat collectif est le meilleur moyen pour assurer aux ouvriers une certaine stabilité de leurs conditions pendant une période plus ou moins longue. Il protège les salaires contre les mauvaises tendances provoquées par l'aggravation passagère de la conjoncture économique. En cette qualité, le contrat collectif agit comme un nivellement des conditions du travail dans le temps. Son influence positive se manifeste aussi dans l'espace. Etendu à de nombreux établissements dans les limites soit d'une ville (boulangeries), soit d'une région (industrie métallurgique) ou même de plusieurs régions (industrie pétrolière et mines de houille), la convention collective standardise les rapports du travail, en permettant aux ouvriers d'échapper aux conséquences de l'inévitable inégalité des entreprises au point de vue de la prospérité.

2° Il enseigne aux employeurs à considérer les ouvriers comme les indispensables collaborateurs conscients de leur importance dans la production et auxquels on ne peut plus imposer un règlement d'entreprise contenant des conditions à prendre ou à laisser. Le contrat collectif élève ainsi les travailleurs, dans leur position sociale, à un degré plus haut de partie contractante. Par là les ouvriers gagnent peu à peu l'accès des problèmes du travail où, jusqu'alors, régnait la volonté irréductible du patron, comme dans un domaine réservé des intérêts par excellence personnels. Aussi, les syndicats arrivent dans certains métiers, dans les imprimeries, boulangeries et ailleurs, à limiter par les conventions collectives le nombre des apprentis. Ils empêchent par suite le remplacement des ouvriers bien qualifiés par des aides secondaires et mal payés. Cette mesure vise, en outre, à régler dans l'avenir l'offre du travail, en prévenant la surabondance de la main-d'œuvre qualifiée dans les métiers, où la demande du travail reste longtemps stationnaire.

Les syndicats réussissent encore davantage à restreindre la liberté de l'entrepreneur à profiter des bas salaires dans certaines provinces pour y faire exécuter partiellement ses travaux. Tels seront les cas à noter dans les contrats collectifs de l'industrie polygraphique et du vêtement.

3° Il réagit, par son influence éducative, sur la solidarité professionnelle des masses ouvrières en leur faisant apprécier les avantages réels de l'action commune. C'est ce qui doit faciliter énormément la tâche incombant aux syndicats.

En l'absence d'un régime précis pour les contrats collectifs et de l'obligation de leur dépôt ou de leur enregistrement, il n'existe dans ce domaine aucune statistique régulière. De sorte qu'aux données relatives aux conventions collectives conclues par l'intermédiaire des inspecteurs du travail et que nous avons déjà relatées (1) nous ne pouvons rien ajouter. Mais de toutes les sources que nous avons pu consulter, il résulte que le contrat collectif domine dans la grande industrie et s'étend peu à peu à l'industrie moyenne.

Notons que jusqu'à l'heure actuelle il a manqué en Pologne une terminologie précise pour le contrat collectif. On l'appelle convention ou contrat collectif, si ses stipulations prétendent régler l'ensemble des conditions du travail. On les désigne ensuite comme un « tarif collectif », lorsqu'il ne porte que sur les salaires. Les contrats provisoires ou les modifications apportées aux anciens contrats figurent parfois sous le nom de protocoles.

Les conventions se distinguent par leurs formes ; elles ne diffèrent pas moins en ce qui a trait à leur fond.

Des stipulations essentielles qui se retrouvent présentes dans tous les contrats sans exception, il y a évidemment celles qui se rattachent au tarif des salaires et à la classification des travaux. Ensuite, certains contrats portent des clauses sur différentes allocations et les primes pour le travail à forfait et pour l'assiduité aux travaux. Les conventions collectives règlent, en outre, les heures du travail, le délai-congé et le congé payé.

Certains contrats stipulent l'obligation pour l'entreprise de ne pas congédier les grévistes et même de les

(1) Voir page 79.

rémunérer pour le temps de l'interruption des travaux durant la grève ou le lock-out. Ce sont pourtant des clauses assez rares et adoptées à la suite d'une grève conformément au verdict d'arbitrage.

Il faut mentionner à part la clause de l'échelle mobile dont l'adoption est devenue nécessaire dans la période des marks polonais inconvertibles. Le principe de la clause était de faire varier automatiquement les salaires avec le changement du coût de la vie. La question capitale de la méthode consistait alors à savoir définir équitablement les objets indispensables pour l'ouvrier et sa famille et de faire noter régulièrement leurs prix sur le marché de détail. Pour résoudre ce problème, une commission fut fondée, en 1920, auprès de l'Office de la statistique à Varsovie, chargée « des études relatives aux variations du coût de la vie des travailleurs occupés dans l'industrie et le commerce » (1). La commission se composait de 18 membres dont 6 représentants des syndicats ouvriers.

Les études portaient sur le budget d'une famille ouvrière composée de quatre membres. Les dépenses se classifiaient en 5 groupes : 1. Alimentation ; 2. Chauffage et éclairage ; 3. Logement ; 4. Hygiène et culture ; 5. Vêtement (2). Le coût global du minimum de l'existence ainsi défini est désormais régulièrement publié par l'Office de la Statistique, chaque mois, à l'aide de nombres-indices.

La clause de l'échelle mobile calquée sur le minimum d'existence n'était pas adaptée partout aux indications statistiques pures et simples. Certains contrats collectifs ont établi une méthode distincte d'évaluation de la

(1) Statistique du Travail, 1^{re} Année, fascicules 1 et 2.

(2) Commission Centrale, *Op. cit.*, 1925, page 150.

cherté de la vie. D'autres, en tenant compte des indices de la statistique, ne les ont acceptés que pour une application partielle. Mais, en général, tous les contrats de la période antérieure à la stabilisation du zloty comportaient la clause mettant le tarif des salaires en corrélation avec le coût de la vie. Ajoutons que dans les derniers temps l'échelle mobile a été, dans la plupart, abandonnée et que dès lors les salaires ont, presque partout, évolué vers des taux rigides.

Une autre clause importante doit être signalée. C'est celle qui a pour but de transformer le contrat collectif en une « charte durable destinée à prévenir les conflits futurs » (1). Tant que les différends sont inévitables à cause des divergences de l'interprétation des contrats, il est nécessaire de fonder à l'avance des commissions de conciliation et d'arbitrage auxquelles sera soumis le règlement de tout conflit éventuel. A ces fins les contrats consacrent des articles spéciaux déterminant la composition de ces commissions et leur mode de fonctionnement dès que le conflit se déclare. Mais le pivot du problème se trouve dans les mesures exécutes dont les conventions collectives, après tout, sont finalement dépourvues. Faute de moyens juridiques de force exécutive, les parties contractantes s'évertuent à recourir en revanche à des facteurs moraux. Cette tendance apparaît dans le mode spontanément adopté et répandu de faire passer les conventions collectives devant les magistrats publics. A la rigueur, c'est l'inspecteur régional du travail qui est invité par les parties à assister aux stipulations et à approuver le contrat par sa signature. Dans des cas de contrats plus importants, c'est le Ministre du

(1) Pic, « Les Lois Ouvrières », Traité de Législation Industrielle, Paris, 1930, page 279.

Travail qui y prend part, parfois, personnellement. Il arrive encore que les parties demandent aux autorités municipales de « certifier » le contrat conclu. Toutes ces diverses pratiques n'ont d'autre but que de faire appel à l'opinion publique, pour assurer au contrat une force exécutive morale au lieu de la force juridique qui lui manque.

Présentons encore, à titre d'exemple, comment le libre régime des conventions collectives a fonctionné dans deux grandes branches industrielles : 1° dans l'industrie pétrolière ; 2° dans l'industrie des mines de la Haute-Silésie.

1° Contrats Collectifs et Variations des Salaires dans l'Industrie Pétrolière

Cette industrie présente un rare exemple où un contrat collectif, grâce à l'élasticité de ses stipulations, a pu se maintenir pendant dix ans environ.

Ce contrat fut conclu le 19 novembre 1922 entre les Chambres des Employeurs de l'Industrie Pétrolière à Bitkow, Boryslaw et Krosno d'une part, et trois syndicats : des ouvriers de l'Industrie des Métaux, des ouvriers de l'Industrie Chimique et des ouvriers de l'Industrie Minière en Pologne d'autre part. Son objet est de régler toutes les conditions du travail qui se rapportent à l'exploitation des puits à pétrole, des raffineries de pétrole et aux ateliers des constructions mécaniques. Les salaires se composant des taux journaliers et des allocations mensuelles varient avec le changement du coût de la vie qui, chaque mois, est évalué par une commission permanente comptant 16 membres dont 8 représentant les industriels et 8 les intérêts des ouvriers. L'indice du coût de la vie est calculé en trois

quarts sur la base des prix d'un panier de certains articles alimentaires et en un quart sur les prix des vêtements. Les différences égales ou inférieures à 2,5 pour cent par rapport à l'indice du mois précédent ne sont pas prises en considération.

L'allocation mensuelle est une prime d'assiduité aux travaux et diminue de 1/30 pour chaque jour manqué sans une justification suffisante ou en cas de maladie. En plus, sont prévues des allocations en nature comme logement, chauffage et éclairage qui varient d'après l'état civil du travailleur.

Le contrat établit quatre groupes de taux des salaires journaliers, d'après les catégories des travaux et d'après les qualifications techniques des ouvriers, comme suit :

1^{re} *Catégorie* : Perceurs, contre-maîtres, pompeurs, dans l'exploitation des puits de pétrole ; distillateurs et raffineurs des huiles, dans les raffineries de pétrole ; artisans qualifiés, dans les ateliers mécaniques.

2^e *Catégorie* : Aides des perceurs, aides qualifiés et chauffeurs, raffineurs de l'essence, du pétrole et de la paraffine ; aides qualifiés des artisans et artisans dans les deux années après l'affranchissement.

3^e *Catégorie* : Aides des chauffeurs, des pompeurs et des fonceurs, manœuvres et ouvriers âgés de plus de 18 ans ; chauffeurs et aides, dans les distilleries, fabriques de paraffine et raffineries.

4^e *Catégorie* : Manœuvres, hommes et femmes, mineurs de 18 ans, dans l'exploitation des puits ; ouvriers adolescents et apprentis, dans les raffineries et les ateliers de construction mécaniques.

Voici quelques données sur les variations des salaires dans cette branche industrielle (Région de Boryslaw), résultant du contrat collectif :

Taux des Salaires journaliers en zlotys dans l'industrie pétrolière

Dates	I. Catég.	II. Catég.	III. Catég.	IV Catég.
Janv. 1925	5,29	4,18	2,87	1,67
— 1926	6,11	4,81	3,31	1,94
Fév. 1926	5,76	4,54	3,12	1,83
Mai —	6,36	5,01	3,45	2,02
Juin —	7,02	5,33	3,81	2,23
Juil. —				
Oct. —	6,68	5,27	3,63	2,12
Janv. 1927	7,58	5,98	4,12	2,41
Juin —	10,99	7,35	5,29	2,92
Juil. 1928	11,48	7,65	5,52	3,05
Sept. —	11,19	7,45	5,37	2,97
Déc. 1928				
au				
Mars 1929	11,59	7,72	5,57	3,09
Avril 1929				
Mai —	12,09	8,06	5,82	3,21
Juin 1929				
Août —	11,68	7,78	5,62	3,10
Sept. —				
Oct. —	11,60	7,73	5,57	3,12
Nov. —				
Déc. —	11,25	7,50	5,40	2,99
Avril 1930				
Août —	11,31	7,54	5,44	3,01
Août 1931	10,59-9,28	7,09	5,10	2,81
Sept. —				
Nov. —	9,83-8,61	6,54	4,73	2,61
Déc. 1931				
Janv. 1932	10,12-8,87	6,74	4,87	2,69
Fév. —				
Mai —	10,32-9,04	6,87	4,97	2,74 (1)

(1) Statistique du Travail, 1925 à 1932.

Au début de l'année 1931, les industriels déclarent l'impossibilité par suite de la crise de maintenir les taux des salaires anciens et imposent une réduction de 14 pour cent. Les syndicats refusent d'accepter cette compression et avertissent qu'une grève générale éclatera dans l'industrie pétrolière à partir du 28 février, si les réductions sont appliquées. La menace de grève avait pour effet de décider les industriels à ne pas persister dans leurs intentions agressives. Le 26 février un protocole réduisant les salaires seulement de 3 pour cent pour le mois de mars et de 1 pour cent supplémentaire pour le mois d'avril fut signé. En même temps, fut un peu modifiée la clause de l'échelle mobile qui est enfin supprimée, par un accord du mois de décembre 1931, contre un relèvement des salaires dans les limites de 3 à 5 pour cent. Ce dernier accord est stipulé pour un délai indéterminé sous réserve de dédit au moins 2 mois d'avance.

L'aggravation de la crise a amené les industriels à résilier définitivement le contrat collectif à la date du 1^{er} septembre 1932. La nouvelle convention qui lui a été substituée, le même mois, comporte une réduction générale de tous les salaires et des allocations de 8 pour cent dans les raffineries et de 10 pour cent dans les autres établissements de l'industrie pétrolière.

2° Industrie des Mines de la Haute Silésie

L'année 1924 fut pour les mineurs polonais une période de graves conflits du travail provoqués par les attaques des industriels contre les salaires prétendus très élevés et contre la journée du travail qui, jusqu'alors, était fixée à 7 heures pour ceux qui travaillaient au fond.

La première baisse de 10 pour cent a affecté les salaires au mois de février. Un mois plus tard, les employeurs imposent aux syndicats professionnels un nouveau contrat d'après lequel la journée du travail, dans les mines, est prolongée à 8 heures, le temps de descente et de montée compris. A cette tentative les ouvriers ont répondu par une longue grève qui a immobilisé les mines dans tous les bassins houillers. La perte du travail causée par cette grève est évaluée à 802,957 journées d'ouvriers. Mais finalement, les syndicats devaient se soumettre et accepter les conditions imposées.

En avril, une nouvelle réduction des salaires égale à 28 pour cent s'annonce. Le conflit est porté devant le tribunal d'arbitrage qui rend un verdict réduisant la demande de diminution à 11 pour cent. En juillet, les patrons réclament de nouveau une baisse de 36 pour cent et la réduction des allocations au comptant et en nature, alors qu'un règlement nouveau vient d'introduire dans le bassin la journée de travail de 10 heures. Cette agression révolte les ouvriers et les pousse à la grève générale qui dura du 30 juillet au 16 août. L'opposition des travailleurs fut efficace, car les salaires, par suite de cette action syndicale, n'ont diminué que de 10 pour cent, tandis que les allocations en nature sont restées intactes.

Avec l'amélioration de la conjoncture qui s'annonce à la fin de la même année, les salaires commencent à augmenter. Au cours du mois d'octobre, ils s'élèvent de 3 pour cent pour les travailleurs à la surface et de 5 pour cent pour les mineurs occupés au fond. Enfin, les taux des salaires se sont stabilisés par la convention collective signée le 20 novembre pour un délai indéterminé. Cette convention a majoré les taux des salaires

anciens de 10 % pour les manœuvres non qualifiés et de 5 % pour les travailleurs qualifiés. Ces taux ont été fixés, comme suit, pour la journée de travail de 8 heures:

Au fond :

	Zlotys
Piqueurs, travail à forfait, salaire moyen	
par jour	6,52
Boiseurs, travail à forfait, salaire moyen	
par jour	5,01
Autres ouvriers, suivant leur habileté,	
travail à forfait, salaire moyen par	
jour	1,70-4,06
Adolescents	1,12

Les taux ont subi de très légères modifications dans les tarifs du 1^{er} mai 1925 et ensuite furent majorés de 5 % le 21 janvier 1926. Les changements suivants ont été opérés dans les taux des salaires, comme suit :

A partir du 1^{er} mai 1926 majoration de 5 pour cent.

A partir du 1^{er} juin 1926 majoration de 9-10 pour cent.

A partir du 1^{er} septembre 1926 majoration de 8 p. cent.

La convention du 1^{er} décembre 1926 a établi le tarif suivant :

I. Au fond

	Région du Nord	Région du Sud
Abatteurs aux piliers		
hauts, à forfait	10,02	9,42
Abatteurs aux piliers		
moyens, à forfait	9,22	8,67
Abatteurs travaillant à la		
journée	7,00	6,61
Chargeurs aux piliers		
moyens, à forfait	6,43	6,04

	Région du Nord	Région du Sud
Boiseurs travaillant à la		
journée	7,34	6,90
Charretiers	2,83-5,73	2,66-5,39
Adolescents	1,66	1,56

II. A la surface

Ouvriers qualifiés du I ^{er}		
groupe	7,12	6,72
Ouvriers qualifiés du II ^e		
groupe	4,96	4,64
Ouvriers non qualifiés....	2,08-5,44	1,92-5 12
Ouvrières	1,36-3,28	1,28-3,12
Adolescents	1,36	1,28

Ce tarif, après avoir subi un relèvement de 8 % à la suite d'un conflit réglé par voie d'arbitrage au mois de novembre 1927, fut encore majoré de 5 % par la convention du 1^{er} mars 1929.

Un différend s'est déclaré au mois d'octobre 1929, quant à l'application des tarifs. Le conflit résolu, comme d'habitude, par un jugement d'arbitrage, a amené à la reconstitution des catégories de salariés et au relèvement de tous les taux des salaires de 4 pour cent. Les nouvelles conditions ont été établies pour la période allant du 15 novembre 1929 au 31 décembre 1930.

En 1932, le Syndicat patronal renonce au tarif ancien, pour le réduire de 21 pour cent à partir du 1^{er} février. L'opposition des ouvriers ramène la question devant la commission d'arbitrage à Katowice dont le jugement fixe une réduction générale de 8 pour cent.

CONCLUSION

Notre but s'est borné dans le présent essai à retracer quelques fragments choisis dans le problème syndicaliste relativement à la rétribution du travail, sans aucune prétention à épuiser cette matière si ample et si complexe. Il nous semble cependant que cet exposé, pour peu complet qu'il soit, permet de conclure de ces détails à certaines tendances de la réalité ayant une signification générale. Essayons de les résumer brièvement.

D'abord, au sujet des salaires.

De la plupart des faits étudiés, il résulte que la formation des tarifs du travail subit une grande influence du mouvement professionnel. Mais elle obéit avant tout à la variabilité des tendances économiques. En termes généraux, cette double dépendance des salaires se laisserait alors formuler comme fonction principale des deux séries de phénomènes dont les uns se déroulent spontanément sur le terrain de la production, tandis que les autres réagissent d'une façon réfléchie dans le cadre social. D'autre part, il est clair que ces deux forces motrices commandant le salaire développent une action alternative qui les cumule durant la prospérité économique et les oppose en cas de dépression.

Pour établir le critérium du véritable rôle syndicaliste, le dernier cas nous sera plus propice. En effet, la disparité se produisant, en période de mauvaise situation économique, entre le niveau des salaires d'une part, et

les indices généraux d'autre part, rend les efforts syndicaux plus aisément saisissables et appréciables. Au contraire, il est pratiquement difficile de délimiter les sphères d'influence devant être attribuées à l'action des syndicats de celle qui correspond aux avantages de la conjoncture générale lorsque les deux facteurs indiqués engagent, par des tendances conjointes, la marche des salaires vers la hausse.

S'il s'agit de l'initiative des syndicats considérée du point de vue formel, on peut remarquer que celle-ci change d'aspect au cours de l'évolution des faits. Cette initiative allant dans le sens des règlements contractuels des rapports du travail estompe peu à peu les antagonismes persistant entre patrons et ouvriers. Par là s'intensifient les tentatives faites en vue de soutenir l'équilibre social, sans que les contradictions virtuelles en soient supprimées. Il s'ensuit que pour les recherches sur les salaires, les résultats des conventions collectives et de l'arbitrage présentent beaucoup plus d'intérêt que les nombres et les effets des grèves.

Soulignons ensuite que le succès des organisations professionnelles s'explique souvent par des raisons morales plutôt que matérielles. Ainsi qu'il a été constaté, de nombreux conflits engagent l'opinion publique qui intervient, presque toujours, en faveur des intérêts du travail. C'est alors dans l'idée de justice sociale se développant avec l'accroissement des forces organiques du prolétariat, que les syndicats reçoivent un appui très précieux pour l'efficacité de leurs efforts. On pourrait donc soutenir que l'évolution du syndicalisme imprime au problème du travail une nouvelle orientation. Elle l'affranchit peu à peu de l'ordre rigide de l'offre et de la demande pour la placer dans le domaine de la justice, ou

si l'on veut, dans les rapports de répartition du revenu où la volonté collective a plus de chances d'intervenir avec succès.

Mais après toutes les conquêtes remportées par les syndicats ouvriers, les salaires restent en Pologne toujours à un niveau bas. Certainement, la misère du prolétariat polonais aurait comme cause essentielle la structure technique périmée de l'industrie dont le rendement n'atteint pas encore les limites auxquelles arrive avec un moindre coût de revient l'industrie modernisée des autres pays. Le salaire se trouve aussi incontestablement sous le coup de l'offre des bras constamment en surabondance en Pologne. Mais en plus de ces phénomènes économiques, il y faut ajouter la faiblesse du syndicalisme polonais qui, d'après l'opinion avisée et impartiale de certains auteurs, est la cause principale des bas salaires en Pologne.

Vu : le Président du Jury
H. NOYELLE

Vu : le Doyen
H. NEZARD

Vu et permis d'imprimer :
Caen, le 17 Mai 1933
Le Recteur,
Correspondant de l'Institut
L. MAIGRON

BIBLIOGRAPHIE

1. — Bibliographie polonaise

- F. PERL (Res) : Histoire du Mouvement socialiste dans le Royaume de Pologne, Cracovie, 1910.
- A. WOYCICKI : La Classe ouvrière dans la grande industrie de Pologne, Louvain 1909 (en français).
- Z. DASZYNSKA-GOLINSKA : Contributions à la question ouvrière en Pologne, Varsovie, 1920.
- S. RYCHLINSKI : Les Syndicats Professionnels des travailleurs en Pologne, Varsovie, 1927 (en français).
- H. KRAHELSKA : Le Travail des enfants et des mineurs, Varsovie, 1928.
— Le Travail des femmes dans l'industrie contemporaine, Varsovie, 1932.
- T. SZTUM DE SZTREM : Le Chômage dans l'Europe d'aujourd'hui, Varsovie, 1931.
- S. WŁOSZCZEWSKI : Contrats Collectifs dans les établissements du Travail, Posnan, 1929.
- Commission Centrale des Syndicats Professionnels des Travailleurs en Pologne.*
Compte rendu 1920, Zublin.
— — 1925, Varsovie.
— — 1929, Varsovie.
- Union Syndicale Polonaise.*
Compte rendu 1914-1920, Poznan.
— — 1923 —
- La 28^e Année du Travail*, Poznan, 1930.
- Syndicat des Travailleurs Agricoles.*
Compte rendu 1919-1928, Varsovie 1929.

Annuaire des Syndicats Professionnels de Travailleurs en Pologne, publication ministérielle, Varsovie, 1925-1932.

Statistique du Travail, Revue Mensuelle, Varsovie 1922-1926.

— *Revue Trimestrielle, Varsovie, 1927-1932.*

Informations Statistiques, périodique, Varsovie.

Commission d'Enquêtes, Comptes rendus, 15 volumes, publication du Conseil des Ministres, Varsovie, 1928.

Banque de Commerce : Rapport de la Chambre Nationale de Commerce, Varsovie, 1925.

Journal des Lois de la République Polonaise, Varsovie, 1919-1932.

Le Travail et l'Assistance sociale, périodique, Varsovie, 1928-1930.

Syndicats Professionnels des Travailleurs Métallurgistes, Statuts et Comptes rendus, Varsovie, 1928.

Syndicat Professionnel des Travailleurs de l'industrie polygraphique, Comptes rendus, 1923-1929.

2. — Bibliographie générale

M. ANSIAUX : *Traité d'Economie Politique, 3 volumes, Paris, Giard, 1923.*

F. SIMIAND : *Le Salaire, l'Evolution sociale et la Monnaie, 3 volumes, Paris, Alcan, 1932.*

H. NOYELLE : *A propos de la crise doctrinale du socialisme, Revue d'Economie Politique, 1929.*

— *Droits des chômeurs et la loi économique, Revue Economique Internationale, 1932.*

Paul PIC : *Les lois ouvrières, Traité de législation industrielle, Paris, A. Rousseau, 1930.*

P. LEROY-BEAULIEU : *La Question Ouvrière au XIX^e siècle, Paris 1872.*

GIDE et RIST : *Histoire des doctrines économiques, Paris, 5^e édit., 1926.*

Maxime LEROY : *Les Techniques Nouvelles du syndicalisme, Bibliothèque d'Informations sociales, Paris, 1921.*

P. REBOUD : *Précis d'Economie Politique, Paris, Dalloz, 1929.*

Jean LESCURE : *Des Crises générales et périodiques de surproduction, Paris, Sirey, 1923.*

G. SOREL : L'Avenir socialiste des syndicats, Bibliothèque d'Etudes sociales, Paris, 1901.

— Réflexions sur la violence, Paris, Rivière, 1925.

M. BOURGUIN : Les systèmes socialistes et l'évolution économique, Paris, Armand Colin, 1906.

A. AFTALION : Les fondements du socialisme, Paris, Rivière, 1923.

— Cours de statistique professé à la Faculté de droit, Paris, Presses Universitaires, 1928.

R. PICARD : Le Mouvement Syndical durant la guerre, Paris, Presses Universitaires, 1928.

— Le salaire et ses compléments, Paris, Rivière, 1927.

Revue d'Economie Politique.

Revue Economique Internationale.

Revue Internationale du Travail.

Périodiques.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	9

PREMIERE PARTIE

La structure des syndicats professionnels en Pologne

CHAPITRE I. — La division syndicale et ses origines	25
CHAPITRE II. — Etat actuel des syndicats professionnels ..	38
Structure juridique	38
Imprécision de la loi	42
Divergences entre règlements	45
Fluctuation politique	46
CHAPITRE III. — Structure organique des syndicats	49
Les effectifs des syndicats et leurs modes d'évaluation.	49
Décomposition du mouvement, questions de tactique et de discipline	58
Les effets de la division	74

DEUXIEME PARTIE

Le mouvement général des salaires en Pologne

CHAPITRE I. — Les taux des salaires nominaux	85
CHAPITRE II. — Les taux des salaires réels	96
CHAPITRE III. — Les salaires en évaluation absolue	110

CHAPITRE IV. — Le mouvement des salaires et les conjonctures économiques	117
La théorie du chômage perpétuel et la critique	124

TROISIEME PARTIE

Les syndicats à l'œuvre

CHAPITRE I. — Action de grèves	133
Restrictions législatives et administratives	135
Les grèves et les salaires	139
Indices de la gravité des grèves	143
Indices de réussite	144
Intervention des syndicats	145
Durée moyenne des grèves	148
CHAPITRE II. — Conventions collectives du travail	151
Les Contrats collectifs et les salaires dans l'industrie pétrolière	158
Dans l'industrie des mines	161
CONCLUSIONS	165
BIBLIOGRAPHIE	169

Imprimerie Rapide du Centre. -- Issoudun (Téléph. 32)

